



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI 14 MAI 1949

QUEBEC, SATURDAY, MAY 14th, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

- 1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.
- 2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.
- 3° Spécifier le nombre d'insertions.
- 4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.
- 5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.
- 6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.
- 7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.
2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.
3. Specify the number of insertions.
4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.
5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.
6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.
7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Albe Diamond & Fils Ltée
Albe Diamond & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1949, constituant en corporation: Roland Diamond, notaire, de Ville Mont-Royal, Jean Geoffrion, avocat, d'Outremont, et Gabriel Marchand, avocat, d'Iberville, district judiciaire d'Iberville, les deux premiers du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce, de gros et de détail, de viande et autres denrées sous toutes les formes, et de tous les autres produits de la ferme, sous le nom de "Albe Diamond & Fils Ltée" — "Albe Diamond & Sons Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie détenant des actions ordinaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Barnabé-Nord, district judiciaire des Trois-Rivières.

Letters Patent

Albe Diamond & Fils Ltée
Albe Diamond & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1949, incorporating: Roland Diamond, notary, of the town of Mount Royal, Jean Geoffrion, advocate, of Outremont, and Gabriel Marchand, advocate, of Iberville, judicial district of Iberville, the two first, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in meat and other foodstuffs, under any form whatsoever, and in any other farm products, under the name of "Albe Diamond & Fils Ltée" — "Albe Diamond & Sons Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The number of holders of common shares of the company shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Saint-Barnabé-Nord, judicial district of Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le douze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Calder Company Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf avril 1949, constituant en corporation: Max Fanok, épiciier, Joseph Metza, charpentier, tous deux de Lachine, et John William Calder, vendeur, de ville Saint-Pierre, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de tuyaux en bois, réservoirs en bois et tous produits en bois d'aucune sorte et description, sous le nom de "Calder Company Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Centre Social La Guadeloupe Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation sans capital-actions: F. Ludger Beaudry, Albini Beaudoin, industriels, Albert Veilleux, Henri-Louis Beaudry, J.-Cyprien Roy, commerçants, Henri Legendre, comptable, et Josaphat Blais, garagiste, tous de Saint-Évariste Station, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Établir et opérer un centre social et athlétique, sous le nom de "Centre Social la Guadeloupe Inc."

Il est entendu que les pouvoirs de la compagnie ne s'entendront pas comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté, et n'autorisent pas non plus la compagnie, à demander, acquérir, détenir ou exploiter une licence de club de la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à La Guadeloupe (St-Évariste Station), district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Cerebral Palsy Association of Quebec, Inc.
L'Association de Paralysie Cérébrale de Québec, Inc.**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept avril 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Doris Beck,

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Calder Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1949, incorporating: Max Fanok, grocer, Joseph Metza, carpenter, both of Lachine, and John William Calder, salesman, of Ville Saint-Pierre, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers of wood pipes, wood tanks and all wood products of every kind and description, under the name of "Calder Company Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The number of the shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Lachine, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Centre Social La Guadeloupe Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: F. Ludger Beaudry, Albini Beaudoin, industrialists, Albert Veilleux, Henri-Louis Beaudry, J. Cyprien Roy, traders, Henri Legendre, accountant, and Josaphat Blais, garage keeper, all of Saint-Évariste Station, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To establish and operate a social and athletic centre, under the name of "Centre Social La Guadeloupe Inc."

It is understood that the powers of the company shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance and mixed games of chance and skill, nor do the powers authorize the company to apply for, acquire, hold or operate a Club License of the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation will be at La Guadeloupe (St-Évariste Station), judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Cerebral Palsy Association of Quebec, Inc.
L'Association de Paralysie Cérébrale de Québec, Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1949, incorporating without share capital: Doris Beck, housewife, wife contractually

ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Roland B. Winsor, de ville Mont-Royal, Juanita Cronyn, fille majeure, Roméo Desjardins, avocat, C.R., William Fraser Macklaier, avocat, C.R., tous trois de la cité de Westmount, James Alexander Edmonstone, officier de successions, de St-Laurent, Marcelle Plouffe Jean, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Paul E. Jean, Nathaniel Leonard Rappaport, avocat, John Hermes Victor, marchand, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, et Bruce Mackenzie Scriver, ingénieur, de Brosseau Station, pour les objets suivants:

Promouvoir, préparer, soutenir, établir, encourager et développer des mesures et programmes afin de faire progresser le traitement, la formation, l'instruction, la réhabilitation et l'embauchage de personnes souffrant de paralysie cérébrale et de ses effets, sous le nom de "Cerebral Palsy Association of Quebec, Inc." — "L'Association de Paralysie Cérébrale de Québec, Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Duval Motors (Sorel) Limited
Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze avril 1949, constituant en corporation: Alice Boire, José Drouin, sténographes, filles majeures, et Claude Ducharme, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce en général de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, machines et outillages agricoles, avions, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, moteurs, engins, sous le nom de "Duval Motors (Sorel) Limited — Limitée", avec un capital de \$49,000, divisé en 490 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

D. & D. Agencies & Traders Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six avril 1949, constituant en corporation: John De Rosa, Vincent Luciani, comptables, et Roland Bousquet, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer toute ou aucune des opérations de négociants de hardes et vêtements de toutes sortes, pour dames et messieurs; de fourrures, de meubles, d'accessoires électriques, de bijouteries assorties, ainsi que de montres et diamants, sous le nom de "D. & D. Agencies & Traders Company Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

separated as to property of Roland B. Winsor, of the Town of Mount Royal, Juanita Cronyn, pinster, Roméo Desjardins, Advocate, K.C., William Fraser Macklaier, Advocate, K.C., all three of the City of Westmount, James Alexander Edmonstone, Estates Office, of St. Laurent, Marcelle Plouffe Jean, housewife, wife contractually separate as to property of Paul-E. Jean, Nathaniel Leonard Rappaport, Advocate, John Hermes Victor, merchant, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, and Bruce Mackenzie Scriver, engineer, of Brosseau Station, for the following purposes:

To promote, devise, sponsor, establish, assist and develop measures and programmes calculated to advance the treatment, training, education, rehabilitation and occupational of persons suffering from cerebral palsy and the effects thereof, under the name of "Cerebral Palsy Association of Quebec, Inc." — "L'Association de Paralysie Cérébrale de Québec, Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the Corporation will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Duval Motors (Sorel) Limited
Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1949, incorporating: Alice Boire, José Drouin, stenographers, spinsters, and Claude Ducharme, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal generally in all kinds of automobiles, tractors, farm implements and equipment, planes, boats, canoes, skiffs, trucks, waggons, motor-cycles, motors and engines, under the name of "Duval Motors (Sorel) Limited — Limitée", with a capital stock of \$49,000, divided into 490 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

D. & D. Agencies & Traders Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1949, incorporating: John De Rosa, Vincent Luciani, accountants, and Roland Bousquet, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the operations of dealers in clothing and garments of every kind, for ladies and gentlemen; furs, furniture, electrical accessories, assorted jewellery, and also watches and diamonds, under the name of "D. & D. Agencies & Traders Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le nombre des détenteurs d'actions ordinaires de la compagnie n'excédera pas vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Embossing Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six avril 1949, constituant en corporation: Harry Batshaw, C.R., Philip Meyerovitch, C.R. et Louis Feigenbaum, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie ou le commerce d'imprimeurs, médailleurs, lithographes et graveurs de toutes sortes de matières, comprenant le plastique et le cuir, sous le nom de "Embossing Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires avec droit de vote d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Fantino & Mondello Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit avril 1949, constituant en corporation: John De Rosa, Vincent Luciani, comptables, et Roland Bousquet, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'abattoir, sous le nom de "Fantino & Mondello Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires n'excédera pas vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Garage Desbiens Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze avril 1949, constituant en corporation: Lionel Desbiens, garagiste, de Plage Laval, district judiciaire de Montréal, Jean Lavallée, teneur de livres, et Gaston Chabot, comptable, tous deux de St-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire commerce de voitures-automobiles, camions, autobus, remorques, tracteurs, véhicules, à moteurs, carrosseries, machines aratoires, machines de ferme, laveuses, essoreuses, appareils frigorifiques, appareils électriques, machines et moteurs de toutes sortes, meubles meublants,

The number of holders of common shares of the company shall not exceed twenty.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Embossing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1949, incorporating: Harry Batshaw, K.C., Philip Meyerovitch, K.C., and Louis Feigenbaum, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal for the following purposes:

To carry on the trade or business of printer, embosser, lithographer and engraver of all kinds of materials including plastics and leather, under the name of "Embossing Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common voting shares of the par value of \$10 each, and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Fantino & Mondello Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1949, incorporating: John De Rosa, Vincent Luciani, accountants, and Roland Bousquet, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general abattoir business, under the name of "Fantino & Mondello Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The number of its shareholders shall not exceed twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney, General this eighth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Garage Desbiens Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1949, incorporating: Lionel Desbiens, garage keeper, of Plage Laval, judicial district of Montreal, Jean Lavallée, book-keeper, and Gaston Chabot, accountant, both of St-Eustache-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, trucks, autobuses, trailers, tractors, vehicles, motor vehicles, car or carriage bodies, farm implements, farm machines, washing machines, wringers, refrigeration equipment, electric appliances, machines and motors of all kinds, household furniture, radios,

radios, matériaux de construction ainsi que les pièces, outils, machineries, matériel et accessoires nécessaires ou utiles, sous le nom de "Garage Desbiens Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Plage Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Garage Gagnon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1949, constituant en corporation: Adrien Gagnon, commerçant, Bertrand Gagnon et André Gagnon, tous deux commis, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobile, camion, autobus, auto-car, véhicule de toute et de chacune sorte et description, sous le nom de "Garage Gagnon Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 264, rue Racine, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

International Electric Rouyn Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq avril 1949, constituant en corporation: Alice Boire, sténographe, fille majeure, Claude Ducharme, avocat, et Jean-Paul Ste-Marie, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre des automobiles, tracteurs, avions, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, moteurs, engins ainsi que de toutes fournitures, accessoires, parties, pièces, morceaux et outils s'y rapportant directement ou indirectement, sous le nom de "International Electric Rouyn Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Katherine's Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf avril 1949, constituant en corporation: Abraham J. Rosenstein, Eric H. Feigelson, avocats, et Harry B. Zarr, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

building requisites as well as the parts, tools, machinery, material and supplies necessary or incidental thereto, under the name of "Garage Desbiens Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Plage Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Garage Gagnon Ltée

Notice hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1949, incorporating: Adrien Gagnon, trader, Bertrand Gagnon and André Gagnon, both clerks, of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in automobiles, trucks, autobuses, autocars, vehicles of any and every kind and description, under the name of "Garage Gagnon Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 264 Racine Street, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

International Electric Rouyn Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of April, 1949, incorporating: Alice Boire, stenographer, spinster, Claude Ducharme, advocate, and Jean Paul Ste-Marie, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell automobiles, tractors, planes, boats, canoes, skiffs, trucks, waggons, motorcycles; motors and engines as well as all supplies, accessories, parts, spare parts, pieces and tools directly or indirectly connected therewith, under the name of "International Electric Rouyn Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each and 5,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Katherine's Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1949, incorporating: Abraham J. Rosenstein, Eric H. Feigelson, advocates, and Harry B. Zarr, merchant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de vêtements et de marchandises sèches, sous le nom de "Katherine's Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions privilégiées et en 400 actions ordinaires, toutes d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6873 rue St-Hubert, en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Société Historique du Témiscamingue

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation sans capital-actions: le Révérend Père Octave Lambert, ptre, O.M.I., vicaire, Dr Jean Savoie, médecin vétérinaire, Roland Barrette, a.g., professeur, Augustin Chénier, registrateur, tous quatre de Ville-Marie, et le Révérend L.-Z. Moreau, ptre, curé, de St-Bruno-de-Guigues, tous du district judiciaire de Témiscamingue, pour les objets suivants:

Colliger, et conserver tous les ouvrages, documents, objets, souvenirs, pouvant servir à l'histoire de la région du Témiscamingue, sous le nom de "La Société historique du Témiscamingue."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Ville-Marie, district judiciaire de Témiscamingue.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Laurentian Seven Up Ltée
Laurentian Seven Up Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze avril 1949, constituant en corporation Roland-A. Diamond, Gabriel Marchand et Jean Geoffrion, avocats, tous des cité et des district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Etre distributeur et embouteilleur de liqueurs douces, bières et tous autres breuvages, sujet aux dispositions de la Loi des liqueurs alcooliques, sous le nom de "Laurentian Seven Up Ltée" — "Laurentian Seven Up Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune, et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Laurentide Aviation Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre mars 1949, constituant en corporation: Seymour Elkin,

To carry on trade in wearing apparel and textile dry goods, under the name of "Katherine's Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 preferred shares and 400 common shares, all of a par value of \$50 each.

The head office of the Company will be at 6873 St. Hubert Street, in the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Société Historique du Témiscamingue

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: the Reverend Father Octave Lambert, Priest, O.M.I., vicar, Dr. Jean Savoie, veterinary surgeon, Roland Barrette, L.S., professor, Augustin Chénier, registrar, all four of Ville-Marie, and the Reverend L. Z. Moreau, parish priest, of St-Bruno-de-Guigues, all of the judicial district of Témiscamingue, for the following purposes:

To collect and conserve all works, documents, objects and souvenirs which may be of historical value to the district of Témiscamingue, under the name of "La Société Historique du Témiscamingue".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at Ville-Marie, judicial district of Témiscamingue.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Laurentian Seven Up Ltée
Laurentian Seven Up Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1949, incorporating: Roland A. Diamond, Gabriel Marchand, and Jean Geoffrion, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To be distributor and bottler of soft drinks, beer and any other beverages, subject to the provisions of the Alcoholic Liquor Act, under the name of "Laurentian Seven Up Ltée" — "Laurentian Seven Up Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laurentide Aviation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letter patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1949, incorporating: Seymour Elkin, notary, Ralph C. Tees, trust com-

notaire, Ralph C. Tees, officier d'une compagnie de fiducie, tous deux de la cité de Montréal, et George L. Hale, officier d'une compagnie de fiducie, de la cité de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aéronefs, aérostats, hélicoptères et tous autres vaisseaux aériens, de moteurs, d'accessoires d'automobiles de toute sorte et description, d'appareils et instruments de navigation, appareils et accessoires de radio, radar et télévision, avec ensemble leurs pièces constitutives, raccords et accessoires, sous le nom de "Laurentide Aviation Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lemieux Beauty Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1949, constituant en corporation: Marc-André Lemieux, marchand de gros, Dame Irène Marquis Lemieux, ménagère, épouse séparée de biens de Marc-André Lemieux, et Raymond Drouin, employé civil, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machineries de toutes sortes et accessoires de salon de beauté, salon de barbier, ainsi que les produits de beauté et les produits sanitaires de toute nature, et des meubles meublants de résidences et de magasins et leurs accessoires, sous le nom de "Lemieux Beauty Products Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à 16, rue de l'Église, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le sept avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Anciens du Collège de Montréal

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1949, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé G. Sanche, prêtre, curé, Émile Daoust, gérant adjoint, Raoul Fecteau, professeur, Émile Lépine, p.s.s., prêtre, Dollard Robitaille, p.s.s., professeur, Gilbert-A. La Tour, secrétaire, Mgr Olivier Maurault, recteur de l'Université de Montréal, tous de la cité de Montréal, Léopold Houllé, publiciste, Robert Langevin, avocat, Lionel Leroux, notaire, tous trois de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, et Jacques Simard, industriel, résidant à Préville, pour les objets suivants:

Perpétuer les liens d'amitié qu'ils ont contractés lors de leur séjour à titre d'élèves du Collège de Montréal, sous le nom de "Les Anciens du Collège de Montréal".

pany officer, both of the City of Montreal, and George L. Hale, trust company officer, of the City of Verdun, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in aerodynes, aerostats, helicopters and all other aircraft, in engines, in automotive equipment of every kind and description, in navigational devices and instruments, radio, radar, and television apparatus and supplies, together with their component parts, fittings and accessories, under the name of "Laurentide Aviation Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 5,000 shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at the Parish of St. Laurent, in the Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fourth day of March, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lemieux Beauty Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1949, incorporating: Marc André Lemieux, wholesale merchant, Dame Irène Marquis Lemieux, housewife, wife separate as to property of Marc André Lemieux, and Raymond Drouin, civil servant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in beauty parlour and barber shop machinery and accessories of all kinds, and also in beauty products and sanitary products of all kinds, household and store furniture and their accessories, under the name of "Lemieux Beauty Products Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The number of shareholders will be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at 16 de l'Église street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Anciens du Collège de Montréal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbé G. Sanche, parish priest, Émile Daoust, assistant manager, Raoul Fecteau, professor, Émile Lépine, p.s.s., priest, Dollard Robitaille, p.s.s., professor, Gilbert A. La Tour, secretary, Mgr Olivier Maurault, rector of the Montreal University, all of the city of Montreal, Léopold Houllé, publicist, Robert Langevin, advocate, Lionel Leroux, notary, all three of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, and Jacques Simard, industrialist, residing at Préville, for the following purposes:

To perpetuate the bonds of friendship made during their stay as pupils in the Collège de Montréal, under the name of "Les Anciens du Collège de Montréal".

Accepter, acquérir, posséder, par tous les moyens connus par la Loi, des droits, des biens meubles et immeubles dont le revenu annuel net n'excède pas \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. G. Chabot, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf avril 1949, constituant en corporation: Louis Chabot, Marcel Chabot, imprimeurs, et Alfred Belley, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de l'imprimerie et de la publication, sous le nom de "L. G. Chabot, Incorporée", avec un capital de \$4,000, divisé en 400 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, District judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**L'Institut Arts-Sciences de Montréal
Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1949, constituant en corporation: Aloysius Lavigueur, comptable, Albert Delage, professeur, des cité et district judiciaire de Montréal, Edouard Boyer, chimiste, des cité et district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Fonder, créer, tenir, exploiter des écoles, pour l'enseignement des arts et des sciences, sous le nom de "L'Institut Arts-Sciences de Montréal Incorporée", avec un capital de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le sept avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lou Korman Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze avril 1949, constituant en corporation: Louis Korman, manufacturier, Dame Belle Charness Korman, ménagère, épouse séparée de biens de Louis Korman et dûment autorisée par lui et Samuel Stein, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce de manteaux, robes, costumes et vêtements de sport, bottes, chaussures et pantouffes, bourses, gants et toutes chaussures en général pour dames, demoiselles et enfants, et tous vêtements, pour dames et manteaux, habits, bottes, chaussures et gants, che-

To accept, acquire, hold by any means recognized by law, any rights, moveable and immovable property whereof the net annual revenue does not exceed \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L. G. Chabot, Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of April, 1949, incorporating: Louis Chabot, Marcel Chabot, printers, and Alfred Belley, chartered accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the printing and publishing business, under the name of "L. G. Chabot, Incorporée", with a capital stock of \$4,000, divided into 400 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**L'Institut Arts-Sciences de Montréal
Incorporée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1949, incorporating: Aloysius Lavigueur, accountant, Albert Delage, professor, of the city and judicial district of Montreal, Edouard Boyer, chemist, of the city and judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To found, create, keep and operate schools, for the teaching of arts and sciences, under the name of "L'Institut Arts-Sciences de Montréal Incorporée", with a capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lou Korman Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1949, incorporating: Louis Korman, manufacturer, Dame Belle Charness Korman, housewife, wife separate as to property from Louis Korman, and duly authorized by him, and Samuel Stein, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in ladies', misses' and children's coats, dresses, suits and sportswear, boots, shoes and slippers, purses, gloves and all footwear general, and all ladies' wearing apparel and men's and boys' coats, suits, boots, shoes and gloves, shirts, underwear and pajamas and all

mises, sous-vêtements et pyjamas pour hommes et garçons, en général, tous vêtements pour hommes, et ouvrir des magasins, ateliers et entrepôts pour lesdites fins, sous le nom de "Lou Korman Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Maison Laurette Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six avril 1949, constituant en corporation: Dieudonné Charette, marchand, ville St-Esprit, district judiciaire de Labelle, Alcide Grenon, comptable, et Hilda Christensen, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de marchands, de marchandises sèches, quincailleries, objets d'art ou décoratifs, bibelots, denrées alimentaires, épicerie, nouveautés, provisions, ferronneries, vitreries, produits d'alimentation et d'habillement, papeteries, imprimés, remèdes brevetés, articles de bureau et de maison en général, sous le nom de "Maison Laurette Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Metal Works Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit avril 1949, constituant en corporation: Rudolph Benjamin, manufacturier, Virginia Mires, réceptionniste, et June Kirlin, secrétaire, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles faits de métal, aluminium, verre, plastique, bois ou caoutchouc; appliques, outils, pièces de machines et machines-outils, matrices, formes et moules; nouveautés et articles de toilette; teintures, teintures, produits chimiques naturels, synthétiques ou artificiels et les matières premières des produits chimiques; composés, mélanges et préparations semblables, sous le nom de "Metal Works Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

men's wearing apparel generally, and to open stores, shops and warehouses for the said purposes; under the name of "Lou Korman Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of a par value of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

That the number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Maison Laurette Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1949, incorporating: Dieudonné Charette, merchant, of Ville St-Esprit, judicial district of Labelle, Alcide Grenon, accountant, and Hilda Christensen, stenographer, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of merchants, dry-goods merchants, hardware dealers, and dealers in works of art or decoration, knick-knacks, food products and wearing apparel, stationery, printed matter, patent medicines, office supplies and household effects in general, under the name of "Maison Laurette Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the Town of Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Metal Works Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1949, incorporating: Rudolph Benjamin, manufacturer, Virginia Mires, receptionist, and June Kirlin, secretary, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal with all articles made out of metal, aluminum, glass, plastic, wood or rubber; fixtures, tools, machine parts and machine tools, dyes, forms and castings; novelties and toiletries; paints, dyes, natural synthetic or imitation chemicals and chemical raw materials; compounds, mixtures and similar preparation, under the name of "Metal Works Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 preferred shares having a par value of \$10 each, and 3,000 common shares having a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mont Elephant Lodge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation: Georges Bériault, Honoré Soudeyns, industriels, et Jean-Marie Bériault, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les affaires de tenancier de restaurants, cafés, salles de rafraichissements, victuailleurs, sous le nom de "Mont Elephant Lodge Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mont Elephant Lodge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, incorporating: Georges Bériault, Honoré Soudeyns, industrialists, and Jean-Marie Bériault, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as keepers of restaurants, cafés, refreshment rooms, and as victuallers, under the name of "Mont Elephant Lodge Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Normandie Flower Shop, Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un avril 1949, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Alexander Gordon Yeoman, commis en loi, et Clifford George Meek, teneur de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fleuristes, horticulteurs, pépiniéristes, paysagistes, jardiniers-marchands, producteurs de fruits et marchands de graines de semence, sous le nom de "Normandie Flower Shop, Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau de Procureur général, le vingt et un avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Normandie Flower Shop, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1949, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, and Clifford George Meek, bookkeeper, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of florists, horticulturists, nurserymen, landscapers, market gardeners, fruit growers and seedsmen, under the name of "Normandie Flower Shop, Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of the par value of \$100 each.

The number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Nu-Way Food Products Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix avril 1949, constituant en corporation: Benny Greenberg, Saul Brookman, marchands, Dame Jean Kwiatt Greenberg, ménagère, épouse séparée de biens de Benny Greenberg et Sophie Margolese Brookman, ménagère, épouse séparée de biens de Saul Brookman, toutes deux autorisées par leur mari respectif aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, traiter, distribuer et vendre des produits alimentaires de toutes sortes, comprenant principalement des spécialités de charcuterie, viandes fumées, saucisses et produits de la viande en général, sous le nom de "Nu-Way Food Products Incorporated", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Nu-Way Food Products Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1949, incorporating: Benny Greenberg, Saul Brookman, merchants, Dame Jean Kwiatt Greenberg, housewife, wife separate as to property of Benny Greenberg, and Sophie Margolese Brookman, housewife, wife separate as to property of Saul Brookman, both duly authorized by their respective husband for these presents, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, processing, distributing and selling food products of all kinds, consisting mainly of delicatessen specialties, smoked, meats, sausages and general meat products, under the name of "Nu-Way Food Products Incorporated", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Platers Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept avril 1949, constituant en corporation: Roger Lacoste, C.R., avocat, d'Outremont, Louis C. Hurtubise, avocat, de Verdun, et Julien Latendresse, comptable, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter, diriger, administrer et exercer le commerce de placage à l'électricité dans toutes ses spécialités; et, en général, faire le commerce de métal blanc, bronze, acier et leurs composés ou tous autres métaux, acides, solutions et tous articles et choses utilisés dans la fabrication, le travail et le traitement d'iceux, sous le nom de "Platers Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3430 est rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

P. P. Landry Autos Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six avril 1949, constituant en corporation: Maurice Mercier, avocat, Bertrande Bertrand et Carmen Geoffroy, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, acquérir, posséder et vendre en gros et en détail des automobiles, des taxicabs, camions et toutes sortes de véhicules moteurs et accessoires neufs ou usagés, sous le nom de "P. P. Landry Autos Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quebec Distillers Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation: Henry Weir Davis, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, James Penrose Anglin, avocat, de ville Mont-Royal et Richard Dale Weldon, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de brasseurs, malteurs et distillateurs, marchands de vins et spiritueux et importateurs, exportateurs et manufacturiers et négociants d'eaux gazeuses et minérales et autres breuvages alcooliques et non-alcooliques, sous le nom de "Quebec Distillers Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Platers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1949, incorporating: Roger Lacoste, K.C., lawyer, of Outremont, Louis C. Hurtubise, lawyer, of Verdun, and Julien Latendresse, accountant, of the City of Montreal, and all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To maintain, conduct, manage and carry on in all its branches the business of electroplating; and deal generally in babitt, brass, steel and their compound or any other metals, acids, solutions and all articles and things used in the manufacture, working and processing thereof, under the name of "Platers Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 3430 St. Catherine Street, E., Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

P. P. Landry Autos Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April 1949, incorporating: Maurice Mercier, advocate, Bertrande Bertrand and Carmen Geoffroy, stenographers, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, acquire, own and sell, wholesale and retail, automobiles, taxis-cabs, trucks and all kinds of motor vehicles and accessories, whether new or used, under the name of "P. P. Landry Autos Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quebec Distillers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, incorporating: Henry Weir Davis, advocates and King's Counsel, of the City of Westmount, James Penrose Anglin, advocate, of the Town of Mount Royal, and Richard Dale Weldon, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of brewers, maltsters and distillers, wine and spirit merchants, and importers, exporters and manufacturers of and dealers in aerated or mineral waters and other alcoholic and non-alcoholic beverages, under the name of "Quebec Distillers Ltd."

Le capital autorisé de la compagnie sera composé de 500 actions sans valeur nominale ou au pair, le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce ne sera pas moins que \$2,500.

Le nombre de ses actionnaires n'excèdera pas vingt.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Randolph Millinery Supply Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze avril 1949, constituant en corporation: John J. Gotlieb, avocat, Moses Randolph, manufacturier, et Abie Randolph, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et vendre, en gros et en détail ou l'un ou l'autre, des articles de mode, accessoires et nouveautés de mode de tous genres et descriptions incidents ou s'y rapportant, sous le nom de "Randolph Millinery Supply Co.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Salle Robert, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize avril 1949, constituant en corporation Doris Robert, avocat, Bernard Godue, gérant Jacqueline Gingras et Suzanne Dandenault, ménagères, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer généralement le commerce de procurer des amusements au public, sous le nom de "Salle Robert, Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt;

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le treize avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

St. Lawrence Wood Heel Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf avril 1949, constituant en corporation: Harold E. Walker, Frank Bernard Chauvin, avocats et conseils en loi du Roi, Robert Harold Earle Walker, George Anthony Allison, avocats, tous de la cité de Montréal, et Margaret Allen, sténographe, de la cité de St-

The authorized capital stock of the Company is to consist of 500 shares without nominal or par value, the amount of capital with which the company will carry on business will be not less than \$2,500.

The number of its shareholders shall not exceed twenty.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Randolph Millinery Supply Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of April, 1949, incorporating: John J. Gotlieb, advocate, Moses Randolph, manufacturer, and Abie Randolph, merchant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, selling wholesale and retail, or either, of millinery, millinery supplies and novelties of all types and descriptions incidental or related thereto, under the name of "Randolph Millinery Supply Co.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Salle Robert, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1949, incorporating: Doris Robert, advocate, Bernard Godue, manager, Jacqueline Gingras and Suzanne Dandenault, housewives, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on generally the business of providing amusements to the public, under the name of "Sale Robert, Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The number of shareholders is limited to twenty;

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

St. Lawrence Wood Heel Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1949, incorporating: Harold E. Walker, Frank Bernard Chauvin, advocates and King's Counsel, Robert Harold Earle Walker, George Anthony Allison, advocates, all of the City of Montreal, and Margaret Allen, stenographer, of the City of St. Lambert, all in the Judicial Dis-

Lambert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de talons faits en bois ou en d'autres matières susceptibles d'être utilisées dans la fabrication de chaussures, sous le nom de "St. Lawrence Wood Heel Limited".

Le capital de la compagnie est divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et en 490 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$9,900.

Le siège social de la compagnie sera à Chambly-Canton, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Syndicat du Stade St-Michel, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize avril 1949, constituant en corporation: Joseph-Léo Bélanger, Albert Pascal, fils, et Léonidas Maheux, tous commerçants, de Saint-Michel-de-Beauport-Ouest, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir, améliorer et vulgariser le sport sous toutes ses formes, sous le nom de "Syndicat du Stade St-Michel, Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Michel-de-Beauport-Ouest, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Bethlehem Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit avril 1949, constituant en corporation: Abraham Mitchell, Harry Rubin, marchands, Sydney Phillips, commis, et Nathaniel Leonard Rappaport, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre la fabrication, le traitement, la réparation, l'assemblage et le montage de bijouterie de costume, bijouterie précieuse, ornements, pièces ornementales, statues, médailles, rosaires et autres articles religieux, sous le nom de "The Bethlehem Co.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Laurel Lodge Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

trict of Montreal, or the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in heels made of wood or other suitable material for use in the manufacture of foot wear, under the name of "St. Lawrence Wood Heel Limited".

The capital stock of the company is divided into 1,000 common shares having no nominal or par value, and into 490 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$9,900.

The head office of the Company will be at Chambly Canton, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Syndicat du Stade St-Michel, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1949, incorporating: Joseph Léo Bélanger, Albert Pascal, Jr., and Léonidas Maheux, all traders, of Saint-Michel-de-Beauport-Ouest, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To promote, improve and popularize sports of all kinds, under the name of "Syndicat du Stade St-Michel, Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Michel-de-Beauport-Ouest, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Bethlehem Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1949, incorporating: Abraham Mitchell, Harry Rubin, merchants, Sydney Phillips, clerk, and Nathaniel Leonard Rappaport, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To engage in the manufacture, processing, repair, assembling, and mounting of novelty jewellery, precious jewellery, ornaments, ornamental pieces, statues, medals, rosaries, and other religious articles, under the name of "The Bethlehem Co.", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100 each, and 300 preferred shares of \$100 each.

The number of its shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Laurel Lodge Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1949, constituant en corporation: Jean Drapeau, Claude Melançon, avocats, et Rita Dufresne, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, diriger et administrer une hôtellerie, des chalets, villas, bungalows, habitations de tous genres pour fins de tourisme, sous le nom de "The Laurel Lodge Company Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$5 chacune et 2,800 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laurel, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Wilshire Management Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze avril 1949, constituant en corporation: Michael Greenblatt, avocat, de la cité de Westmount, Melvin Salmon, avocat, et June Kirlin, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration de successions, le placement, le maniement, le paiement, la transmission de deniers, loyers, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, débetures et autres valeurs et entreprendre des enquêtes, évaluations, vente, échange, locations, subdivisions et choses semblables, sous le nom de "Wilshire Management Company".

Le montant du capital de la compagnie sera divisé en 1,000 actions sans valeur au pair. La compagnie commencera ses opérations avec un capital de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1949.

24886 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

ince of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1949, incorporating: Jean Drapeau, Claude Melançon, advocates, and Rita Dufresne, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote, organize direct and manage hotels, cottages, villas, bungalows and dwellings of all kinds for the tourist trade, under the name of "The Laurel Lodge Company Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 6,000 common shares of \$5 each and 2,800 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Laurel, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Wilshire Management Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1949, incorporating: Michael Greenblatt, advocate, of the City of Westmount, Melvin Salmon, advocate, and June Kirlin, secretary, spinster, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To act as agents or attorneys for the management of estates, the investment, handling, payment, transmission of monies, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debenture and other securities and the undertaking of investigations, valuations, sale, exchange, leases, subdivisions and the like, under the name of "Wilshire Management Company",

The amount of the capital stock of the company is to be divided into 1,000 shares of no par value. The company shall commence business with a capital of \$5,000.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of April, 1949.

24886-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis divers

AVIS

THE BRITISH AMERICAN PIPE LINE COMPANY

Avis est, par les présentes, donné qu'une demande sera faite au Parlement du Canada à sa présente ou prochaine session afin d'obtenir la passation d'un bill privé constituant en corporation une compagnie sous le nom de "The British American Pipe Line Company" dans le but d'acquérir, construire et exploiter des oléoducs au Canada ou ailleurs pour le transport de l'huile, comprenant les hydrocarbures liquides et ses produits dérivés liquides, sujet aux dispositions et avec tels pouvoirs additionnels qui peuvent être conférés à des compagnies d'oléoducs par toute législation générale concernant les oléoducs qui peuvent être décrétés par le Parlement du Canada. Les requérants demanderont qu'il soit accordé à la compagnie tous les pouvoirs, privilèges et immunités accordés par toute législation générale

Miscellaneous Notices

ADVERTISEMENT

THE BRITISH AMERICAN PIPE LINE COMPANY

Notice is hereby given that an application will be made to the Parliament of Canada at the present or next following session thereof for a Private Bill incorporating a company under the name of "The British American Pipe Line Company" for the purpose of acquiring, constructing and operating pipes lines within and/or outside Canada for the transportation of oil, including liquid hydrocarbons and liquid derivative products thereof, subject to the provisions of and with such additional powers as may be conferred on pipe line companies by any general legislation respecting pipe lines which may be enacted by the Parliament of Canada. The applicants will request that the company shall have all the powers, privileges and immunities conferred by any general legislation affecting such

rale concernant ces oléoducs qui peuvent être décrétés par le Parlement du Canada et, de plus, demanderont tels autres pouvoirs et dispositions corporatives qui peuvent être jugés nécessaires à l'exercice des objets de la compagnie.

Daté à Toronto, Ontario, ce premier jour d'avril 1949.

Les Procureurs des requérants,
RAYMOND L. HUGHES.
706, Royal Bank Building,
Toronto, Ontario. 24776-17-4

pipe lines which may be enacted by the Parliament of Canada and further will request such other powers and corporate provisions as may be deemed necessary for the carrying out of the objects of the company.

Dated at Toronto, Ontario, this 1st day of April, 1949.

RAYMOND L. HUGHES,
Solicitor for the Applicant.
706, Royal Bank Building,
Toronto, Ontario. 24776-17-4-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Laïques d'Arvida", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 avril 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Arvida, comté de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.
24887-o

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

District électoral Electoral District	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Charlevoix	Gagné, Elias (1)	Notaire — Notary	La Malbaie

(1) En remplacement de M. Pierre Dansereau, décédé.

Québec, le 6 mai 1949.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.
24888-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire du Séminaire, St-Victor, Beauce", en date du 19 avril 1949, dont le siège social est situé au Séminaire, à Saint-Victor, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 avril 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.
24889-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Steinberg's Warehouse & Transport Employees' Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association Catholique des Institutrices Laïques d'Arvida" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April 30, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Arvida, county of Chicoutimi.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
24887

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-Officer the person whose name follows:

(1) In place of Mr. Pierre Dansereau, deceased.

Québec, May 6, 1949.

FRANÇOIS DROUIN, K.C.,
Chief Returning-Officer.
24888-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire du Séminaire, St-Victor, Beauce", under date the nineteenth day of April, 1949, whereof the head office is at the Séminaire, Saint-Victor, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of April, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.
24889

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Steinberg's Warehouse & Transport Employees' Association" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral

et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 mai 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24890-o JEAN BRUCHÉSI.

interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on May 5, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
24890 Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le six avril 1949, le changement du nom du "Syndicat du Plastique, de Pointe Gatineau" en celui de "Syndicat des Travailleurs du Plastique du District de Hull", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 avril 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24891-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on the 6th of April, 1949, authorized the change of name of "Syndicat du Plastique de Pointe Gatineau", to that of "Syndicat des Travailleurs du Plastique du District de Hull", pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, April 6, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24891 Under Secretary of the Province.

AMCAN FURS LIMITED

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie Amcan Furs Limited tenue lundi le 11 avril 1949, relativement à l'augmentation du nombre des directeurs de huit à neuf:

Règlement N° XXV — Modification au règlement N° XXIV:

Il a été proposé, secondé et résolu à l'unanimité que le premier paragraphe du règlement N° II de la compagnie, tel que modifié par le règlement N° XXIV, soit, par les présentes, révoqué et remplacé par le règlement N° XXV suivant:

Un bureau de direction de neuf directeurs sera élu annuellement et chaque directeur sera le détenteur d'au moins une action du capital-actions de la compagnie.

Copie conforme certifiée.

Le Secrétaire-trésorier,
24892 R. G. LIDDY.

AMCAN FURS LIMITED

Extract from Minutes of Meeting of Directors of Amcan Furs Limited held on Monday, April 11th, 1949, concerning an increase in the number of directors from eight to nine:

By-Law No. XXV — Amendment to By-Law No. XXIV:

It was moved, seconded and unanimously resolved that the first paragraph of By-Law No. II of the Company as amended by By-Law No. XXIV is hereby repealed and replaced by the following By-Law No. XXV:

A Board of nine directors shall be elected annually and each director shall be the owner of at least one share of the Capital Stock of the Company.

Certified true copy.

R. G. LIDDY,
24892-o Secretary-Treasurer.

HOLT, RENFREW & Co., LIMITED

"Extrait des minutes de l'assemblée des Directeurs de la compagnie "Holt, Renfrew & Co., Limited" tenue lundi le 11 avril 1949, relativement à l'augmentation du nombre des directeurs de huit à neuf:

Règlement N° XXIII — Modification au règlement N° XXII:

Qu'il soit et il est, par les présentes, passé et décrété comme règlement de la compagnie, que le Règlement N° XXII des règlements de la compagnie soit et il est révoqué et remplacé par ce qui suit:

Qu'un bureau de neuf directeurs sera élu chaque année parmi les actionnaires de la compagnie, détenteurs d'actions de la compagnie en plein droit, et sur lesquelles aucun appel de fonds ne devra être en souffrance.

Certifié copie conforme.

Le Secrétaire-trésorier,
24893-o R. G. LIDDY.

HOLT, RENFREW & Co., LIMITED

"Extract from Minutes of Meeting of Directors of Holt, Renfrew & Co., Limited held on Monday, April 11th, 1949, concerning an increase in the number of directors from eight to nine:

By-Law No. XXIII — Amendment to By-Law No. XXII:

Be it and it is hereby made, passed and enacted as a By-Law of the Company, that By-Law No. XXII of the By-laws of the Company be and it is hereby repealed and replaced by the following:

That a Board of Nine Directors shall be elected annually, from among the Shareholders of the Company holding stock absolutely in their own right, and not in arrears in respect to any calls thereon.

Certified true Copy.

R. G. LIDDY,
24893-o Secretary-Treasurer.

DINGMAN REALTIES LTD.

Avis est, par les présentes, donné que le règlement spécial "X" a été décrété par les directeurs

DINGMAN REALTIES LTD.

Notice is hereby given that Special By-law "X" was enacted by the Directors of "Dingman

de la compagnie "Dingman Realities Ltd.," le 5 mai 1949, en vertu des dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires.

Montréal, 5 mai 1949.

24894

Le Secrétaire,
HUGH R. McCUAIG.

Realities Ltd.," on May 5th, 1949, under the provisions of Section 90 of the Quebec Companies' Act, providing for the distribution of the assets of the Company among its shareholders.

Montreal, May 5th, 1949.

24894-o

HUGH R. McCUAIG,
Secretary.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 9 mai 1949, les règlements généraux 1 à 14 inclusivement de l'"Institut du Cancer de Montréal" — "Montreal Cancer Institute", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 19 mars 1949, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24908-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on May 9, 1949, approved the general by-laws 1 to 14 inclusively of the "Institut du Cancer de Montréal" — "Montreal Cancer Institute", as adopted at the meeting held on March 19, 1949, and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of May, 1949.

24908 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Propriétaires de taxi du comté de Drummond", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 30 avril 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ville St-Joseph, comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24924-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de Normétal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 mai 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Normétal, comté d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24925-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Martin", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 26 avril 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Martin, comté de Laval.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24926-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Propriétaires de Taxi du Comté de Drummond" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on April 30, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at the town of St-Joseph, county of Drummond.

24924 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de Normétal", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May 4, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Normétal, county of Abitibi.

24925 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Martin", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on April 26, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Martin, county of Laval.

24926 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

Avis est par les présentes donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 9 mai 1949, approuvé les règlements 1 à 4 inclusivement de "Miss Edgar's and Miss Cramp's School Inc." conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 276) telles que modifiées par la Loi 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24907 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable, the Provincial Secretary has approved on May 9th, 1949, By-Laws 1 to 4 inclusive of "Miss Edgar's and Miss Cramp's School, Inc.", pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of May, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
24907-o Under-Secretary of the Province.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 480

Number 480

Québec, le 5 mai 1949.

Quebec, May 5, 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "B"

Part "B"

CONCERNANT une modification du décret relatif aux métiers d'horloger et de bijoutier dans certains comtés de l'est de la province.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the clockmaking and jewellery trades in some counties of eastern part of the Province.

ATTENDU QUE conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 163 du 12 février 1948 et amendements, relatif aux métiers d'horloger et de bijoutier dans les cités et villes des comtés de Nicolet, Mégantic, Arthabaska, Drummond, Bagot, Richmond, Shefford, Sherbrooke, Compton, Missisquoi, Stanstead, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rimouski, Rivière-du-Loup, Matapédia, Matane, Dorchester, Beauce, Frontenac, Lotbinière, Lévis, Rouville et Saint-Jean;

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 163 of February 12, 1948, and amendments, relating to the clockmaking and jewellery trades in the cities and towns of the counties of Nicolet, Mégantic, Arthabaska, Drummond, Bagot, Richmond, Shefford, Sherbrooke, Compton, Missisquoi, Stanstead, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rimouski, Rivière-du-Loup, Matapédia, Matane, Dorchester, Beauce, Frontenac, Lotbinière, Lévis, Rouville and St. John;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 26 mars 1949;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of March 26, 1949;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour

QUE ledit décret, numéro 163, soit modifié comme suit;

THAT the said decree, number 163, be amended as follows:

Le nouvel article X suivant est ajouté dans ledit décret:

The following new section X will be added in the said decree:

"X. Tout individu, société, firme ou corporation qui, n'exerçant pas le métier d'horloger ou de bijoutier, ou n'étant pas détenteur d'un certificat de qualification conformément à la Loi, tient ou opère un établissement où il exerce, exécute ou accepte pour la faire exécuter par contrat de louage d'ouvrage ou par contrat de louage de services l'une des opérations définies aux paragraphes "a" et "c" de l'article I du présent décret, et la fait ainsi exécuter, doit avoir à son emploi, en permanence dans cet établissement, au moins un horloger-sénior ou un bijoutier sénior possédant un certificat de qualification."

"X. Every individual, partnership, firm or corporation not plying the clockmaking or jewellery trade or not holding a certificate of competency pursuant to the Act, but keeping or operating an establishment in which he carries on, executes or accepts to have it performed by means of a labour hiring contract or a services hiring contract one of the operations defined in subsections "a" and "c" of section I of the present decree, and has it so performed, shall employ, permanently, in such establishment at least one senior-clockmaker or one senior-jeweller holding a certificate of competency."

(Document "B" annexé à l'arrêté).

(Document "B" annexed to the Order)

24914-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

24914-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 480

Québec, le 5 mai 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la Convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 2683 du 9 octobre 1941, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 mars 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 2683, soit modifié comme suit:

1° L'alinéa suivant est ajouté à celui intitulé "Zone V" apparaissant au paragraphe "a" de l'article IV:

"Les heures de travail pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames sont réparties comme suit:

Le lundi: de 9.00 a.m. à midi;

Les mardi et mercredi: de 9.00 a.m. à 8.00 p.m.

Les jeudi, vendredi et veilles de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Note: Durant les mois de mai, juin et décembre, les heures de travail des mardi et mercredi seront de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.

2° Le paragraphe "b" de l'article VIII est modifié en y insérant les prix minima suivants pour la Zone V:

Zone V

Grillage des cheveux	\$ 0.50
Shampooing:	
ordinaire	0.50
seul, sans ondulation	0.75
Henna naturel, Camomille, à l'huile, sans savon, sec.	0.75
Rinçage	0.25
Ondulations: papier et Komol	1.00
Ondulation Marcel	0.75
Ondulation à l'eau, mise en plis	0.50
Coupe de cheveux: ordinaire, ciseaux	0.50
Coupe de cheveux au rasoir	1.00
Coupe de cheveux: cou et fossettes	0.35
Ondulation permanente:	
à l'électricité	4.00
à la vapeur	5.00
sans fils	5.00
pads chimiques	10.00
Radio ou Radar Wave	10.00
à froid, cheveux courts	10.00
à froid, cheveux longs	15.00
pour hommes	3.50

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 480

Quebec, May 5, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of St. Hyacinthe.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of St. Hyacinthe, rendered obligatory by the decree number 2683 of October 9, 1941, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 26, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 2683, be amended as follows:

1. The following paragraph is added to that headed "Zone V" in subsection "a" of section IV:

"The hours of work for ladies hairdressers, male or female, shall be distributed as follows:

On Monday: from 9.00 a.m. to 12.00 (noon).

On Tuesday and Wednesday: from 9.00 a.m. to 8.00 p.m.

On Thursday, Friday and holiday eves: from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.

On Saturday: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Note: During the months of May, June and December, the hours of work on Tuesday and Wednesday shall be from 9.00 a.m. to 9.00 p.m."

2. Subsection "b" of section VIII is amended by inserting therein the following minimum prices for zone V:

Zone V

Singeing of the hair	\$ 0.50
Ordinary shampoo	0.50
Shampoo only, without wave	0.75
Naturel Henna, Camomille, oil, soapless, dry shampoo	0.75
Rinse	0.25
Wave: paper and Komol	1.00
Marcel	0.75
water wave	0.50
Haircut: ordinary, scissors	0.50
razor	1.00
neck or "fossettes"	0.35
Permanent wave:	
electricity	4.00
steam	5.00
"wireless"	5.00
chemical pads	10.00
Radio or Radar	10.00
cold wave, short hair	10.00
cold wave, long hair	15.00
for men	3.50

chapitre 163 et amendements) avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 mars 1949.

I. Définitions: Dans le présent décret, les mots et termes suivants ont le sens et la signification qui leur sont ci-après donnés:

a) *Produit-laitier:* Le terme "produit-laitier" désigne tout lait, lait cru ou pasteurisé, crème, lait condensé, lait évaporé, poudre lactée, beurre, fromage, crème glacée, ou tout autre produit ou sous-produit tiré du lait ou transformé.

b) *Producteur:* Le mot "producteur" désigne: 1° toute personne, société, association, compagnie ou corporation qui vend ou livre du lait ou de la crème provenant de son troupeau, ou

2° toute société coopérative ou tout syndicat coopératif formé dans le but de vendre du lait ou de la crème pour le compte de ses membres et des autres producteurs agissant par son entremise.

c) *Marchand-de-produits-laitiers:* Le terme "marchand-de-produits-laitiers" désigne toute personne, société, association, compagnie, corporation ou coopérative qui tire de son troupeau, achète ou reçoit d'un producteur, un produit laitier quelconque pour le revendre à l'état nature ou transformé.

d) *Petit laitier:* Le terme "petit-laitier" désigne un marchand-de-produits-laitiers qui ne vend que des produits laitiers non-pasteurisés.

e) *Distributeur:* Le mot "distributeur" désigne toute personne, société, association, compagnie, corporation ou coopérative qui achète d'un marchand de produits laitiers ou d'un autre distributeur un produit laitier quelconque pour le revendre ou le livrer tel qu'il l'a reçu.

f) *Fabrique:* Le mot "fabrique" désigne tout établissement d'un marchand de produits laitiers servant à la réception d'un produit laitier quelconque pour être revendu soit à l'état nature, soit après avoir été transformé en crème glacée, lait en poudre ou condensé ou tout autre dérivé à base de lait, ou retravaillé dans cet établissement ou ailleurs.

g) Les salariés, conformément à la définition de l'article I de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), comprennent les personnes suivantes:

1° *Contremaître:* désigne toute personne en charge d'une fabrique.

2° *Essayeur:* désigne toute personne détentrice d'un diplôme de l'École de laiterie de la province de Québec qui est préposée à l'échantillonnage du lait et de la crème, à leur vérification quant au pourcentage de gras par l'épreuve au Babcock, et à la surveillance de la préparation des produits laitiers sous toutes leurs formes.

3° *Préposé à la fabrication:* désigne toute personne en charge de la fabrication d'un produit laitier ou de ses dérivés, dans une fabrique.

4° *Homme de service:* Catégorie "A" désigne toute personne en charge de la réception de produits laitiers, de la pasteurisation et de l'homogénéisation, toute personne, en charge de la fabrication de la crème glacée, travaillant spécifiquement dans ledit département, dans une fabrique, en charge d'écurie, ou tout mécanicien de machine fixes, chauffeur de bouilloires, charron, peintre et sellier.

Catégorie "B" désigne tout laveur, embouteilleur, gardien de nuit, homme de cour ou d'écurie, tout préposé à la traite des vaches,

and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 26, 1949.

I. Definitions: In the present decree, the following words have the meaning and significance hereinafter given to them:

a) *Milk product:* The words "milk product" mean any milk whether plain or pasteurized, cream, condensed milk, evaporated milk, powder milk, butter, cheese, ice cream and any other product or by-product of milk.

b) *Producer:* The word "producer" means: 1. any person, partnership, association, company or corporation selling or delivering milk or cream coming from its cattle, or

2. any co-operative society or syndicate formed for the purpose of selling milk or cream on behalf of its members or of other producers.

c) *Milk products dealer:* The word "dairy products dealer" mean any person, partnership, association, company, corporation or co-operative society who derives from its cattle, or buys or receives from a producer, a certain milk product for the purpose of reselling it, whether plain or transformed.

d) *Unpasteurized milk dealer:* The words "unpasteurized milk dealer" mean a milk products dealer who sells unpasteurized milk products only.

e) *Distributor:* The word "distributor" means any person, partnership, association, company, corporation or co-operative society buying from a milk products dealer, or from another distributor, any kind of milk product for the purpose of selling or delivering same as it was received.

f) *Milk works:* The words "milk works" mean any milk products dealer's establishment used for the reception of any milk product to be sold, plain or after it has been transformed into cream, powder or condensed milk or any other milk by-product, either in such establishment or elsewhere.

g) The employees, pursuant to the definition of section I of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), include the following persons.

1. *Foreman:* Means any person in charge of a milk works.

2. *Tester:* Means any person, holder of a diploma from the Provincial Dairy School, who is committed to the sampling of milk and cream, to their testing as regards the fat percentage by means of the Babcock method, to the supervision of the preparing of all kinds of milk products.

3. *Production worker:* Means any person in charge of the fabrication of a milk product, or its by-products, in a milk works.

4. *Service man:* Category "A": means any person in charge of the reception of dairy products, of the pasteurization and homogenization, any person in charge of the manufacturing of ice-cream, working specifically in the said department, any person in charge of the stable, or any stationary engine-man, boiler fireman, wheelwright, painter and harness-maker.

Category "B": means any washer, bottler, night watchman, yard or stable man, any one committed to the milking of cows and any other

ainsi que tout autre salarié remplissant quelque fonction non autrement définie dans le présent article.

Catégorie "C" désigne tout emballeur de crème glacée, coupeur et mouleur de beurre ainsi que tout homme de service de la catégorie "B" ayant moins de six mois de service. Cependant les hommes de services de la catégorie "B" doivent bénéficier du temps fait dans un autre établissement s'ils exécutent le même genre de travail.

5° *Expéditeur*: désigne toute personne en charge de l'expédition et de la livraison de produits laitiers dans une fabrique.

6° *Vendeur*: désigne toute personne qui, soit pour elle-même, soit pour un marchand-de-produits-laitiers ou pour un distributeur, vend des produits laitiers dont elle fait la livraison.

7° *Livreur*: désigne toute personne employée par un marchand-de-produits-laitiers et préposée à la livraison de produits laitiers, au charroyage ainsi qu'à tout ouvrage général dans une fabrique.

8° *Aide*: désigne toute personne qui aide le vendeur ou le livreur dans l'exercice de ses fonctions.

9° *Employé occasionnel*: désigne tout salarié travaillant moins de quarante (40) heures par semaine à l'exception du vendeur.

10° *Artisan*: désigne tout marchand-de-produits-laitiers, petit-laitier, distributeur ou vendeur travaillant individuellement, en équipe ou en société.

h) Fêtes religieuses d'obligation: Les mots "fêtes religieuses d'obligation" désignent les jours de fêtes suivants: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception et la Noël.

i) Jours fériés: Les mots "jours fériés" désignent les jours suivants: la fête de la Saint-Jean-Baptiste et la fête du Travail.

II. Juridiction industrielle: a) Le présent décret régit tous les marchands de produits laitiers, les petits laitiers, les distributeurs, les salariés et les artisans de l'industrie du lait qui exercent leurs activités dans la juridiction territoriale décrite à l'article III.

b) *Clause relative aux agriculteurs*: Toutefois, les agriculteurs qui vendent leur production de lait personnellement ou par l'intermédiaire d'un ou plusieurs employés, ne sont pas assujettis aux dispositions du décret.

III. Juridiction territoriale: Pour les fins d'applications du décret, la juridiction territoriale comprend les cités de Québec et Lévis et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

IV. Salaires minima: Tout salarié, quel que soit le mode de rémunération, ne doit pas recevoir un salaire inférieur à celui mentionné ci-après:

	Par semaine		per week
Contremaître.....	\$41.80	Foreman.....	\$41.80
Essayeur et contremaître.....	41.80	Tester and foreman.....	41.80
Essayeur non contremaître.....	34.10	Tester only (not foreman).....	34.10
Préposé à la fabrication.....	33.00	Production worker.....	33.00
Homme de service:		Service man:	
Catégorie "A".....	33.00	Category "A".....	33.00
Catégorie "B".....	28.60	Category "B".....	28.60
Catégorie "C".....	25.30	Category "C".....	25.30
Expéditeur.....	34.10	Shipper.....	34.10

Vendeur sur la livraison du lait, travaillant régulièrement, que la durée hebdomadaire de son travail soit de 62 heures ou moins, \$19.00 par semaine de salaire de base, plus 3% de commission sur toute vente à l'exception du beurre

employee whose occupation is not otherwise defined in the present section.

Category "C": means any ice cream packer, butter cutter and shaper and any service man of category "B" with less than six months of service. However, service men of category "B" shall benefit by the time worked in another establishment if committed to a similar occupation.

5. *Shipper*: Means any person in charge of the shipping and delivery of milk products in a milk works.

6. *Seller*: Means any person who, whether on his own account or for a milk products dealer or a distributor, sells milk products and delivers same.

7. *Deliverer*: Means any person employed by a milk products dealer and committed to the delivery of milk products, to the carting and to any general work in a milk works.

8. *Helper*: Means any person who helps the seller or the deliverer in the carrying out of his functions.

9. *Occasional employee*: Means any employee working less than 40 hours per week, with the exception of the seller.

10. *Artisan*: Means any milk products dealer unpasteurized milk dealer, distributor or seller working individually, in shift or in partnership.

h) Religious holidays: The words "religious holidays" mean the following holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, Immaculate Conception Day, All Saints' Day and Christmas Day.

i) Holidays: The word "holidays" means the following days: St. Jean Baptiste Day and Labour Day.

11. Industrial jurisdiction: a) The present decree shall govern all milk products dealers, unpasteurized milk dealers, distributors, employees and artisans of the milk industry carrying on their activities within the territorial jurisdiction as described in section III.

b) *Provision relating to farmers*: However farmers selling their milk products, personally or through one or more employees, shall not be governed by the provisions of the present decree.

III. Territorial jurisdiction: For the purposes of enforcement of the decree, the territorial jurisdiction comprises the cities of Québec and Lévis and a radius of 5 miles from their limits.

IV. Minimum wages: Every employee, on any remuneration basis, shall not receive less than the following rates:

Salesman on milk delivery, working regularly, whether the weekly duration of labour be one of 62 hours or less, \$19.00 per week as basic wages, plus 3% commission on any sale excepting butter and cream.

et de la crème. La commission sur le beurre doit être de \$0.02 la livre sur toute vente faite au prix du détail, et $\frac{1}{4}$ cent la livre sur toute vente au prix de gros.

La commission sur la crème doit être de \$0.02 $\frac{1}{2}$ sur chaque chopine de crème vendue au prix du détail, et de \$0.01 $\frac{1}{2}$ la chopine sur la crème vendue au gros. Tout vendeur dont le salaire et la commission sont inférieurs à vingt-cinq dollars par semaine (\$25.00) doit recevoir un salaire garanti pour ce montant.

	<i>Par semaine</i>
Vendeur de crème glacée.	\$30.80
Livreur.	30.80
Aide.	19.80
	<i>L'heure</i>
Employé occasionnel.	\$0.71 $\frac{1}{2}$

Il ne doit être fait aucune diminution sur le salaire d'un salarié pour les jours de fête religieuses d'obligation, les jours fériés non ouvrables et les jours de congé.

Quand, dans une semaine donnée, le nombre d'heures de travail requis d'un salarié, autre que l'employé occasionnel, est inférieur à la semaine normale, il ne doit être fait aucune déduction du salaire prévu au présent article, à moins que la diminution des heures ne soit occasionnée par des circonstances indépendantes de la volonté de l'employeur.

V. Durée du travail: La semaine régulière de travail est de soixante-deux (62) heures sur la livraison et de cinquante-quatre (54) heures pour les autres salariés.

Pour les jours fériés, les employeurs peuvent faire travailler leurs salariés moyennant salaire double.

Lorsque l'une des fêtes religieuses d'obligation précède ou suit immédiatement un dimanche, l'un des deux jours est ouvrable.

Le dimanche et les jours de fêtes religieuses d'obligation, il ne doit se faire aucun emballage de crème à la glace dans les cabinets ou d'une autre manière chez les clients, sauf dans les cas d'urgence.

Aucun employeur, salarié ou artisan ne doit faire de livraison de produits laitiers les dimanches et jours de fêtes religieuses d'obligation.

Aucun employeur, artisan ou toute autre personne ne doit livrer de produits laitiers les dimanches et jours de fêtes religieuses à un vendeur ou artisan (jobber).

Dans les municipalités de la Rive du Saint-Laurent, la livraison de produits laitiers est permise les dimanches et fêtes religieuses du 1er mai au 1er octobre.

Dans les cas urgents et spéciaux, la durée des heures de travail peut être prolongée, sur la livraison, pourvu que le Comité paritaire en soit avisé.

VI. Travail supplémentaire: Le travail supplémentaire comprend tout travail exécuté en plus des heures régulières spécifiées dans le présent décret ainsi que le travail exécuté les dimanches et fêtes religieuses d'obligation par un salarié non obligé de travailler ces jours-là.

Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Toutefois, le vendeur qui, après ses heures régulières de travail remplit les fonctions d'un autre salarié doit recevoir, en plus de son salaire, une rémunération égale au salaire fixé pour celui dont il remplit les fonctions.

Dans la cité de Lévis et un rayon de cinq milles de ses limites, du côté sud du fleuve Saint-Laurent, l'employeur peut cependant obliger un salarié, vendeur au gros, à effectuer tout

The commission on butter shall be \$0.02 per pound on any sale at retail price, and $\frac{1}{4}$ cent per pound on any sale at wholesale price.

The commission on cream shall be \$0.02 $\frac{1}{2}$ for each pint of cream sold at retail price, and \$0.01 $\frac{1}{2}$ per pint sold at wholesale price.

Any salesman whose wages and commission do not attain twenty-five dollars per week (\$25.00) shall nevertheless receive that amount.

	<i>per week</i>
Ice cream salesman.	\$30.80
Delivery man.	30.80
Helper.	19.80
	<i>per hour</i>
Occasional employee.	\$0.71 $\frac{1}{2}$

No deduction may be made on the wages of an employee on account of religious and other holidays and days off.

When in the course of a week, the number of hours of work required from an employee, other than a supernumerary employee, is less than that of the standard work week, there shall be no deduction on the wages established in the present section unless the reduction in working hours be caused by circumstances beyond the employer's control.

V. Duration of labour: The regular work week is one of sixty-two (62) hours on the delivery and fifty-four (54) hours for the other employees.

On holidays, the employers may put their employees to work providing they pay the double time rate.

When a religious holiday falls on a Saturday or a Monday, either the Sunday or the religious holiday shall be a working day.

On Sunday and religious holidays, no ice cream packing, in boxes or otherwise, shall be permitted at the customers, except in urgent cases.

No employer, employee or artisan shall deliver milk products on Sunday and religious holidays.

No employer, artisan or other person shall deliver milk products on Sunday or religious holidays to a salesman or jobber.

In municipalities on the South shore of the St. Lawrence, milk products delivery is permitted on Sunday and religious holidays from May 1st to October 1st.

In urgent and special cases, the duration of working hours may be extended on the delivery providing the Parity Committee be notified.

VI. Overtime work: Overtime work includes any work performed in excess of the regular hours of work mentioned in the present decree, and any work performed on Sunday and religious holidays by an employee not compelled to work on such days.

Overtime work shall be paid for at the rate of time and one half. However, the seller who, after his regular hours of work, does the work of another employee shall receive, in excess of his wages, a remuneration equal to the wage fixed for the employee whose work he is doing.

In the City of Lévis, and a radius of five miles from its limits on the south shore of the St. Lawrence river, the employer may however compel an employee, wholesale seller, to perform

travail de livraison ne dépassant pas 62 heures par semaine.

VII. *Clause relative aux petits laitiers:*

a) *Salaires minima:* Tout salarié d'un petit-laitier, quel que soit le mode de sa rémunération, ne doit pas recevoir un salaire inférieur à celui mentionné ci-après:

	<i>Par semaine</i>
Aide	\$12.50
Livreur	20.00
Employé intermédiaire travaillant alternativement comme aide ou livreur	15.00

b) *Durée du travail:* La durée du travail des salariés d'un petit-laitier ne doit pas excéder soixante-deux (62) heures par semaine.

VIII. *Gîte et couvert:* Tout employeur qui fournit le gîte et le couvert ou l'un des deux à son salarié sans aucune obligation cependant de la part de ce dernier de les accepter, peut déduire du salaire de ce salarié deux dollars (\$2.00) par semaine par pièce pour le gîte et \$0.40 par repas.

IX. Après sa journée régulière, le vendeur n'est pas tenu de travailler à l'entretien de la fabrique de son employeur ou d'y exécuter des opérations mécaniques ou laitières.

X. Tout associé, actionnaire ou membre d'une compagnie, corporation, société ou coopérative, exécutant un travail visé par le présent décret devient un salarié au sens de la Loi et du présent décret, dont l'identité est déterminée par la fonction qu'il remplit.

XI. S'il en rend le port obligatoire à l'intérieur de la fabrique, l'employeur doit fournir l'uniforme au salarié de même que l'entretien.

XII. A moins de négligence grave, le vendeur n'est pas responsable de la dépréciation et de l'entretien du matériel à lui confié pour l'exécution de son travail.

XIII. Le vendeur n'est pas responsable des pertes de crédits autorisés par l'employeur, mais seulement des argents perçus et des crédits non autorisés.

XIV. Le salarié doit rembourser à son employeur les caisses, bouteilles et bidons à lui confiés et non retournés.

XV. L'employeur doit payer au salarié les repas pris par celui-ci lorsque, dans l'exercice de ses fonctions, il se trouve éloigné de quinze (15) milles ou plus de la fabrique et ce à un taux n'excédant pas un dollar (\$1.00) du repas.

XVI. *Vacances payées:* Tout salarié ayant au moins douze mois de service chez un même employeur a droit à une semaine de vacances payées chaque année, au taux de 2% du salaire brut gagné durant les douze mois qui précèdent ladite semaine de vacances.

XVII. Lorsqu'un employeur décide de changer la tournée faite par un vendeur ayant au moins un mois de service, il doit lui payer \$0.10 par pinte de lait dont sa livraison est réduite et, de plus, pendant les deux mois qui suivent il doit payer à ce vendeur un salaire non inférieur à celui qu'il recevait au moment du changement de sa tournée.

XVIII. Les salariés régis par le décret qui, tant au point de vue du taux de salaire que de la durée du travail, ont des conditions plus avantageuses que celles prescrites continuent d'en bénéficier comme si elles étaient stipulées dans ledit décret.

XIX. Le présent décret abroge le décret numéro 1017 du 16 juin 1938 et ses amendements.

any delivery work not exceeding 62 hours per week.

VII. *Provisions respecting unpasteurized milk dealers:*

a) *Minimum wages:* No unpasteurized milk dealer's employee, no matter what mode of remuneration, shall receive less than the following wages:

	<i>per week</i>
Helper	\$12.50
Deliverer	20.00
Intermediate employee alternatively working as helper or deliverer	15.00

b) *Duration of work:* The duration of work of the employees of an unpasteurized milk dealer shall not exceed 62 hours per week.

VIII. *Room and board:* Every employer who furnishes room and/or board to his employee, the latter being not compelled however to accept same, may deduct from the said employee's wages \$2.00 per week, per room, for lodging and \$0.40 per meal.

IX. The seller shall not be required, after his regular day of work, to do maintenance work or to perform mechanical or dairy operations in the milk works of his employer.

X. Any partner, share-holder or member of a company, corporation, partnership or cooperative society performing work governed by the present decree becomes an employee, according to the Act and to the present decree, whose identity is determined by the duties he has to carry out.

XI. Should the wearing of a uniform inside the establishment, be required by the employer, he shall supply same to the employees and see to the cleaning thereof.

XII. The seller, except in cases of serious neglect, shall not be responsible for the depreciation and maintenance of the material entrusted to him for the execution of his work.

XIII. The seller shall not be responsible for losses through credits authorized by the employer. He shall have to account only for the sums collected and unauthorized credits.

XIV. The employee shall pay to his employer the cost of the boxes, bottles and milk cans entrusted to him and not returned.

XV. The employer shall pay to the employee the meals taken by the latter when, in the carrying out of his duties, he is fifteen (15) miles or more away from the milk works. The maximum rate for any such meal shall be \$1.00.

XVI. *Vacation with pay:* Every employee with a minimum of twelve months of service with the same employer is entitled to a vacation of one week with pay each year. Vacation pay shall be 2% of the gross wages earned during the twelve months preceding the said vacation.

XVII. When the employer decides to change the run of a seller having put in at least one month's service, he shall pay such seller \$0.10 per quart of milk by which the latter's run is reduced and, for the following two months, a salary not inferior to that which was being paid to him at the time of the reduction of the run.

XVIII. The employees governed by the decree who, either as regards wage rates or the duration of labour, benefit by better working conditions than those contained herein, will remain with such better conditions as if they were stipulated in the said decree.

XIX. The present decree repeals the decree number 1017 of June 16, 1938, and its amendments.

XX. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er mars 1950. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai que ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er mars de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,
24916-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 480

—
Québec, le 5 mai 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

—
Section "C"

—
CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges et dans une partie du comté de Châteauguay.

—
ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la Convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges et dans une partie du comté de Châteauguay, rendue obligatoire par le décret numéro 1259, du 7 août 1947, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 mars, 1949;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 1259, soit modifié comme suit;

1° Au paragraphe "a" de l'article III, l'alinéa intitulé "Zone I: Dans les salons de Coiffure et de beauté", est remplacé par le suivant:

"Zone I: Dans les salons de coiffure et de beauté: Le lundi, de 9.00 a.m. à midi; les mardi, mercredi et vendredi, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.; les jeudi et samedi, de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.; la veille des jours de fêtes chômées, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.; du 20 au 31 décembre inclusivement, de 9.00 a.m. à 10.00 p.m."

2° Le paragraphe "d" suivant est ajouté à l'article IV:

"d) Quand une fête mentionnée au paragraphe "a" du présent article, est un dimanche, les heures de travail se terminent comme à l'ordinaire le samedi."

3° Les paragraphes "a" et "c" de l'article VI sont remplacés par les suivants:

"a) *Compagnon-barbier régulier*: \$25.00 par semaine, plus une commission de 50% sur toutes les recettes brutes de son travail excédant \$33.00 au cours de la semaine."

XX. *Duration of the decree*: The present decree comes into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until March 1, 1950. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notifies the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30) days, prior to March 1, of each year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

A. MORISSET,
24916-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—
Number 480

—
Quebec, May 5, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

—
Part "C"

—
CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and-hairdressing trades in the counties of Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges and part of the county of Chateauguay.

—
WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges and part of the county of Chateauguay, rendered obligatory by the decree number 1259 of August 7, 1947, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 12, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the draught amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, number 1259, be amended as follows:

1. In subsection "a" of section III, the paragraph headed "Zone I: In hairdressing and beauty parlors" is replaced by the following:

"Zone I: In hairdressing and beauty parlors: Monday, 9.00 a.m. to 12.00 (noon) Tuesday, Wednesday and Friday, 9.00 a.m. to 10.00 p.m. Thursday and Saturday, 9.00 a.m. to 6.00 p.m. Holiday eves, 9.00 a.m. to 10.00 p.m. From December 20 to the 31st inclusive, 9.00 a.m. to 10.00 p.m."

2. The following subsection "d" is added to section IV:

"d) When a holiday mentioned in subsection "a" of this section is a Sunday, the hours of work for Saturday shall not be changed."

3. Subsections "a" and "c" of section VI are replaced by the following:

"a) *Regular barber journeyman*: \$25.00 per week plus a 50% commission on all gross receipts of his work exceeding \$33.00 during the week."

"c) *Compagnon-coiffeur ou coiffeuse régulier*: \$25.00 par semaine, plus une commission de 20% sur toutes les recettes brutes de son travail excédant \$33.00 au cours de la semaine."

4° Les paragraphes "a-ii", "b", "d", "j" et "k" de l'article VIII sont remplacés par les suivants:

"a-ii) Posséder un certificat d'études complémentaires de Sième année ou l'équivalent."

"b) La durée de l'apprentissage est de trois (3) années consécutives, avec un minimum de 6,000 heures de pratique."

"d) L'apprentissage des métiers visés par le décret se fait dans les salons de barbier, de coiffure et de beauté, ou dans les centres d'apprentissage."

"j) Tout apprenti barbier, coiffeur ou coiffeuse est tenu de suivre des cours de formation sociale et morale, d'hygiène et de cosmétologie reconnus par le comité paritaire."

"k) Pour être éligible aux examens pour l'obtention du certificat de qualification de barbier, coiffeur ou coiffeuse, l'apprenti doit avoir subi avec succès l'examen du cours d'hygiène et de cosmétologie, et avoir à son crédit un minimum de 6,000 heures de pratique."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

24915-o Greffier du Conseil Exécutif.

"c) *Regular hairdresser journeyman*: \$25.00 per week plus a 20% commission on all gross receipts of his work exceeding \$33.00 during the week".

4. Subsections a-ii, b, d, j and k of section VIII are replaced by the following:

"a-ii) Hold a 8th-year certificate of the Complementary Course or the equivalent."

"b) The duration of the apprenticeship shall be three (3) consecutive years with a minimum of 6,000 hours of practice."

"d) Apprenticeship in the trades governed by the decree shall be served in barber, hairdressing or beauty parlors, or in apprenticeship centers."

"j) Every apprentice barber or hairdresser (male or female) shall attend the social and moral formation courses as well as those on hygiene and cosmetology approved by the Parity Committee."

"k) To be admitted to the examinations for the barber's or hairdresser's certificate of competency, the apprentice must have passed the examination following the hygiene and cosmetology course and have a minimum of 6,000 hours of practice."

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

24915-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 515

Québec, le 12 mai 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail, relative à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Constructeurs de Québec Inc., section du Commerce et de l'Industrie du Bois ouvré;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat national catholique des Employés du Bois ouvré de Québec,

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 février 1949;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 515

Quebec, May 12, 1949.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the wrought wood industry in the district of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory by the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Constructeurs de Québec inc., Section du Commerce et de l'Industrie du Bois ouvré"

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national catholique des Employés du Bois ouvré de Québec",

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 26, 1949;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act.

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 février 1949.

I. *Définitions*: Pour les fins d'application du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "menuisier-d'atelier-classe "A" désigne tout salarié qui, de par ses propres connaissances, peut exécuter ou exécute tout travail de menuiserie suivant plans et réduits.

b) Le terme "menuisier-d'atelier-à-l'établi" désigne tout salarié qui, au moyen d'outils, prépare le bois, fait l'assemblage des pièces de bois et exécute des travaux en bois aux fins de la fabrication et de la réparation d'accessoires en bois destinés aux édifices de tous genres, tels que portes, châssis, encadrements de portes et châssis, armoires, escaliers, boiseries, étagères, bancs, comptoirs, etc.

c) Le terme "menuisier-d'atelier-sur-machine" désigne tout salarié qui, au moyen de machines, prépare et assemble les pièces de bois nécessaires à la fabrication et à la réparation d'accessoires en bois destinés aux édifices de tous genres, tels que portes, châssis, encadrements de portes et châssis, armoires, escaliers, boiseries, étagères, bancs, comptoirs, etc.

d) Le terme "préposé aux machines" désigne tout salarié qui fait la mise en place des pièces de bois sur les machines et sur les bancs de scies, afin d'exécuter les opérations nécessaires à la préparation des dites pièces de bois.

e) Le mot "machiniste" désigne tout salarié préposé à l'ajustage, à l'entretien et à la réparation des machines, à l'entretien et à la réparation de l'outillage, à la fabrication et à l'affilage des couteaux de machines et au limage des scies.

f) Le terme "mécaniciens de machines fixes" désigne les mécaniciens et chauffeurs préposés à la surveillance d'une installation de force motrice ou à l'opération de celle-ci, au sens du paragraphe 5 de l'article 2, de la Loi des mécaniciens de machines fixes (chapitre 178, S.R.Q., 1941 et amendements).

g) Le mot "manœuvre" ou "journalier" désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié et d'aide.

h) Le mot "expéditeur" désigne tout salarié qui habituellement s'occupe de livrer aux clients le bois de construction, tous genres de moulures ou garnitures, de même que portes, châssis et accessoires en bois.

i) Le mot "receveur" désigne tout salarié qui, habituellement, s'occupe de recevoir et de prendre en note toute marchandise reçue, telle que bois de construction, portes, châssis, etc.

II. *Jurisdiction professionnelle*: La jurisdiction professionnelle du présent décret comprend tous les travaux de menuiserie mobile, de préparation et d'assemblage de pièces de bois, au moyen d'outils et de machines, pour la fabrication et la réparation d'accessoires en bois destinés aux édifices de tous genres, y compris les opérations des ouvriers qualifiés ou non qualifiés employés au transport, à la réception, à la livraison et à la manutention des pièces de bois de construction, de même que toute industrie ou commerce se livrant à la préparation et à la vente de bois de construction.

III. *Jurisdiction territoriale*: La jurisdiction territoriale du présent décret comprend la cité de Québec et les comtés de Québec, Portneuf, Montmorency, Lévis, Lotbinière, Nicolet, Dor-

That the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 26, 1949.

1. *Definitions*: For the purposes of enforcement of the present decree, the following words have the significance hereafter given to them:

a) The words "shop joiner, class "A" mean any employee who can, by his own knowledge, perform or carry out any joining operation according to plans and specifications.

b) The words "bench joiner in the shop" mean any employee who, by means of tools, prepares wood, assembles pieces of wood and does work with wood for purposes of making or repairing wooden accessories, intended for buildings of every description, such as doors, sashes, window and door frames, wardrobes, cupboards, staircases, wainscoting or panelling, shelves, benches, counters, etc.

c) The words "machine joiner in the shop" mean any employee who, by means of machines, prepares and assembles the pieces of wood necessary to make and repair wooden accessories intended for buildings of every description, such as doors, sashes, door and window frames, wardrobes, cupboards, staircases wainscoting, panelling, shelves, benches, counters, etc.

d) The words "machine operator" mean any employee who places the pieces of wood on the machines and saw-beds in order to perform the operations required to prepare the said pieces of wood.

e) The word "machinist" means any employee whose duties consist in adjusting and repairing machines and keeping same in good repair, keeping the equipment in good order and repairing same, making and sharpening machine irons, and filing saws.

f) The words "stationary enginemen" mean enginemen and firemen in charge of the supervising or operating of a power plant, as described in subsection 5 of section 2 of the Stationary Enginemen's Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 178 and amendments).

g) The words "common labourer" mean any employee who performs unqualified labour and helper's work.

h) The word "shipper" means any employee who habitually delivers to customers lumber and all kinds of mouldings or trimmings, as well as doors frames and wooden accessories.

i) The words "receiving clerk" mean any employee habitually committed to the reception and checking of goods such as lumber, doors, frames, etc.

II. *Professional jurisdiction*: The professional jurisdiction of the present decree includes all operations of movable joinery, the preparing and assembling of pieces of wood, by means of tool and assembling of pieces of wood, by means of tools and machines, for the fabrication and repairing of wooden accessories intended for buildings of every description, including the operations of skilled and unskilled employees committed to the transportation, receiving, delivery, and handling of lumber, as well as any industry or trade engaged in the preparation and sale of lumber.

III. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the City of Quebec, the counties of Quebec, Portneuf, Montmorency, Lévis, Lotbinière, Nicolet, Dor-

chester, Mégantic, Beauce, Frontenac, Bellechasse, Montmagny et l'Islet.

Aux fins d'application du décret, la juridiction territoriale est divisée en trois (3) zones, de la façon suivante:

Zone I: Les cités de Québec et de Sillery, les villes de Québec-Ouest et Beauport, les municipalités de Saint-Charles de Charlesbourg, Charlesbourg-Est, Notre-Dame des Anges, la Petite Rivière, Saint-Michel Archange, Giffard, Beauport-Est, Beauport-Ouest, et la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus.

Zone II: La cité de Lévis, les villes de Lauzon, Château-d'Eau, Sainte-Foy, Loretteville, Courville, Montmorency et Val Saint-Michel, les municipalités de Saint-Romuald d'Etchemin, Saint-Télesphore, Charny, Saint-David-de-l'Auberivière, Saint-Louis de Pintendre, Saint-Jean-Chrysostôme, Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévis, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, l'Ancienne Lorette, Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, Saint-Gérard Majella, Saint-Gabriel-Ouest, Saint-Gabriel-de-Valcartier, Saint-Émile, Lac Saint-Charles, Notre-Dame-des-Laurentides, Saint-Jean de Boischatel, l'Ange-Gardien et Ste-Thérèse de Lisieux.

Zone III: Le reste de la juridiction territoriale.

Nonobstant les dispositions précédentes, en dehors des cités et villes le présent décret ne s'applique pas aux établissements ayant habituellement moins de dix (10) salariés à leur emploi.

IV. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-contre:

a) Dans la zone I, à compter du 1er avril 1949:

<i>Catégories:</i>	<i>Salaires horaires</i>
Contremaître d'atelier de menuiserie	\$1.00
Menuisier-d'atelier-classe "A"	0.90
Menuisier-d'atelier-à-l'établi	0.85
Menuisier-d'atelier-sur-machines	0.80
Menuisier d'atelier, compagnon junior, 1 an	0.73
Mécanicien de machines fixes, maximum 72 heures par semaine	0.70
Machiniste	0.80
Contremaître du moulin à préparer le bois	0.80
Préposé aux machines: 1er semestre	0.70
Préposé aux machines: après le 1er semestre	0.75
Aide-préposé aux machines: moins de 19 ans	0.50
Aide-préposé aux machines: 19 ans et plus	0.70
Contremaître de cour à bois	0.80
Manœuvre ou journalier	0.70
Expéditeur et receveur	0.75
Conducteur de tracteur	0.70
Camionneur	0.70
Charetier	0.70
Gardien, nuit, jour, dimanche ou fête, maximum 72 heures par semaine	0.50
Gardien employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ième classe	0.55

b) Dans la zone II:

<i>Catégories:</i>	<i>Salaires horaires</i>
Contremaître d'atelier de menuiserie	\$0.95
Menuisier-d'atelier-classe "A"	0.85
Menuisier-d'atelier-à-l'établi	0.80
Menuisier-d'atelier-sur-machines	0.75
Menuisier d'atelier, compagnon junior, 1 an	0.68

chester, Mégantic, Beauce, Frontenac, Bellechasse, Montmagny and L'Islet.

For the purposes of enforcement of this decree, the territorial jurisdiction is divided into Three (3) zones, as follows:

Zone I: The cities of Quebec and Sillery, the towns of Quebec-West and Beauport, the municipalities of St. Charles de Charlesbourg, Charlesbourg-East, Notre-Dame des Anges, La Petite Rivière, Saint-Michel Archange, Giffard, Beauport-East, Beauport-West and the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus.

Zone II: The city of Lévis, the towns of Lauzon, Château-d'Eau, Sainte-Foy, Loretteville, Courville, Montmorency and Val Saint-Michel, the municipalities of Saint-Romuald d'Etchemin, St. Telesphore, Charny, Saint-David-de-l'Auberivière, Saint-Louis de Pintendre, Saint-Jean-Chrysostôme, Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévis, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, L'Ancienne Lorette, Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, Saint-Gérard Majella, Saint-Gabriel-West, Saint-Gabriel-de-Valcartier, St-Émile, Lake St-Charles, Notre-Dame-des-Laurentides, Saint-Jean de Boischatel, l'Ange-Gardien and Ste-Thérèse de Lisieux.

Zone III: The remainder of the territorial jurisdiction.

Notwithstanding the foregoing provisions, outside cities and towns, the present decree does not apply to establishments having, habitually, less than ten (10) employees in their employ.

IV. *Wage rates:* a) The following minimum wage rates shall be paid for each one of the following trades:

a) In zone I, from April 1, 1949:

<i>Catégories:</i>	<i>Hourly rates</i>
Joining shop foreman	\$1.00
Shop joiner, class "A"	0.90
Bench joiner in the shop	0.85
Machine joiner in the shop	0.80
Shop joiner, junior journeyman, one year	0.73
Stationary enginemmen, maximum of 72 hours per week	0.70
Machinist	0.80
Woodworking mill foreman	0.80
Machine operators: 1st six months	0.70
Machine operator: after the 1st 6 months	0.75
Machine operator's helper: under 19 years of age	0.50
Machine operator's helper: 19 years of age or older	0.70
Lumber yard foreman	0.80
Labourer, common worker	0.70
Shipper and receiving clerk	0.75
Tractor operator	0.70
Truck driver	0.70
Carter	0.70
Watchman, night, day, Sunday or holidays maximum of 72 hours per week	0.50
Watchman also employed as fireman and required to hold a 4th class certificate	0.55

b) In zone II:

<i>Catégories:</i>	<i>Hourly rates</i>
Joining shop foreman	\$0.95
Shop, joiner, class "A"	0.85
Bench joiner in the shop	0.80
Machine joiner in the shop	0.75
Shop joiner, junior journeyman, one year	0.68

Mécanicien de machines fixes, maximum 72 heures par semaine.....	0.65	Stationary enginemens, maximum of 72 hours per week	0.65
Machiniste.....	0.75	Machinist	0.75
Contremaître du moulin à préparer le bois.....	0.75	Woodworking mill foreman.....	0.75
Préposé aux machines: 1er semestre.....	0.65	Machine operators: 1st six months	0.65
Préposé aux machines: après le 1er semestre.....	0.70	Machine operator: after the 1st 6 Months	0.70
Aide-préposé aux machines: moins de 19 ans.....	0.45	Machine operator's helper: under 19 years of age	0.45
Aide-préposé aux machines: 19 ans et plus.....	0.65	Machine operator's helper: 19 years of age or older	0.65
Contremaître de cour à bois.....	0.75	Lumber yard foreman	0.75
Mancœuvre ou journalier.....	0.65	Labourer, common worker	0.65
Expéditeur et receveur.....	0.70	Shipper and receiving clerk.....	0.70
Conducteur de tracteur.....	0.65	Tractor operator	0.65
Camionneur.....	0.65	Truck driver	0.65
Charretier.....	0.65	Carter	0.65
Gardien, nuit, jour dimanche ou fête, maximum 72 heures par semaine.....	0.45	Watchman, night, day, Sunday or holidays maximum of 72 hours per week	0.45
Gardien employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ième classe.....	0.50	Watchman also employed as fireman and required to hold a 4th class certificate ..	0.50

c) Dans la zone III:

Catégories:		Salaires horaires	c) In zone III:	
			Categories	Hourly rates
Mécanicien d'atelier-à-l'établi, 30% classe "A".....	0.75	Bench joiner in the shop, 30% class "A"	\$0.75	
Mécanicien d'atelier-à-l'établi, 30% classe "B".....	0.70	Bench joiner in the shop, 30% class "B"	0.70	
Mécanicien d'atelier-à-l'établi, 40% classe "C".....	0.65	Bench joiner in the shop, 40% class "C"	0.65	
Mécanicien d'atelier-à-l'établi, compagnon junior (1 an).....	0.60	Bench joiner in the shop, junior journey-man (1 year)	0.60	
Peintre au fusil.....	0.60	Spray painter	0.60	
Machiniste, classe "A".....	0.70	Machinist, class "A"	0.70	
Machiniste, classe "B".....	0.65	Machinist, class "B"	0.65	
Préposé aux machines à bois ("Strickers", "shapers", machines à tenons), classe "A".....	0.65	Woodworking machine operator (Sticker, shaper, tenoning machine) class "A" ..	0.65	
Préposé aux machines ordinaires, classe "B".....	0.60	Ordinary machine operator, class "B"	0.60	
Chauffeur de bouilloire.....	0.60	Boiler fireman	0.60	
Gardien de nuit (maximum 72 heures par semaine).....	0.45	Night watchman -maximum of 72 hours per week)	0.45	
Journaliers: 50%, classe "A".....	0.60	Labourers: 50% class "A".....	0.60	
Journaliers: 50%, classe "B".....	0.55	Labourers: 50% class "B".....	0.55	

d) Le menuisier travaillant alternativement à l'établi et sur les machines doit recevoir le salaire le plus élevé de ces deux catégories de même que le menuisier qualifié pour travail à l'établi, s'il est employé constamment sur les machines.

V. *Durée de travail:* a) Dans les zones I et II la durée maximum de travail est de neuf (9) heures par jour réparties entre 7.00 heures a.m. et 6.00 heures p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et cinq (5) heures le samedi entre 7.00 heures a.m. et 12.30 heures p.m., le tout devant constituer une durée maximum de cinquante (50) heures par semaine.

b) Dans la zone III, la durée maximum de travail, exception faite des charretiers, gardiens et chauffeurs de bouilloires, est de dix (10) heures par jour réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 heures p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et cinq (5) heures le samedi réparties entre 7.00 heures a.m. et midi, le tout devant constituer une durée maximum de cinquante-cinq (55) heures par semaine.

VI. *Temps supplémentaire:* Pour tout travail exécuté en dehors des heures régulières mentionnées à l'article précédent, les salariés doivent être payés au taux de salaire et demi.

VII. *Jours chômés:* a) Dans les zones I et II, il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint avant-midi, l'Ascension, la Toussaint, l'Immacu-

d) Joiners alternately committed to bench work and machine work shall be paid the higher rate of these two categories and the same shall hold true in respect of bench joiners doing machine work continually.

V. *Duration of labour:* a) In zones I and II, the maximum duration of work shall be one of nine hours per day distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and 5 hours on Saturday between 7.00 a.m. and 12.30 p.m., constituting a maximum weekly duration of fifty (50) hours.

b) In zone III, the maximum duration of work, carters, watchmen and boiler firemen excluded, shall be one of 10 hours per day distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, and Friday, and of five (5) hours Saturday distributed between 7.00 a.m. and 12.00 (noon), constituting a maximum weekly duration of fifty-five (55) hours.

VI. *Overtime:* For work performed outside the regular hours mentioned in the foregoing section, the employees shall be paid time and one half.

VII. *Days kept as holidays:* a) In zones I and II, no work shall be performed on Sunday, New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday morning, Ascension Day, All Saints Day, Immacu-

culée Conception, le jour de Noël, le jour de la St-Jean-Baptiste et le jour de la fête du Travail. En cas de nécessité, le travail exécuté ces jours-là doit être rémunéré à raison du double du salaire régulier.

b) Dans la zone III, il n'y a pas de travail (exception faite pour les chauffeurs de bouilloires) les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, le Vendredi-Saint avant-midi, le jour des Morts, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël. Tout travail exécuté ces jours-là doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

VIII. Paiement des salaires: Dans les zones I et II, les salaires doivent être payés régulièrement et intégralement chaque semaine, en argent ayant cours légal et de préférence le vendredi.

Dans la zone III, les salaires doivent être payés au moins toutes les deux semaines en deniers ayant cours légal.

IX. Nombre d'apprentis: Pour les fins d'application du présent décret, le nombre des apprentis doit être le suivant pour chacun des métiers ci-après:

a) Dans les zones I et II: Menuisier-d'atelier-à-l'établi et menuisier-d'atelier-sur-machines, un (1) apprenti par quatre (4) compagnons.

Machiniste: Un (1) apprenti par atelier assujéti au décret.

b) Dans la zone III: 10% du total des salariés qui sont généralement des préposés aux machines à bois.

X. Taux de salaire des apprentis: Les taux de salaire minima des apprentis machinistes, menuisiers d'atelier à l'établi ou menuisiers d'atelier sur machines sont les suivants:

a) Dans les zones I et II:

	Salaire horaire
1ère année	\$0.35
2ème année	0.45
3ème année	0.55

b) Dans la zone III:

Les deux premiers mois	0.35
Les 3ème et 4ème mois	0.42½
Les 5ème et 6ème mois	0.50
Après six mois	0.55

Après un an, ils doivent recevoir le taux du compagnon junior.

XI. Congé annuel payé: a) Dans les zones I et II, un congé annuel payé d'une semaine doit être accordé par l'employeur au salarié qui a été continuellement à son emploi pendant une période d'un an. Chaque congé doit être donné dans les douze mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis. Toutefois, l'employeur peut remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé si, en raison de circonstances hors de son contrôle, il ne peut donner ledit congé à son salarié.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congés annuels, les absences autorisées, si le salarié n'a pas occupé pendant ces journées, un emploi rémunéré.

b) Dans la zone III, une semaine de vacances, six jours consécutifs, doit être accordée aux salariés suivant les dispositions de l'ordonnance No 3 révisée de la Commission du Salaire Minimum. Cette semaine doit être payée au taux régulier de salaires mentionnés dans le décret et doit être accordée durant la période du 24

late Conception Day, Christmas Day, St. Jean Baptiste Day and Labour Day. In case of necessity, work performed on those days shall be paid double time based on the regular wage rates.

b) In zone III, no work shall be performed (boiler firemen excluded) on Sunday, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, Good Friday morning, All Souls Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day. Work performed on those days shall be paid time and one half.

VIII. Payment of wages: In zones I and II, the wages shall be paid regularly and entirely each week, with legal currency and, preferably, on Friday.

In zone III, the wages shall be paid at least every fortnight with legal currency.

IX. Number of apprentices: For the purposes of enforcement of the present decree, the number of apprentices shall be the following for each one of the following trades:

a) In zones I and II: Bench joiners and machine joiners in the shop: one (1) apprentice to four (4) journeymen.

Machinist: One (1) apprentice per shop governed by the present decree.

b) In zone III: 10% of the total number of the employees who generally operate wood-working machines.

X. Wage rates of apprentices: The minimum wage rates of apprentices (machinists, bench and machine joiners in the shop) are as follows:

a) In zones I and II:

	Hourly rates
1st year	\$0.35
2nd year	0.45
3rd year	0.55

b) In zone III:

First two months	0.35
3rd and 4th months	0.42½
5th and 6th months	0.50
After six months	0.55

After one year they shall receive the junior journeyman's rate.

XI. Annual vacation with pay: a) In zones I and II, an annual vacation with pay of one week in duration shall be granted by the employer to the employee who has been continually in his employ for a period of one year. Every vacation shall be given in the twelve months following the date on which the right to such vacation has been acquired. However, the employer may replace by a compensating bonus the annual vacation with pay when, because of circumstances beyond his control, he cannot give the said vacation to his employee.

Shall not be considered as interrupting the duration of continuous service, days of absence through illness, if the contract has not been cancelled, as also days on which the establishment remains closed, the annual vacation and authorized absences, provided that during such days the employee did not hold any other remunerated employment.

b) In zone III, a vacation of one week, six consecutive days, shall be granted according to the provisions of Ordinance 3, revised, of the Minimum wage commission. This vacation week shall be paid at regular rate of wages mentioned in the decree and shall be given during the period from December 24 to December 31

au 31 décembre de chaque année, à moins d'entente contraire entre les parties intéressées.

XII. Le présent décret abroge le décret numéro 337 du 11 mars 1948 et ses amendements.

XIII. *Observance du décret:* L'observance du présent décret sera surveillée et assurée par le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec qui a donné son consentement à cette fin.

XIV. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er janvier 1950. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 1er janvier de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

24934-o

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

of each year unless otherwise decided by the interested parties.

XII. The present decree repeals decree number 337 of March 11, 1948, and its amendments.

XIII. *Carrying out of the decree:* The administration of the present decree shall be supervised and insured by the Joint Committee of the Construction Industry of Québec which assented thereto.

XIV. *Duration of the decree:* The present decree comes into force from the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in full effect until January 1, 1950.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30) days, prior to January 1st of each year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

24934-o

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Chartes — Abandon de

AVIS

DINGMAN REALTIES LTD.

La compagnie "Dingman Realities Ltd." donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général, en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il plaira au Procureur général de fixer.

Montréal, 5 mai 1949.

24895

Le Secrétaire,
HUGH R. McCUAIG.

Charters — Surrender of

NOTICE

DINGMAN REALTIES LTD.

"Dingman Realities Ltd." hereby gives notice that it will make application to the Attorney General under the Provisions of Section 26 of the Quebec Companies' Act, for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the Attorney General.

Montreal, May 5th, 1949.

24895-o

HUGH R. McCUAIG,
Secretary.

AVIS DE DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Montreal Finance Corporation Limited" donne, par les présentes, avis public qu'elle s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la Province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il plaira au dit procureur général et au dit ministre des affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce de fixer.

Daté à Montréal, ce sixième jour de mai 1949.

24900-o

MONTREAL FINANCE CORPORATION LIMITED,
Le Secrétaire,
E. B. MURDOCH.

NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Montreal Finance Corporation Limited", hereby gives public notice that it will make application to the Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec, for acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by the said Attorney-General and the said Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Dated at Montreal, this 6th day of May, 1949.

24900-o

MONTREAL FINANCE CORPORATION LIMITED,
E. B. MURDOCH,
Secretary.

AVIS

En vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, la "Wilshire Investment Company" donne avis par les présentes qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour demander l'abandon de sa charte et son annulation d'icelle à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, le 10 mai 1949.

24917

WILSHIRE INVESTMENT COMPANY,
par: Le Secrétaire,
(signé) L. M. PARKER.

NOTICE

Under the Provisions of the Quebec Companies' Act Part I, the Wilshire Investment Company, hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for the acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1949.

24917-o

WILSHIRE INVESTMENT COMPANY,
per: (sgd) L. M. PARKER,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que "La Cie d'Énergie Électrique St-Siméon" demandera la permission d'abandonner sa charte suivant la loi.

Notice is hereby given that "La Cie d'Énergie Électrique St-Siméon" will apply for leave to surrender its charter according to law.

La Malbaie, ce 4 février 1949.

La Malbaie, this 4th day of February, 1949.

Le Procureur de La Cie d'Énergie
Électrique St-Siméon,
ANTONIO GERVAIS.

ANTONIO GERVAIS,
Attorney for La Cie d'Énergie
Électrique St-Siméon.

24896-o

24896

AVIS

NOTICE

Avis est par les présentes donné que les Directeurs de "Saint Bruno Quarry & Paving Co. Ltd" ont adopté un règlement, le 3 mai 1949, pour la distribution aux actionnaires de tout l'actif de la compagnie et pour demander au gouvernement de la Province de Québec, l'abandon de sa charte. Ce règlement a été régulièrement approuvé par les actionnaires à la même date. Le tout conformément à la Loi des Compagnies de Québec.

Notice is hereby given that the Directors of "Saint Bruno Quarry and Paving Co. Ltd." adopted under date of May 3, 1949, a By-law providing for the distribution of the whole of the assets of the company among the shareholders, and also to apply to the Government of the Province of Quebec for leave to surrender its charter. The said By-law was duly approved by the shareholders on the same date. The whole in conformity with the Quebec Companies Act.

Montréal, le 4 mai 1949.

Montreal, May 4, 1949.

Le Secrétaire,
EUCLIDE PESANT.

EUCLIDE PESANT,
Secretary.

24922-o

24922-o

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 6 avril 1949 du conseil de la municipalité de St-Simon de Drummond, comté de Drummond, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 9 mai 1949, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of the 6th of April, 1949, of the Council of the municipality of St-Simon de Drummond, county of Drummond, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 9th day of May, 1949, that publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in the future, in the French language only.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, le 9 mai 1949.

Québec, May 9, 1949.

Le Ministre des Affaires Municipales,
BONA DUSSAULT.

BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

24906-o

24906

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 2 mai 1949 du conseil de la paroisse de St-Gilbert, comté de Portneuf, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 12 mai 1949, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of the 2nd of May, 1949, of the council of the parish of St-Gilbert, county of Portneuf, and pursuant to the provisions of Article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date the 12th of May, 1949, that publications of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in the future, in the French language only.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

The present notice is published in conformity with Article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, le 11 mai 1949.

Québec, May 11, 1949.

Le Ministre des Affaires municipales,
BONA DUSSAULT.

BONA DUSSAULT,
Minister of Municipal Affairs.

24931-o

24931

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 436-47.

No. 436-47.

Québec, le 5 mai 1949.

Quebec, May 5, 1949.

Demande est faite de détacher les lots 104 à 114 inclusivement du rang III du canton d'Orford, de la municipalité scolaire d'Orford, dans le comté de Sherbrooke, et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de la Cité de Sherbrooke, même comté.

Application is made to detach lots 104 to 114 inclusively, of range III of the township of Orford, from the school municipality of Orford, in the county of Sherbrooke, and to annex them to the Catholic School Municipality of the City of Sherbrooke, same county.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

24874-18-2-o

24874-18-2

N° 357-49.

Québec, le 2 mai 1949.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Shipton, dans le comté de Richmond aux municipalités scolaires protestantes d'Asbestos et de Danville, en vue d'ériger en une municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, nous le nom de "la municipalité scolaire protestante d'Asbestos-Danville-Shipton", le territoire suivant, savoir:

Dans le canton de Shipton, les lots suivants, tous inclusivement:

1 à 28 des rangs I et II, en y incluant la ville d'Asbestos;

2 à 28 des rangs III, IV, V et VI, en y incluant la ville d'Asbestos et le village de Danville;

5 à 28 du rang VII; 7 à 28 du rang VIII;

Dans le canton de Kingsey, comté de Drummond, les lots suivants, tous inclusivement:

1 à 11 du rang IX; 1 à 18 des rangs X et XI; 1 à 22 des rangs XII et XIII, en y incluant le village de St-Aimé-de-Kingsey Falls.

Dans le canton de Tingwick, comté d'Arthabaska, les lots suivants, tous inclusivement:

26 à 29 du rang I; 1 à 29 des rangs II, III, IV et V, en y incluant le village de St-Patrice-de-Tingwick;

3 à 29 des rangs VI et VII; 1 à 29 des rangs VIII, IX, X et XI, en y incluant le village de St-Rémi-de-Tingwick.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24875-18-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 357-49.

Quebec, May 2nd, 1949.

Application is made to annex the school municipality of Shipton, in the county of Richmond, to the Protestant School Municipalities of Asbestos and Danville, for the purpose of erecting into a separate school municipality, for Protestants only, under the name of "The Protestant School Municipality of Asbestos-Danville-Shipton", the following territory, to wit:

In the township of Shipton, the following lots, all inclusively:

1 to 28 of ranges I and II, including the town of Asbestos;

2 to 28 of ranges III, IV, V and VI, including therein the town of Asbestos and the village of Danville;

5 to 28 of range VII; 7 to 28 of range VIII; In the township of Kingsey, county of Drummond, the following lots, all inclusively:

1 to 11 of range IX; 1 to 18 of ranges X and XI; 1 to 22 of ranges XII and XIII, including therein the village of St-Aimé-de-Kingsey Falls.

In the township of Tingwick, county of Arthabaska, the following lots, all inclusively:

26 to 29 of range I; 1 to 29 of ranges II, III, IV and V, including therein the village of St-Patrice-de-Tingwick;

3 to 29 of ranges VI and VII; 1 to 29 of ranges VIII, IX, X and XI, including therein the village of St-Rémi-de-Tingwick.

O. J. DESAULNIERS,
24875-18-2 Superintendent of Education.

No. 39-49.

Québec, le 4 mai 1949.

Demande est faite de réunir les municipalités scolaires de St-Sixte et Lochaber, dans le comté de Papineau, et d'ériger le territoire suivant en une municipalité séparée et distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Thurso".

Le territoire de ladite municipalité est décrit comme suit:

Dans la municipalité de Lochaber, tous les lots des rangs I, II, III, IV, V et VI de la municipalité de la Partie Ouest du Canton de Lochaber, tous les lots des rangs III, IV, V, VI et VII, comprenant la municipalité du village de Thurso, de la municipalité du Canton de Lochaber, et tous les lots des rangs I, II, III, IV et V de Gore de Lochaber, tels qu'indiqués aux plans officiels du canton de Lochaber Ouest et du canton de Lochaber.

Tous les lots des rangs VIII, IX, X, XI et XII de la municipalité de la Partie Nord du Canton de Lochaber et tous les lots des rangs VI, VII, VIII et IX de Gore de la même municipalité, tels qu'indiqués sur la carte officielle,

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24876-18-2 O. J. DESAULNIERS.

No. 39-49.

Quebec, May 4, 1949.

Application is made to unite the school municipalities of St-Sixte and Lochaber, in the county of Papineau and erect the following territory into a separate and distinct school municipality, for Protestants only, under the name of "The Protestant School Municipality of Thurso".

The territory of the said municipality is described as follows:

In the municipality of Lochaber all the lots of Ranges I, II, III, IV, V et VI of the municipality de la Partie Ouest du Canton de Lochaber, all the lots of Ranges III, IV, V, VI and VII, including the municipality of the Village of Thurso, of the municipality du Canton de Lochaber, and all the lots of Ranges I, II, III, IV and V of the Gore of Lochaber as shown on the official plan of Canton de Lochaber Ouest and the Canton de Lochaber.

All the lots of Ranges VIII, IX, X, XI and XII of the Municipalité de la Partie Nord du Canton de Lochaber and all the lots of Ranges VI, VII, VIII and IX of the Gore of the same municipality, as shown on the official map.

O. J. DESAULNIERS,
24876-18-2-o Superintendent of Education.

N° 1095-48.

Québec, le 6 mai 1949.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire du village de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le comté de Berthier, la partie du lot N° 536, qui est limitée au sud par la cour du collège, à l'est par le lot N° 535-35p, au nord par le résidu du lot 536 et à l'ouest par le lot N° 537, qui devra être détaché de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24910-19-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1095-48.

Quebec, May 6, 1949.

Application is made to annex to the school municipality of the village of Saint-Gabriel-de-Brandon, in the county of Berthier, that part of lot N° 536 which is bounded on the south by the college yard, on the east by lot N° 535-35p, on the north by the residue of lot 536, and on the west by lot No. 537, which shall be detached from the school municipality of the parish of Saint-Gabriel-de-Brandon, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
24910-19-2 Superintendent of Education.

N° 494-46.

Québec, le 6 mai 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Chambly paroisse, dans le comté de Chambly, le territoire ci-dessous décrit, et l'annexer à la municipalité scolaire catholique de Chambly Bassin, dans le même comté, savoir:

Les lots 130, 131 et 132 et leurs subdivisions: les lots 129-1 à 129-24 inclusivement, 128-1 à 128-9 inclusivement, 129-26 à 129-36 inclusivement, 129-94 à 129-112 inclusivement, 129-114 à 129-126, inclusivement, 128-10 à 128-24 inclusivement, 128-90 à 128-107 inclusivement, 128-109 à 128-124 inclusivement, 128-198 à 128-214 inclusivement, 128-252 à 128-272 inclusivement, 128-273 à 128-292 inclusivement, 128-292-A et 128-293, 129-355 à 129-362 inclusivement, 129-461 à 129-510, inclusivement, 129-537 à 129-560 inclusivement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24909-19-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 486-44.

Québec, le 11 mai 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de l'Île Bouchard, dans le comté de l'Assomption, les lots 783 à 808 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Verchères, et de les annexer à la municipalité scolaire du village de Verchères, dans le comté de Verchères.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24923-19-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 486-49.

Québec, le 10 mai 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Antoine-de-Pontbriand, dans le comté de Mégantic, le lot 9-A et la partie du lot 9-B, appartenant à Monsieur P. Poirier et les lots 7-B et 8-A, tous du rang IV du canton de Leeds, et de les annexer à la municipalité scolaire de Leeds-Sud, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
24936-19-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 494-46.

Quebec, May 6, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Chambly Parish, in the county of Chambly, the territory hereinafter described, and to annex it to the Catholic School Municipality of Chambly Basin, in the same county, to wit:

Lots 130, 131 and 132 and their subdivisions: lots 129-1 to 129-24 inclusively, 128-1 to 128-9 inclusively, 129-26 to 129-36 inclusively, 129-94 to 129-112 inclusively, 129-114 to 129-126 inclusively, 128-10 to 128-24 inclusively, 128-90 to 128-107 inclusively, 128-109 to 128-124 inclusively, 128-198 to 128-214 inclusively, 128-252 to 128-272 inclusively, 128-273 to 128-292 inclusively, 128-292-A and 128-293, 129-355 to 129-362 inclusively, 129-461 to 129-510, inclusively, 129-537 to 129-560 inclusively.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 486-44.

Quebec, May 11, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Ile Bouchard, in the county of l'Assomption, lots 783 to 808 inclusively, of the official cadastre for the parish of Verchères, and to annex them to the school municipality of the village of Verchères, in the county of Verchères.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 486-49.

Quebec, May 10, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Antoine-de-Pontbriand, in the county of Mégantic, lot 9-A and part of lot 9-B, belonging to Mr. P. Poirier, and lots 7-B and 8-A, all of range IV of the township of Leeds, and to annex them to the school municipality of Leeds-South, same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse (maintenant Cité) du Cap-de-la-Madeleine, division d'enregistrement de Champlain.

Avis est, par la présente, donné que le lot 406-171 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 avril 1949.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-Ministre,
AVILA BÉDARD.

24932-o

Official cadastre of the parish (now City) of Cap de la Madeleine, registration division of Champlain.

Notice is hereby given that lot 406-171 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 13th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

24932-o

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles (maintenant partie de la ville de Montréal-Est). Division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 88-400 à 88-494, 88-498 à 88-608 sont annulés

Official Cadastre of the Parish of Pointe aux Trembles (now part of the town of Montreal-East). Registration Division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 88-400 to 88-494, 88-498 to 88-608 are cancelled in virtue of

en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 29 avril 1949.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

24897-o

Article 2174A of the civil Code.
Quebec, April the 29th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

24897-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section "D" du décret numéro 972 du 30 juin 1948 lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ladite section en la remplaçant par la suivante:

"Section "D"

XXV. *Posage, polissage et finition de planchers de bois franc:*

a) *Juridiction industrielle:* L'industrie du plancher de bois franc comprend le posage, le sablage et la finition en tout ou en partie, du plancher de bois franc; elle comprend aussi, dans le cas de vieilles propriétés et de vieilles maisons d'habitation où doit être posé un plancher de bois franc, les opérations qui consistent à niveler le plancher de bois mou, à couper les portes, à poser les quarts de ronds, les seuils de portes et les "nosing" d'escaliers jusqu'à l'endroit où le plancher à bois franc doit rencontrer l'escalier.

b) *Juridiction professionnelle:* Sont assujettis au décret, tous les salariés de l'industrie du plancher de bois franc, sans exception ni restriction.

Pour les fins du décret, les susdits salariés sont répartis dans les trois (3) classes ou groupes ci-après décrits.

1. les salariés préposés au posage de planchers de bois franc;
2. les salariés préposés au polissage à la main ou à la machine;
3. les salariés préposés à la finition, au cirage et au nettoyage.

c) *Définitions:* i. *Posage:* Le posage comprend le posage de plancher de bois franc, de toute largeur et de toute épaisseur, à languettes ou à joints carrés, la parqueterie, la marqueterie et le plancher à dessins; il comprend, aussi, dans le cas de vieilles propriétés et de vieilles maisons d'habitation où doit être posé un plancher de bois franc, les opérations qui consistent à niveler le plancher de bois mou, à couper les portes, à poser les quarts de ronds, les seuils de portes et les "nosing" d'escaliers jusqu'à l'endroit où le plancher de bois franc doit rencontrer l'escalier;

ii. *Sablage:* Le sablage comprend le sablage à la machine et à la main de tout plancher de bois franc, plancher de bois mou et "B.C.Fir";

iii. *Finition:* La finition comprend le filage, huilage, vernissage, nettoyage au benzine ou tout autre produit vendu pour nettoyer ou enlever la finition sur le plancher (removeur, poudre, etc., etc.) le lavage et le cirage de plancher de bois franc, ou tous autres produits qui servent à finir le plancher;

iv. *Compagnon:* Désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage, tel qu'arrêté dans le décret;

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by part "D" of the decree number 972 of June 30, 1948, have submitted to him a request to amend the said part by substituting the following therefor:

"Part "D"

XXV. *Hardwood floor laying, surfacing and finishing:*

a) *Industrial jurisdiction:* The hardwood floor industry includes the laying, polishing and finishing, in whole or part, of hardwood floors; it also includes, in the case of old properties and houses where a hardwood floor is to be laid, the following operations: levelling the soft-wood floor, cutting the doors, moulding-planes, door-sills and staircase nosings up to that place where the hardwood floor is to butt against the staircase.

b) *Professional jurisdiction:* All employees of the hardwood floor industry, without exception or restriction, are subject to the decree.

For the purposes of the decree, the said employees are divided into three (3) classes or groups as follows:

1. The employees committed to the laying of hardwood floors;
2. The employees committed to the surfacing, hand or machine;
3. The employees committed to the finishing, waxing and cleaning.

c) *Définitions:* i. *Laying:* The laying comprises the laying of hardwood floors of any size of thickness, with tongue or square joints, inlaying, marquetry and patterned floors; it also includes, in the case of old properties and houses where a hardwood floor is to be laid, the following operations: levelling the soft-wood floor, cutting the doors, moulding-planes, door-sills and staircase nosings up to that place where the hardwood floor is to butt against the staircase.

ii. *Polishing:* The polishing comprises the machine or hand polishing of hardwood, soft-wood and B.C.Fir floors.

iii. *Finishing:* The finishing comprises the oiling, varnishing, cleaning with benzine or any other product sold for cleaning and removing dirt or dust from floors (removeur, powder, etc.) the washing and wax polishing of hardwood floors or the finishing thereof with any other finishing product.

iv. *Journeyman:* The word "journeyman" means any employee who has completed his apprenticeship as stipulated herein.

v. *Entrepreneur*: Tout entrepreneur ou sous-entrepreneur, opérant soit individuellement, soit en société, qui entreprend directement ou indirectement l'une quelconque des opérations que comporte l'industrie du plancher de bois franc, est considéré compagnon pour les fins du décret et il est réputé le préposé de celui avec qui il a contracté;

vi. *Apprenti*: Désigne tout salarié qui n'a pas complété sa période d'apprentissage.

d) *Taux de salaires*: Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

Métiers:	Taux horaire
1. Compagnons:	
Poseur, 1ère classe (très qualifié dans l'art de la parqueterie ou du posage décoratif de plancher)	\$1.25
Poseur, 2ème classe (qualifié dans le posage ordinaire du plancher à languettes)	1.15
Polisseur, finisseur, nettoyeur et cirer excepté lorsqu'ils sont employés à des travaux de la nature du travail d'entretien	1.00
2. Apprentis:	
Poseur:	
1er semestre	0.60
2ème semestre	0.80
3ème semestre	0.90
4ème semestre	1.00
Polisseur, finisseur, nettoyeur et cirer	
1er trimestre	0.50
2ème trimestre	0.70
3ème trimestre	0.80
4ème trimestre	0.90

e) *Apprentissage*: 1. *Durée*: La période d'apprentissage pour les métiers ci-après est la suivante.

Poseur	deux (2) ans
Polisseur	un (1) an
Finisseur, nettoyeur, cirer	un (1) an

2. *Bureau d'examineurs*: A l'expiration de cette période d'apprentissage, le salarié peut se présenter devant un bureau d'examineurs en vue de subir l'examen requis pour l'obtention du certificat de qualification propre au métier auquel il se destine dans l'industrie du plancher de bois franc.

3. *Proportion*: La proportion des apprentis par rapport aux compagnons est déterminée comme suit:

Poseur: Un (1) apprenti pour quatre (4) compagnon ou fraction de ce nombre; deux (2) apprentis pour cinq (5) compagnons ou plus.

Polisseur et finisseur: Un (1) apprenti par "set" de machines.

f) *Heures de travail*: Les heures de travail des ouvriers de métiers ci-après mentionnés sont les suivantes:

1. Pour les poseurs de planchers: huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et quatre (4) heures le samedi de 8.00 a.m. à midi, le tout devant constituer une durée maximum hebdomadaire de quarante-quatre (44) heures.

2. Pour les polisseurs, finisseurs, nettoyeurs et cirers: neuf (9) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et cinq (5) heures le samedi entre 8.00 a.m. et 1.00 p.m., le tout devant constituer une durée maximum hebdomadaire de cinquante (50) heures.

v. *Contractor*: Any contractor or sub-contractor or operating alone or in partnership and who contracts, directly or indirectly for any one of the operations connected with the hardwood floor indirectly for any one of the operations connected with the hardwood floor industry is considered as a journeyman for the purposes of the decree and as the employee of the person with which he has entered into a contract.

vi. *Apprentice*: The word "apprentice" means any employee who has not completed his period of apprenticeship.

d) *Wage rates*: The following minimum rates of wages shall be paid:

Trades:	Hourly rates
1. Journeymen:	
Layer, 1st class (highly skilled floor laying mechanic in the art of parquetry and ornamental floor installations)	\$1.25
Layer, 2nd class (floor laying mechanic skilled in the laying of simple strip flooring)	1.15
Surfacer, finisher, cleaner and waxer, except when doing work of a maintenance nature	1.00
2. Apprentices:	
Layer:	
1st six months	\$0.60
2nd six months	0.80
3rd six months	0.90
4th six months	1.00
Surfacer, finisher, cleaner and waxer:	
1st three months	0.50
2nd three months	0.70
3rd three months	0.80
4th three months	0.90

e) *Apprenticeship*: 1. *Duration*: The period of apprenticeship for the trades hereafter mentioned is as follows:

Layer	two (2) years
Surfacer	one (1) year
Finisher, cleaner and waxer	one (1) year

2. *Board of Examiners*: At the expiration of this apprenticeship period, the employee may sit before the Board of Examiners for the examination leading to the issue of the certificate of competency for the trade at which he is working in the hardwood floor industry.

3. *Proportion*: The ratio of apprentices to journeymen is determined as follows:

Layer: One (1) apprentice to four (4) journeymen or fraction thereof; two (2) apprentices for five (5) journeymen or more.

Surfacer and finisher: One (1) apprentice per machine set.

f) *Hours of work*: The working hours for the trade workers hereafter mentioned shall be as follows:

1. *Floor layers*: Eight (8) hours per day distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p. m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and four (4) hours on Saturday from 8.00 a.m. to 12.00 (noon), to make a maximum weekly duration of forty-four (44) hours.

2. *Surfacers, finishers, cleaners and waxers*: Nine (9) hours per day distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday and five (5) hours on Saturday between 8.00 a.m. and 1.00 p.m., to make a maximum weekly duration of fifty (50) hours.

g) Durant les mois de l'été, de mai à septembre inclusivement, les heures de travail peuvent être réparties de la façon suivante:

1. Pour les poseurs de planchers: neuf (9) heures les lundi, mardi, mercredi et jeudi, et huit (8) heures le vendredi de chaque semaine, après entente conclue entre les employeurs et leurs salariés respectivement et après avis donné par écrit au comité par l'employeur de la susdite entente;

2. Pour les sableurs et les finisseurs: Dix (10) heures, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine, après entente conclue entre les employeurs et leurs salariés respectivement et après avis donné par écrit au comité par l'employeur de la susdite entente.

3. Les heures de travail mentionnées ci-dessus sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

h) *Temps supplémentaire*: 1. Tout travail exécuté par un compagnon ou un apprenti en plus des limites horaires déterminées dans le décret est considéré comme du travail supplémentaire.

2. Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi et basé sur celui établi dans le décret, ou par rapport au taux de salaire actuellement payé, lorsque ce dernier est plus élevé.

3. Toutefois, le travail supplémentaire exécuté entre minuit et 8.00 a.m. doit être rémunéré au taux de salaire double, calculé de la façon prévue à l'alinéa "2" du présent paragraphe.

i) *Fêtes*: Les jours de fêtes suivants doivent être chômés et tout travail est strictement prohibé: le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël.

j) *Ouvrage à la pièce*: i. Il est permis d'exécuter à la pièce ou au carré le posage de plancher de bois franc dans les logis ordinaires à la condition de se conformer aux taux ci-après décrits:

Bois de 2¼" de largeur et plus à raison de \$2.25 le carré 10' x 10';

Bois de 2" de largeur à raison de \$2.35 le carré 10' x 10';

Bois de 1¾" de largeur à raison de \$2.50 le carré 10' x 10';

Bois 1½" de largeur à raison de \$2.75 le carré 10' x 10'.

ii. En aucun cas, l'employeur ne doit donner du travail à la pièce à moins que le bois ne soit monté et que les planches de bois mou n'aient été balayés de façon à être prêts à recevoir le bois franc.

iii. Tout poseur qui exécute de l'ouvrage à la pièce est tenu de faire son travail d'après les règles de l'art et du métier; il doit, de plus, clouer à tous les seize (16) pouces, centre en centre à toutes les planches.

iv. Tout poseur, travaillant à la pièce, doit respecter les limites horaires et se conformer aux mêmes conditions de travail que doivent observer les salariés qui travaillent à l'heure, tel que stipulé au décret; il ne peut réclamer du temps supplémentaire que dans le cas où l'employeur lui en a fait une demande expresse.

v. Le sablage et la finition doivent toujours et sans exception être exécutés à l'heure et rémunérés au taux horaire.

vi. Tout employeur qui fait exécuter du posage à la pièce doit se conformer aux conditions de travail qui réglementent le salarié travaillant à l'heure.

k) *Vacances payées*: 1. Tout salarié ayant travaillé douze (12) mois consécutifs pour le même employeur a droit à une semaine de vacances payées.

g) During the summer months, from May to September inclusively, the working hours may be distributed as follows:

1. Floor layers: Nine (9) hours on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and eight (8) hours on Friday of each week, if assented to by the employers and the employees concerned and after the employer has notified the Committee, in writing, of such agreement.

2. Polishers and finishers: Ten (10) hours on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday of each week if assented to by the employers and the employees concerned and after the employer has notified the Committee, in writing, of such agreement.

3. The working hours above mentioned shall either be based upon the Standard or Daylight Saving Time, i.e. that in force where the operations are carried out.

h) *Overtime*: 1. Any work performed by a journeyman or an apprentice in excess of the hours determined in the decree is considered as overtime work.

2. Overtime shall be remunerated at the rate of time and one-half the rate herein established or the rate actually paid, should the latter be higher.

3. However, overtime done between midnight and 8.00 a.m. shall be remunerated at the rate of double time computed in the manner described in paragraph "2" of the present subsection.

i) *Holidays*: No work shall be performed on the following days which shall be kept as holidays: New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

j) *Piece-work*: i. Square-foot or piece work may be carried out in respect of hardwood floor laying in ordinary houses provided the following rates be observed:

Wood 2¼" wide or more, \$2.25 per area of 10' by 10';

Wood 2" wide, \$2.35 per area of 10' x 10';

Wood 1¾" wide, \$2.50 per area of 10' x 10';

Wood 1½" wide, \$2.75 per area of 10' x 10'.

ii. The employer shall not give piece-work unless the wood be in place and the soft-wood floor swept and ready for the hardwood to be laid.

iii. Every layer doing piece-work shall abide by the rules of the trade; he shall, moreover, nail every board at intervals of sixteen (16) inches, from center to center.

iv. Every layer doing piece work shall abide by the hours herein set forth and the same working conditions as the employees working on an hourly basis. He may not claim overtime rates except when the employer has expressly requested same.

v. Polishing and finishing shall always be done and paid on an hourly basis.

vi. Every employer giving piece-work in connection with floor laying shall abide by the working conditions regulating the employees working on an hourly basis.

k) *Vacation with pay*: 1. Every employee with twelve (12) consecutive months of service for the same employer is entitled to one week of vacation with pay.

2. Cette rémunération est payable par l'employeur au moment où le salarié prend ses vacances.

3. Cette semaine de vacances doit être prise entre le 1er mai et le 30 septembre de chaque année, à la discrétion de l'employeur.

4. La semaine de vacances doit être chômée."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 mai 1949.

24899-o

2. Vacation pay is payable by the employer when the employee leaves for his vacation.

3. Such vacation week shall be taken between May 1 and September 30 of each year, at the option of the employer.

4. No work is to be performed during such vacation week."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 14, 1949.

24899-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Blue Fannel Line; Blue Peter Steamships Ltd.; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line of Steamers; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canadian South American Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Ltd.; Donaldson Line Ltd.; Cunard White Star Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd.; Furness, Withy & Co. Ltd.; Head Line and Lord Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Java-New York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormick Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Silver Line Ltd.; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corporation.

Avec l'intervention de: "Brown and Ryan Limited"; "Eastern Canada Stevedoring Co."; "Empire Stevedoring Co."; "Montreal Shiplining Co. Ltd."; "Wolfe Stevedores, Limited"; "Economic Stevedoring Corp of Mtl. Ltd.

Et, D'AUTRE PART:

"International Longshoremen's Association" et son local numéro 375,

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Blue Fannel Line; Blue Peter Steamships Ltd.; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line of Steamers; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd.; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canadian South American Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Ltd.; Donaldson Line Ltd.; Cunard White Star Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd.; Furness, Withy & Co. Ltd.; Head Line and Lord Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Java-New York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormick Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Silver Line Ltd.; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corporation.

with the intervention of: Brown and Ryan Limited; Eastern Canada Stevedoring Co.; Empire Stevedoring Co; Montreal Shiplining Co. Ltd; Wolfe Stevedores Limited; Economic Stevedoring Corp. of Mtl. Ltd.;

And, ON THE OTHER PART:

International Longshoremen's Association and its local number 375.

pour les employeurs et les salariés des occupations visées suivant les conditions ci-après décrites:

I. a) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprendra le port de Montréal.

b) *Jurisdiction industrielle*: Le décret s'appliquera à tous les débardeurs employés au chargement et au déchargement des navires océaniques dans le port de Montréal.

II. *Taux de salaires et durée de travail*: a) Les heures de travail et les taux minima de salaires sont les suivants:

<i>Distribution des heures de travail:</i>	<i>Salaires horaire</i>
De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.	\$1.40
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. et de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi	2.10

b) Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, et le jour de la Toussaint doit être rémunéré au double du taux de salaire régulier.

c) Tout travail exécuté pendant les heures de repas doit être rémunéré au double du taux de salaire établi et ce, pour chaque heure subséquente également, jusqu'à ce que les salariés soient renvoyés pour leur repas.

d) Les taux minima de salaire des salariés pour la manutention du nitrate, du soufre et du minerai arrimés, de la potasse, des sacs de soude, du noir de fumée ou de charbon en sacs, de la chaux en sacs, des cargaisons complètes de porcelaine, d'engrais chimiques et de peaux humides en sacs, en paquets ou libres, le déplacement du charbon dans les soutes, le nettoyage des cales où les marchandises ci-haut mentionnées ont été arrimées, sont les suivants:

<i>Distribution des heures de travail:</i>	<i>Salaires horaire</i>
De 8.00 a.m. à 5.00 p.m.	\$1.55
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. et de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi	2.32½

e) Les taux ci-haut s'appliquent aussi à la manutention dans les chambres frigorifiques, des viandes, du bacon, du beurre, du poisson gelé et d'autres cargaisons gelées. Dans le cas d'autres cargaisons gardées au froid, le taux du salaire doit être celui payé pour les cargaisons en général, excepté lorsqu'elles sont déposées dans une chambre frigorifique avec de la marchandise pour laquelle un taux supérieur est établi: dans ce cas, ledit taux supérieur doit être payé pour la manutention de toute la marchandise déposée dans ladite chambre.

f) Les taux minima de salaires pour l'arrimage et la mise en sacs du grain, ainsi que pour l'opération qui consiste à vider tels sacs, sont les mêmes que ceux spécifiés au paragraphe "d" du présent article. L'écoulement du grain dans les conduits doit cesser pendant que les salariés descendent dans la cale pour y travailler; deux (2) salariés doivent demeurer sur le pont, pendant ce temps, si nécessaire.

g) Pour le travail exécuté dans l'entrepont découvert où le grain passe par une écoulille se rattachant audit pont découvert, les taux de salaire pour l'équipe entière sont les mêmes que ceux spécifiés au paragraphe "d" du présent article. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux salariés travaillant à une autre cargaison dans la cale inférieure.

for the employers and the employees of the occupations concerned according to the following conditions:

I. a) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Harbour of Montreal.

b) *Industrial jurisdiction*: The decree shall apply to the longshoremen employed in the loading and unloading of ocean steamships in the Harbour of Montreal.

II. *Rates of wages and duration of labour*: a) The hours of labour and the minimum rates of wages are the following:

<i>Distribution of hours of labour:</i>	<i>Hourly rates</i>
From 8.00 a.m. to twelve (noon) and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.	\$1.40
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m., from midnight to 5.00 a.m. and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. on Saturday	2.10

b) Double time shall be paid on Sunday, St. John the Baptist Day, Dominion Day and All Saints Day.

c) When employees are required to work during any meal hours they shall receive double time at the prevailing rate of wages and for each succeeding hour until discharged for meals.

d) The minimum rates of pay for working on nitrate, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, lamp-black or carbon-black in bags, lime in bags, cement in bags, full cargoes of china clay, fertilizer, wet hides in bags, bundles or losse, shifting bunker coal, cleaning holds in which the foregoing commodities have been stowed, shall be the following:

<i>Distribution des heures de travail:</i>	<i>Hourly rates</i>
From 8.00 a.m. to 5.00 p.m.	\$1.55
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m., from midnight to 5.00 a.m. and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. on Saturday	2.32½

e) The above rates of pay also apply to the handling of meats, bacon, butter, frozen fish and other frozen cargo in refrigerators. Other cargo carried under refrigeration shall be paid at general cargo rate except when loaded in a refrigerator compartment with cargo carrying the higher rate, in which event the higher rate shall be paid on all cargo in that compartment.

f) The minimum rates of wages for grain trimming, bagging and bleeding of bags shall be those mentioned in subsection "d" of the present section. The running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work, two (2) men to stand on deck during that time, if necessary.

g) For work performed in open tween deck where there is grain running in a hatch connected with the said open deck, the rates of wages for the whole gang shall be those mentioned in subsection "d" of the present section; this does not apply to men working on other cargo in the lower hold.

h) Les taux de salaires pour la manutention d'engrais ammoniacal seront de un dollar et soixante-quinze cents (\$1.75) l'heure pour tout travail exécuté entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. A toute autre période de la journée (exception faite de celle des repas) ainsi que de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi le taux de salaire sera de deux dollars et soixante-deux cents et demi (\$2.62½) l'heure. Ces taux doivent être payés à tous les débardeurs préposés à un vaisseau prenant charge d'un tel produit ou qui en est déjà chargé.

i) Salaire double doit être payé pour tout travail exécuté sur les vaisseaux dans le port dont les cargaisons sont en feu; ceci ne s'applique qu'aux écoutilles affectées par le feu, la fumée, la vapeur ou le gaz.

j) Le travail de jour doit commencer à 8.00 a.m. et 1.00 p.m.

k) Les salariés requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7.00 p.m. et rémunérés conformément au taux réglementaire à compter de cette heure jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés ou mis au travail, qu'ils soient mis au travail ou non, lesdits salariés doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail. Les ordres, pour les salariés requis à 7.00 p.m. et qui n'ont pas travaillé durant l'après-midi, doivent être donnés à 1.00 p.m. ou avant ce temps.

l) Lorsque les hommes reprennent le travail à minuit, ils doivent recevoir plein salaire jusqu'à l'heure régulière de cessation du travail, à moins que le travail sur le vaisseau ne soit sur le point de se terminer; ils doivent alors être rémunérés jusqu'à ce que le travail dans leur écoutille soit terminé, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération.

Lorsqu'il faut renvoyer les hommes à cause de la température, ces derniers doivent être rémunérés jusqu'à leur renvoi, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération.

m) Les salariés appelés le dimanche ou les jours de fêtes mentionnés au paragraphe "b" du présent article, qu'ils soient mis au travail ou non, doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail, au taux établi, chaque fois qu'ils sont appelés.

n) Subordonnement aux paragraphes "k", "l" et "m", la manutention de la malle, des bagages et des messageries les dimanches, jours de semaine en tout temps, et les jours de fête (excepté le jour de la Fête du Travail) doit être payée au taux régulier, et la durée de tel travail compte de l'heure à laquelle les salariés sont appelés.

Note: Les employeurs acceptent cette clause sous réserve, en raison de l'article 90, chapitre 161 des Statuts refondus du Canada, 1927.

III. La distribution des heures de travail ci-haut est faite à condition que les employeurs et les salariés prennent toutes les mesures possibles afin d'éviter que la moyenne des heures de travail n'excède quarante-huit (48) par semaine.

IV. Les salariés ont le droit de nommer un représentant sur les quais; ce représentant est élu à une assemblée générale des débardeurs.

V. Dispositions spéciales a) Tous les ordres doivent être donnés aux salariés par leurs contre-maîtres respectifs.

b) Tout salarié qui fume dans la cale, vole ou est sous l'influence de la boisson pendant le travail, peut être congédié en tout temps.

c) Tout salarié supplémentaire appelé dans l'avant-midi ou l'après-midi doit être rémunéré à compter de 8.00 a.m. ou 1.00 p.m., jusqu'à midi ou 5.00 p.m. respectivement, excepté lorsque

h) The rates of pay for working on ammonium nitrate fertilizer shall be one dollar and seventy five cents (\$1.75) per hour for the periods between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. All other hour (except meal hours) and the hours between 1.00 p.m. and 6.00 p.m. on Saturday shall be paid at the rate of two dollars and sixty-two and one-half cents (\$2.62½) per hour. The foregoing rates shall be paid to all longshoremen employed in loading operations on vessel on which this commodity is being or has been loaded.

i) Double time shall be paid for work on ships in port with cargoes on fire; this only applies to hatches affected by fire, smoke, steam or gas.

j) The starting time for day work shall be at 8.00 a.m. and 1.00 p.m.

k) Men ordered out to work at night must be ordered out for 7.00 p.m. and be paid full time at the prevailing rate from that hour until discharged or set to work; a minimum of two (2) hours shall be paid whether men are put to work or not. Orders for men required at 7.00 p.m. and who have not been working during the afternoon, shall be given on or before 1.00 p.m.

l) When men resume work at midnight, they shall be paid full rate until regular knocking off time except when ship is finishing, in which case they shall be paid until their hatch is completed, but not less than two (2) hours. If men have to be knocked off owing to weather conditions, they shall be paid until time knocked off, but not less than two (2) hours.

m) Men ordered out on Sunday or holidays mentioned in subsection "b" of the present section shall receive a minimum of two (2) hours' pay at the prevailing rate, for each period ordered out, whether put to work or not.

n) Subject to subsections "k", "l" and "m", mails, baggage and express shall be handled on Sundays, week days at all times, and holidays (except Labour Day) at the prevailing rate of wages, time to count from the time the men are ordered.

Note: The employers agree under reservation to this clause in view of section 90, chapter 161 of the Revised Statutes of Canada, 1927.

III. The above distribution of working hours is made on the conditions that the employers and the employees shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week shall not exceed forty-eight (48).

IV. The Longshoremen shall have the right to appoint a representative on the wharves to be elected at a general meeting of the Longshoremen.

V. Special provisions a) All orders to the men shall be given through their respective foremen.

b) Any man found smoking in the hold, pilfering or under the influence of liquor while at work, shall be discharged at any time.

c) Any extra men called during the forenoon or during the afternoon shall be paid from 8.00 a.m., or 1.00 p.m., until noon or 5.00 p.m., respectively, except when the whole gang is

toute l'équipe est renvoyée: ledit salarié supplémentaire peut toutefois être changé d'équipe si nécessaire.

d) Lorsqu'une équipe reçoit l'ordre de se rendre d'un endroit à un autre, les salariés sont payés à compter de l'heure à laquelle tel ordre leur est émis.

e) Lorsque l'on se sert, de voitures à mains, à deux roues, deux (2) salariés doivent être employés lorsque la charge excède 800 livres, poids net des marchandises. S'il n'y a qu'un seul morceau, la charge peut être de 850 livres.

f) Lorsque les salariés travaillent dans la cale, le fardage doit être mis dans des élingues et descendu avec un treuil.

g) Les baux des écoutes doivent être enlevés, verrouillés, ou assujettis d'une manière appropriée lorsque les salariés travaillent dans les écoutes et emploient un treuil.

h) Lorsque dans le hangar, des sacs de marchandises sont empilés à une hauteur de plus de sept (7) sacs, des balles de foin sont également empilées à une hauteur de plus de cinq (5) balles ou de boîtes de conserves à plus de sept (7) pieds de hauteur, un salarié supplémentaire doit être employé.

i) Pendant le chargement ou le déchargement des vaisseaux, 1 ou 2 contremaitre (walking bosses) sont employés par embarcadère, au choix du surintendant de l'employeur ou du contracteur-arrimeur.

j) Les employeurs ou les contracteurs-arrimeurs ont le droit de juger de quelle manière les salariés de l'équipe doivent être distribués; ils ont également le droit de se servir de garants accouplés ou d'employer toute autre méthode pratique et sûre de chargement ou de déchargement.

k) Toute mésentente, quant à l'interprétation des conditions de travail contenues dans le décret doit être soumise au surintendant de l'employeur ou au contracteur-arrimeur par le représentant des salariés sur les quais, et non pas aux salariés. Dans le cas où une dispute ne peut être réglée entre les parties aux présentes quant à l'interprétation de toute clause de ces conditions de travail, les salariés doivent continuer à travailler et telle dispute est soumise à un comité d'arbitrage, formé de trois (3) membres, un choisi par les employeurs, un par les salariés et un président conjointement choisi par les deux autres. Tel comité doit siéger sans délai inutile et la décision de la majorité est finale et lie les deux parties.

VI. *Déchargement d'un vaisseau* a) Une équipe régulière pour le déchargement des marchandises au moyen de voitures à mains est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ou de la voiture ne doit pas excéder 1,200 livres, avec une marge de 5%, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

b) Une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques ou remorques est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet. Il ne doit pas y avoir moins de six (6) salariés dans la cale. Il doit y avoir un homme de plus lorsqu'on utilise un garant double (split) pour se rendre au deuxième étage du hangar.

c) Une équipe régulière pour le déchargement des marchandises sur les quais ou sur les wagons est composée de seize (16) salariés, quand ces marchandises ne sont pas déchargées au moyen de voitures à mains, voitures mécaniques ou re-

discharged, but such extra man can be shifted from gang to gang if necessary.

d) When a gang has to go from one place to another, after receiving orders to do so, the men shall be paid from the time such order is issued to them.

e) When using two-wheeled handtrucks, two (2) men shall be employed on the truck when the truckload exceeds 800 lbs. net weight of cargo. If one piece it may be 850 lbs.

f) Dunnage must be put in sling and lowered with winch if men are working in the hold.

g) Hatch beams must be taken off, bolted or properly secured when men are working in the hatch and using a winch.

h) When cargo in bags is piled up in the shed more than 7 bags high, or when hay in bales is piled up on the shed more than 5 bales high, or when canned goods are piled up in the shed more than 7 feet high, one extra man shall be employed.

i) Ships in course of loading or unloading shall require 1 to 2 walking bosses per pier, at option of Employer's Superintendent and or Contracting Stevedore.

j) The Employers and-or Contracting Stevedores shall have the right to judge how all men in the gang are to be distributed, and shall also have the right to work with falls together or any other practical and safe method of loading or unloading.

k) Any dispute as to the interpretation of the working conditions herein contained shall be taken up by the Longshoremen's representative on the wharves with the Employer's superintendent and-or Contracting Stevedore, and not with the men. Should there be any dispute which cannot be adjusted between the parties hereto as to the interpretation of any of the clauses of these working conditions, the men shall continue to work, and such dispute shall be referred to a committee of arbitration consisting of three (3) members, one selected by the employers, one by the employees, and a chairman selected jointly by the other two. Such committee shall sit without any unnecessary delay, and a majority decision is final and binding on both parties.

VI. *Unloading of a ship* a) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on handtrucks, and when this number of men is employed neither the slingload nor the truckload shall exceed 1,200 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

b) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on mechanical trucks and/or trailers, and when this number of men is employed the slingload shall not exceed 2,000 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package, with not less than six (6) men in the hold. One extra man shall be employed when split fall is used while working to the upper floor of shed.

c) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo on the wharves or cars, when not landed on handtrucks or mechanical trucks and/or trailers, and when this number of men is employed the slingload shall

morques. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 1,600 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

d) Une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison dans un autre vaisseau est composée de dix-huit (18) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

e) Les employeurs ou les contracteurs-arri-meurs ont le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "a", "b", "c" et "d" du présent article; dans ce cas, ils doivent augmenter le nombre de salariés de l'équipe et ont le droit de juger eux-mêmes du nombre de salariés supplémentaires requis.

f) Notwithstanding the dispositions des paragraphes "a" à "e" inclusivement, les charges de l'élingue (déchargement) sont les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

Sucre brut des raffineries aux vaisseaux des Grands Lacs:

Sacs, 320 lbs.	5 par élingue
Sacs, 275 à 230 lbs.	7 par élingue
Sacs, 230 à 180 lbs.	8 par élingue
Sacs, moins de 180 lbs.	10 par élingue

(poids net de la cargaison, 5% de marge)

Pâte de bois en balles:

Balles au-dessus de 280 lbs.	6 par élingue
Balles de 280 à 160 lbs.	8 par élingue
Balles de moins de 160 lbs.	10 par élingue

(et pas moins de 20 salariés par équipe et pas moins de 8 salariés dans la cale de chaque vaisseau).

Ferblanc 10 boîtes par élingue ou l'équivalent, ne devant pas excéder 2,240 livres, poids net du chargement, quand il est déchargé sur des voitures mécaniques ou remorques ou quand il est déchargé dans un autre vaisseau.

Bois de construction 35 pieds de longueur ou plus: un par élingue, s'il est pris dans la cale pour être déchargé sur toute voiture; deux ou plus par élingue, selon les dimensions, s'il est déchargé du pont. Bois de 8x8, 20 pieds de longueur, 6 par élingue.

Caoutchouc (Balles pesant de 210 à 260 livres chacune) 6 balles par élingue.

VII. *Chargement d'un navire:* a) Une équipe régulière pour le chargement des marchandises au moyen de voitures à mains est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ou de la voiture ne doit pas excéder 1,400 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet. Pour le chargement de rouleaux de papier, lorsqu'on utilise des camions spéciaux, la charge peut être portée à 1,700 livres.

b) Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison des quais ou des wagons, quand les voitures à mains ou mécaniques ne sont pas employées, est composée de seize (16) salariés.

Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 1,600 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

c) 1. Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques ou remorques, quand celles-ci ne sont pas chargées par l'équipe de chargement, est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du

not exceed 1,600 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

d) Eighteen (18) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo overside into another vessel, and when this number of men is employed the slingload shall not exceed 2,000 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

e) The Employers and/or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "a", "b", "c" and "d" of the present section; in such event, they shall increase the number of men in the gang, but will have the right to judge as to the number of extra men needed.

f) Notwithstanding the subsections "a" to "e" inclusive, the following shall be the slingloads (unloading) of the undernote commodities.

Raw sugar at the Refineries and overside to Lake Vessels

Bags, 320 lbs.	5 per sling
Bags, 275 to 230 lbs.	7 per sling
Bags, 230 to 180 lbs.	8 per sling
Bags, under 180 lbs.	10 per sling

(net weight of cargo, 5% margin)

Baled Woodpulp

Bales over 280 lbs.	6 per sling
Bales 280 to 160 lbs.	8 per sling
Bales under 160 lbs.	10 per sling

(not less than 20 men in gang and not less than 8 men in hold of each ship).

Tinplate 10 boxes per sling, or equivalent, not to exceed 2,240 lbs, net weight of cargo when unloaded on the mechanical trucks and/or trailers, or when unloaded into another vessel.

Timber 35 ft. in length or more, one per sling from hold, landed on any kind of buggy, but when from deckload, two or more per sling subject to size. Timber 8x8, 20 ft. in length, 6 per sling.

Rubber (Bales weighing 210 to 260 lbs, each) 6 bales per sling.

VII. *Loading of a ship* a) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from handtrucks, and when this number of men is employed, neither the slingload nor the truckload shall exceed 1,400 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package, and for rolls of paper, when using special paper trucks, the load may be 1,700 lbs.

b) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from wharves or cars when hand or mechanical trucks are not used, and when this number of men is employed, the slingload shall not exceed 1,600 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

c) 1. Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and/or trailers, when the trucks and/or trailers are not loaded by the loading gang, and when this number of men is employed the slingload shall not exceed 2,240 lbs, net weight

chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,240 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

2. Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques ou de remorques, quand celles-ci sont chargées par l'équipe de chargement, est composée de dix-sept (17) salariés (ne comprenant pas le conducteur du remorqueur). Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet; lorsque deux morceaux constituent la charge de l'élingue, le poids peut en être de 2,240 livres.

d) Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison d'un vaisseau à un autre, est composée de dix-huit (18) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

e) Les employeurs ou les contracteurs-arrièreres ont le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "a" à "d" inclusivement du présent article: dans ce cas, ils doivent augmenter le nombre de salariés de l'équipe et ont le droit de juger aux-mêmes du nombre de salariés supplémentaires requis.

Toutefois, lorsque les voitures à mains ordinaires sont employées pour le chargement de sacs, il doit y avoir huit (8) salariés dans la cale, lorsque la charge de l'élingue n'excède pas 1,400 livres, poids net, 5% de marge, de dix (10) salariés, lorsque la charge pèse entre 1,400 et 2,100 livres, 5% de marge. Lorsque les voitures mécaniques et remorques sont employées dans le hangar seulement, il doit y avoir huit (8) salariés dans la cale, lorsque la charge de l'élingue ne dépasse pas 1,680 livres, 5% de marge, et dix (10) salariés, lorsque la charge pèse entre 1,680 et 2,100 livres, poids net, 5% de marge. Il ne doit pas y avoir moins de six salariés sur le quai lors du chargement de sacs de farine (140 lbs) dans des camions ou remorques.

f) Nonobstant les dispositions des paragraphes "a" à "e" inclusivement du présent article, les charges de l'élingue sont les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

Roleaux de papier (Voir le paragraphe "a" du présent article)

Jusqu'à 500 livres.	3 par élingue
de 500 à 1,000 livres.	2 par élingue
au-dessus de 1,000 livres.	1 par élingue

(lorsque chargés des voitures à mains)

Madriers et bois de construction:

Madriers de pin ou de sapin, 3", 12 morceaux par élingue, excepté les madriers de sapin n'excédant pas 7" de largeur, 14 morceaux.

Madriers de pin ou de sapin, 2", 18 morceaux par élingue.

Lorsque les planches ou voliges de sapin ou de pin sont manœuvrées ensemble, pas moins que l'équivalent de 12 morceaux de 3".

Pin ou sapin, 1" 30 à 32 morceaux.

Pin ou sapin (voliges): équivalent de 12 morceaux de 3".

Pin ou sapin (bouts de planches): 8 à 10 pieds de longueur, 18 morceaux.

Pin ou sapin (bouts de planches): 10 à 12 pieds de longueur, 16 morceaux.

Pin ou sapin (bouts de planches): 2 à 7 pieds de longueur, 32 morceaux.

Bouleau (saw birch): 4", 10 morceaux; 3", 12 morceaux; 2", 16 morceaux; 1", 30 morceaux.

of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

2. Seventeen (17) men (excluding driver of two-motor) shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and/or trailers, when the trucks and/or trailers are loaded by the loading gang, and when this number of men is employed the slingload shall not exceed 2,000 lbs, net weight of cargo 5% margin, except in the case of a single piece and/or package or except in the case of two pieces when the slingload may be 2,240 lbs.

d) Eighteen (18) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo overside a vessel, and when this number of men is employed, the slingload shall not exceed 2,000 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

e) The Employers and/or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "a" to "d" inclusive, of the present section, and in such event they shall increase the number of men in the gang, but will have the right to judge, as to the number of extra men needed.

However, in the case of loading bagged cargo and when ordinary handtrucks are used, there shall be eight men in the hold when the slingload does not exceed 1,400 lbs, net weight of cargo, 5% margin, and ten men in the hold when the slingload is over 1,400 lbs, but not in excess of 2,100 lbs, 5% margin. When trucks and trailers are used only in the shed, there shall be eight men in the hold when the slingload does not exceed 1,680 lbs, 5% margin, and ten men in the hold when the slingload is over 1,680 lbs, but not in excess of 2,100 lbs, net weight of cargo 5% margin. There shall be not less than six men at the pile when loading flour (140-lb bags) on trucks or trailers.

f) Notwithstanding subsections "a" to "e", inclusive of the present section, the following shall be the slingloads for the undernoted commodities:

Rolls of Paper (Subject to subsection "a" hereof)

Up to 500 lbs.	3 per sling
500 to 1,000 lbs.	2 per sling
Over 1,000 lbs.	1 per sling

(when loading from handtrucks)

Deals and Lumber

Pine or Spruce deals, 3", 12 pieces per sling except spruce deals not exceeding 7" wide, 14 pieces.

Pine or Spruce deals, 2", 18 pieces per sling.

When spruce or pine scantlings or deals are handled together, not less than the equivalent of 12 pieces of 3".

Pine or spruce, 1", 30 to 32 pieces.

Pine or spruce scantlings, equivalent of 12 pieces of 3".

Pine or spruce deal ends, 8 to 10 ft. long, 18 pieces.

Pine or spruce deal ends, 10 to 12 ft. long, 16 pieces.

Pine or spruce deal ends, 2 to 7 ft. long, 32 pieces.

Saw birch, 4", 10 pieces; Saw birch, 3", 12 pieces; Saw birch, 2", 16 pieces; Saw birch, 1" 0 pieces.

Le bois excédant 16 pieds de longueur, 3" d'épaisseur, est considéré comme du bois long et la charge est de 10 morceaux.

Les quantités de madriers ou de bois de construction ci-haut mentionnées s'appliquent aux opérations faites au moyen de voitures à mains seulement.

Quand des voitures mécaniques ou des remorques sont utilisées, les quantités peuvent être augmentées.

Le chargement du bois des wagons ou des quais découverts au vaisseau est considéré comme une opération séparée, lorsque l'on ne se sert pas de voitures ou des remorques. Dans ce cas, la charge de l'élingue doit être conforme aux conditions existantes et l'équipe ne doit pas compter moins de seize (16) salariés.

VIII. *Durée du décret*: Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1948. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1948 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 mai 1949.

24904-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Blue Fannel Line; Blue Peter Steamships Ltd.; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line of Steamers; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canadian South American Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Ltd.; Donaldson Line Ltd; Cunard White Star Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd.; Furness, Withy & Co. Ltd.; Head Line and Lord Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Java-New York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormick Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New

All timber exceeding 16ft. in length, 3" thick is considered as long timber, and the load shall be 10 pieces.

The foregoing quantities of deals and or lumber cover operations with handtrucks only.

When mechanical trucks and/or trailers are used, the quantities may be increased.

The loading of lumber from cars or open wharves to ship is a separate operation when no truck or trailer is used, and the slingload shall be governed by prevailing conditions, the gang for this operation not to comprise less than 16 men.

VIII. *Duration of the decree*: The decree shall remain effective until the 31st of December 1949. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party serve written notice on the other party to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), prior to December 31st 1949, or prior to December 31st of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 14, 1949.

24904-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Blue Fannel Line; Blue Peter Steamships Ltd.; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line of Steamers; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canadian South American Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Ltd.; Donaldson Line Ltd; Cunard White Star Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd.; Furness, Withy & Co. Ltd.; Head Line and Lord Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Java-New York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Manchester Liners Ltd.; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormick Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New

Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Silver Line Ltd.; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corporation.

Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Silver Line Ltd.; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corporation.

Et, d'autre part:

"International Longshoremen's Association" et son local numéro 1657.
pour les employeurs et les salariés des occupations visées suivant les conditions ci-après décrites:

I. a) Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale du décret comprendra le Havre de Montréal.

b) Jurisdiction professionnelle: Le décret régira tous les vérificateurs et tonneliers, travaillant sur les navires océaniques dans le Havre de Montréal.

II. Heures de travail et taux de salaires: a) Les heures de travail et les taux de salaires sont les suivants:

Distribution des heures de travail	Salaires horaires Vérificateurs et tonneliers
Travail de jour:	
De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.	\$1.30
Travail de nuit:	
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m. lorsque requis de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. et, le samedi, de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.	1.95

b) Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. est considéré comme travail de nuit.

III. Dispositions spéciales relatives aux salaires et à la durée du travail: a) Les heures des repas sont distribuées entre 5.00 a.m. et 8.00 a.m., midi et 1.00 p.m., 6.00 p.m. et 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et minuit. Tout travail exécuté par les salariés pendant ces périodes doit être rémunéré au double du taux de salaire établi, et ce, jusqu'à ce que lesdits salariés soient renvoyés pour leur repas.

b) Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean Baptiste, le jour de la Confédération, la Fête du Travail et la Toussaint doit être rémunéré au double du taux de salaire établi.

c) A moins de raison suffisamment grave, les employeurs doivent s'abstenir de faire travailler les salariés durant les heures de repas, ainsi que les dimanches et jours de fêtes.

d) Les salariés mis à l'ouvrage soit le jour ou la nuit doivent être rémunérés pour la période complète de travail pour laquelle ils ont été appelés; toutefois, cette disposition est sujette aux paragraphes "e" et "f" du présent article.

e) En cas d'arrêt du travail sur le navire pour cause de mauvaise température, les salariés doivent recevoir une rémunération supplémentaire équivalente à une heure de salaire au taux établis en plus du travail déjà accompli.

f) Les salariés requis de travailler aux malles, messageries ou bagages les dimanches, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la Fête du Travail ou la Toussaint doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux heures de travail au taux réglementaire; cette rémunération compte à partir de l'heure pour laquelle ils sont appelés, s'ils se rapportent à cette heure.

And, on the other part:

International Longshoremen's Association and its local number 1657.
for the employers and the employees of the occupations concerned according to the following conditions:

I. a) Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Harbour of Montreal.

b) Professional jurisdiction: The decree shall govern all checkers and coopers working on ocean-going vessels in the Harbour of Montreal.

II. Hours of labour and rates of wages: a) The hours of labour and the rates of wages are the following:

Distribution of hours of labour	Hourly rates Checkers and Coopers
Day works:	
From 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.	\$1.30
Night work:	
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m. (if required), From 7.00 p.m. to 11.00 p.m., from midnight to 5.00 a.m. and, on Saturday, from 1.00 p.m. to 6.00 p.m.	1.95

b) All work performed between the hours of 5.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be considered as night work.

III. Special provisions relating to wages and duration of labour: a) Meal hours are distributed between 5.00 a.m. and 8.00 a.m., noon and 1.00 p.m., 6.00 p.m. and 7.00 p.m. and 11.00 p.m. and midnight. The employees required to work during these periods shall receive double time, at the prevailing rate, until relieved for meals.

b) All work performed on Sundays, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day and All Saints Day shall be paid double time, at the prevailing rate.

c) The employees shall not be required to work during the meal hours nor on Sundays and holidays if this can be reasonably avoided by the employers.

d) The employees put to work during the day or night shall receive the full working period for which they have been called; however, this provision is subject to sub-section "e" and "f" of the present section.

e) When work on the ship has to be discontinued on account of adverse weather conditions employees shall be paid one hour at the prevailing rate, in addition to any hour or hours already worked.

f) The employees called to work mails, express or baggage on Sunday, St. Jean-Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day or All Saints Day shall be paid from the hour at which they are called to report and do report, with a minimum of two hour's pay at the prevailing rate.

g) L'employeur doit aviser les salariés avant l'expiration de toute période de travail s'ils sont requis pour la période suivante.

h) Les salariés qui ne sont pas mis au travail doivent quitter le quai à 8.30 a.m. et 1.30 p.m.

IV. *Dispositions spéciales concernant les vérificateurs et les tonneliers:* a) Les vérificateurs employés temporairement comme premiers vérificateurs à l'arrimage ou aux hangars doivent recevoir au moins dix cents (\$0.10) additionnels l'heure.

b) Les vérificateurs exécutant du travail de bureau doivent recevoir cinq cents (\$0.05) l'heure en plus du taux réglementaire.

c) Les employeurs ont le droit d'utiliser les services de leurs employés réguliers payés hebdomadairement ou mensuellement, pour le travail de vérificateur ou de tonnelier à être exécuté sur les quais; tels employés réguliers ne sont pas assujettis au décret.

d) Le peinturage des cargaisons est compris dans le travail des vérificateurs et des tonneliers.

V. *Durée du décret:* Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1949. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à se contraire à l'autre partie dans un délai qui ne doit pas être plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1948 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 mai 1949.

24905-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont soumis une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Blue Fannel Line; Blue Peter Steamships Ltd.; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line of Steamers; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canadian South American Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Ltd.; Donaldson Line Ltd; Cunard White Star Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd.; Furness, Withy & Co. Ltd.; Head Line and Lord Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Java-New York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Manchester Liners Ltd.;

g) Employees shall be informed before the expiry of any working period if they are to be required for the following period.

h) Employees, when not put to work, shall be required to leave the wharf at 8.30 a.m. and 1.30 p.m.

IV. *Special provisions concerning the checkers and coopers* a) Checkers, when employed temporarily as head checkers on stowage or as warehousemen, shall be paid not less than ten (\$0.10) additional cents per hour.

b) Checkers doing office work shall receive five (0.05) cents more per hour than the prevailing rate.

c) Employers have the right to use their regular weekly or monthly-paid, employees in connection with any checking and cooping work to be done on the wharves; such employees not to be governed by the decree.

d) Painting of cargoes is included in the work done by checkers and coopers.

V. *Duration of the decree* The decree shall remain in force until December 31, 1949; it then renews itself automatically from year to year, unless either party serves written notice on the other party to the contrary within a delay of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to December 31, 1949, or prior to December 31 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 14, 1949.

24905-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc.; Argonaut Navigation Co. Ltd.; Atlantic Shipping Agencies Ltd.; Blue Fannel Line; Blue Peter Steamships Ltd.; Bristol City Line (Canada) Ltd.; Bristol City Line of Steamers; Canada-Asiatic Line Ltd.; Canada Continental Line Ltd.; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian Shipowners Ltd.; Canadian South American Line; Capo Line; Christensen Canadian South African Line; County Line Ltd.; Cunard Donaldson Ltd.; Donaldson Line Ltd; Cunard White Star Ltd.; Dingwall Shipping Co. Ltd.; Donaldson Atlantic Line Ltd.; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd.; Ellerman & Bucknall Steamship Co.; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd.; Furness, Withy & Co. Ltd.; Head Line and Lord Line; Irish Shipping Ltd.; International Freighting Corp.; Java-New York Line; Kerr Steamships Ltd.; Leif Hoegh & Co. A/S; Lunham & Moore Shipping Limited; Manchester Liners Ltd.;

March Shipping Agency Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormick Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Silver Line Ltd.; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corporation.

March Shipping Agency Ltd.; McLean Kennedy Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line Ltd.; Montreal Shipping Co. Ltd.; Montship Lines Ltd.; Moore-McCormick Lines Inc.; Newfoundland-Canada Steamships Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian America Line; Oranje Line; Quebec Steamship Lines, Ltd.; Robert Reford Co. Ltd.; Saguenay Terminals Ltd.; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd.; Silver Line Ltd.; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd.); Triton Steamship Co. Ltd.; United States Lines Co. (Canada) Ltd.; Watts, Watts Co. Ltd.; American Pioneer Line; South African Marine Corporation.

ET, D'AUTRE PART:

"International Longshoremen's Association" et son local affilié numéro 1552.

pour les employeurs et les salariés des occupations visées, suivant les conditions ci-après décrites:

I. a) *Jurisdiction territoriale* La juridiction territoriale du décret comprendra le port de Montréal.

b) *Jurisdiction industrielle* Le décret régira tout travail d'agencement des vaisseaux océaniques venant dans le port de Montréal, relativement au chargement ou au déchargement du grain et des bestiaux.

Il régira aussi tout le travail de charpenterie ou de menuiserie exécuté sur les appareils utilisés pour le débardage, mais ne s'applique pas aux employés permanents exécutant ce travail.

II. *Taux de salaires et durée du travail* a) Les heures de travail et les taux minima de salaires sont les suivants:

Distribution des heures de travail	Salaire horaire
De 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.	\$1.40
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. et de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi	2.10

b) Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et la Toussaint doit être rémunéré au double du taux de salaire régulier.

c) Tout travail exécuté pendant les heures de repas doit être rémunéré au double du taux de salaire établi et ce, pour chaque heure subséquente également, jusqu'à ce que les salariés soient renvoyés pour leur repas. Les salariés ne doivent pas être requis de travailler pendant deux périodes consécutives de repas.

d) Les salariés requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7.00 p.m. et rémunérés conformément au taux réglementaire à compter de cette heure jusqu'à leur renvoi; si leurs services ne sont pas requis, ils doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux heures de travail.

Lorsque les hommes reprennent le travail à minuit, ils doivent recevoir plein salaire jusqu'à l'heure régulière de cessation du travail à moins que le travail sur le vaisseau ne soit sur le point de se terminer; ils sont alors rémunérés jusqu'à ce que le travail dans leur écouteille ne soit terminé, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération. Lorsqu'il faut renvoyer les hommes à cause de la température, ces derniers doivent être rémunérés jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération.

AND, ON THE OTHER PART:

International Longshoremen's Association and its affiliated local number 1552.

for the employers and the employees of the occupations concerned, according to the following conditions:

I. a) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Harbour of Montreal.

b) *Industrial jurisdiction*: The decree shall apply to all fitting of ocean-going vessels lying in the Harbour of Montreal for grain and cattle.

It shall also govern all woodwork in connection with the stevedoring gear, except where permanent gear men are employed.

II. *Rates of wages and duration of labour*: a) the hours of labour and the minimum rates of wages shall be the following:

Distribution of the hours of labour	Hourly rates
From 8.00 a.m. to noon and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.	\$1.40
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m., from midnight to 5.00 a.m. and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. on Saturday	2.10

b) Double time shall be paid on Sundays, St. John the Baptist Day, Dominion Day and All Saints Day.

c) Should the employees be required to work during meal hours, they shall receive double time, at the prevailing rate, and for each succeeding hour until discharged for meals. The employees shall not be required to work through two successive meal periods.

d) The employees required to work during the night must be called for 7.00 p.m. and paid, at the prevailing rate, from this hour until discharged; should their services not be required, they shall receive a minimum of two (2) hours' pay.

When men resume work at midnight, they shall be paid full rate until regular knocking off time except when ship is finishing, in which case they will be paid until their hatch is completed, but not less than two (2) hours. If men have to be knocked off owing to weather conditions, they shall be paid until time knocked off, but not less than two (2) hours.

e) Tout travail exécuté dans les cales des vaisseaux ayant contenu ou contenant des cargaisons de soufre ou d'engrais chimique est sujet aux conditions suivantes, si le vieux bois est utilisé en tout ou en partie:

e) For work performed in holds of steamers, in which bulk sulphur or bulk fertilizer has been stowed and where the old wood is being used in whole or part, the rates of wages and the hours of labour shall be the following:

<i>Distribution des heures de travail</i>	<i>Salaire horaire</i>
de 8.00 a.m. à 5.00 p.m.	\$1.50
De 5.00 p.m. à 6.00 p.m. de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. et de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le samedi . . .	\$2.25

<i>Distribution of the hours of labour</i>	<i>Hourly rates</i>
From 8.00 a.m. to 5.00 p.m.	\$1.50
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m., from 7.00 p.m. to 11.00 p.m., from midnight to 5.00 a.m. and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m. on Saturday	2.25

Si du bois neuf est utilisé pour l'exécution de ce travail les taux de salaires prévus au paragraphe "a" du présent article sont applicables.

Should work be performed with new wood, the rates of wages shall be those mentioned in subsection "a" of the present section.

f) Le travail de jour doit commencer à 8.00 a.m. et 1.00 p.m.

f) Starting times for day work shall be at 8.00 a.m. and 1.00 p.m.

g) Lorsque les salariés sont employés au nettoyage des cales dans lesquelles du noir de fumée ou du charbon en sacs, de la chaux en sacs, du nitrate, du soufre, du minerai, de la potasse, des sacs de soude, des cargaisons de porcelaine, d'engrais chimique, de peaux humides en sacs, en paquets ou libres, ou de charbon ont été arrimés, le taux de salaire horaire doit être de \$1.55 de 8.00 a.m. à 5.00 p.m. et de \$2.32½ de 5.00 p.m. à 6.00 p.m., de 7.00 p.m. à 11.00 p.m., de minuit à 5.00 a.m. et le samedi, de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

g) Where employees are employed for cleaning of holds in which nitrate, lamp-black or carbon-black in bags, lime in bags, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, full cargoes of china clay and fertilizer, wet hides in bags, bundles or losse, and coal have been stowed, the rate of pay shall be \$1.55 per hour for the periods between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. and \$2.32½ per hour for the periods between 5.00 p.m. and 6.00 p.m., 7.00 p.m. and 11.00 p.m., and midnight and 5.00 a.m. and the hours between 1.00 p.m. and 6.00 p.m. on Saturday.

Ces taux s'appliquent aussi lorsque les salariés doivent travailler dans des chambres frigorifiques à une température de 32 degrés Fahrenheit ou plus basse, ou sont requis de faire le vidage (bleeding) de sacs de grain.

These rates also apply when employees are ordered to work in refrigerator compartments where the temperature is 32 degrees Fahrenheit or lower, or when employed in "bleeding" of grain bags.

h) Lorsque les salariés sont employés sur un vaisseau prenant charge d'engrais ammoniacal, ou qui en est déjà chargé, les taux de salaires sont de un dollar et soixante-quinze cents (\$1.75) l'heure pour tout travail exécuté entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. A toute autre période de journée, exception faite de celle des repas, et le samedi, de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le taux de salaire est de deux dollars et soixante-deux cents et demi (\$2.62½) l'heure.

h) Where employees are employed on ships on which ammonium nitrate fertilizer is being or has been loaded, the rates of pay shall be one dollar and seventy-five cents (\$1.75) per hour for the periods between 8.00 a.m. and 5.00 p.m.; all other hours (except meal hours), and the hours between 1.00 p.m. and 6.00 p.m. on Saturday to be paid at the rate of two dollars and sixty-two and one-half cents (\$2.62½) per hour.

III. Dispositions spéciales a) L'écoulement du grain dans les conduits doit cesser pendant que les salariés descendent dans la cale pour y travailler; deux (2) salariés doivent demeurer sur le pont pendant ce temps, si nécessaire.

III. Special provisions: a) The running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work; two (2) men to stand on deck during that time if necessary.

b) S'il est nécessaire d'installer des bardis de l'avant à l'arrière dans les cales n'ayant pas de cloison longitudinale fixe, une équipe composée d'au moins douze (12) salariés doit être employée; l'emploi d'une équipe d'au moins (10) salariés est exigé lors de l'installation de bardis dans les écoutes munies ou non d'alimentateur ("feeders"). Des membres de cette équipe peuvent toutefois être employés à l'exécution d'un travail accessoire, tel que celui qui consiste à faire des divisions, pendant que les autres membres de l'équipe continuent leur travail. Si les charpentiers-doubleurs ne peuvent fournir le nombre total de salariés requis, les employeurs ou les contracteurs-arrimeurs ont toute latitude dans la distribution des salariés disponible.

b) A minimum gang of twelve (12) men shall be employed when hold require shifting boards fore and aft and have no permanent longitudinal bulkheads, and a minimum gang of the men shall be employed when putting up shifting boards in hatchways with or without feeders but members of this gang can be utilized for minor work, such as making separations, the balance of the gang continuing their work while these members are so employed. In the event of the shipliners being unable to furnish the full number of men required, the Companies and/or Contracting Stevedores have the right of distribution of men available.

IV. La distribution des heures de travail ci-haut mentionnée est faite à condition que les employeurs et les salariés prennent toutes les mesures possibles afin d'éviter que la moyenne des heures de travail n'excède quarante-huit (48) par semaine.

IV. The above distribution of working hours is made on the condition that the employers and the employees shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week shall not exceed forty-eight (48).

V. Durée du décret Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1949. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractante ne donne un avis écrit à ce contraire

V. Duration of the decree: The decree shall remain effective until the 31st of December 1949. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party serves written notice on the other party, to the con-

à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1949 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 mai 1949.

24912-0

within a delay of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30), prior to December 31st, 1949, or prior to December 31st of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 14, 1949.

24912-0

Liquidation, avis de :

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Limouilou Land Company Limited", tenue le 2 avril 1949, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q., 1941, chapitre 278, et que M. Léon Côté, C.A., a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHESI.

24935-0

Notice is given that, at a special general meeting of the shareholders of the company "Limouilou Land Company Limited", held on April 2, 1949, a resolution was adopted, to the effect that the affairs of the said company be voluntarily wound-up and that the said company be dissolved, pursuant to the provisions of the Winding-up Act, R.S.Q., 1941, chapter 278, and that Mr. Léon Côté, C.A., was appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May, 1949.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

24935

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 24 février 1949.

MM. Marcel-J. Blain, gérant, Household Finance, de Montréal, Dr G.-A. Lapointe, U.M., président du Collège des pharmaciens de la province de Québec, Harold John Chalmers, gérant de bureau, 4668 ave Coolbrook, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Albert Morin, David Larkin, Arthur Gouin, tous trois de St-Julien de Wolfstown, comté de Wolfe: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Lionel Pilon, de St-Clet, Rolland Hébert, industriel, 1453 rue Galt, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Nestor Lachance, de Baie Comeau: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay; James Alfred Dextraze, surintendant, de Duhamel, comté de Papineau, Robert-Calixte Corbeil, surveillant, de Thurso: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; Rodrigue Lauzer, inspecteur d'installations électriques, 847 rue St-Henri, Trois-Rivières: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières; Paul Lamoureux et Célestin Blain, tous deux de St-Rémi, comté de Napierville: juges de paix avec

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, February 24, 1949.

Messrs. Marcel J. Blain, manager, "Household Finance", of Montreal, Dr. G. A. Lapointe, U.M., President of the College of Pharmacists of the Province of Quebec, Harold John Chalmers, office manager, 4668, Coolbrook Ave., Montreal: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Albert Morin, David Larkin, Arthur Gouin, all three of St-Julien de Wolfstown, county of Wolfe: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of St. Francis: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. Lionel Pilon, de St-Clet, Rolland Hébert, industrialist, 1453 Galt Street, Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Nestor Lachance, of Baie Comeau: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Saguenay; James Alfred Dextraze, superintendent, of Duhamel, county of Papineau. Robert Calixte Corbeil, supervisor, of Thurso: to be justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Hull; Rodrigue Lauzer, electric installations' inspector, 847 St-Henri Street, Trois-Rivières: to be Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières; Paul Lamoureux and Célestin Blain,

jurisdiction sur le district judiciaire d'Iberville, et Georges H. Henley, enquêteur, Commission des pensions de vieillesse, de Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 10 mars 1949.

M. Norman McLeod, de Milan, comté de Frontenac: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François.

M. J.-A.-L. Michaud, chef de gare, de St-Malachie Station, comté de Dorchester: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce.

M. Edouard Majeau, du village de L'Épiphanie, comté de L'Assomption: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette.

MM. Lauréat Montpas, 10, de l'Espinay ouest, Québec, et Georges-Edouard Giroux, comptable à l'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la vie: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; John Leslie Cook, de Bedford: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford; Wilfrid Lamer, 391 Blvd Labelle, Ste-Thérèse-de-Blainville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Jean-Baptiste Déglise, employé civil, 6901 rue Fabre, Roland Thibodeau, organisateur des Syndicats Nationaux de Montréal, 1621 rue Beaudry, app. 2, tous deux de Montréal, et Ivan Legault, organisateur régional des Syndicats Nationaux de Montréal, 58 rue Ste-Agathe, Ste-Agathe-des-Monts: juges de paix avec juridiction dans toute la province de Québec: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 17 mars 1949.

MM. Hormidas Thériault et Héliodore Boudreault, de Hâvre St-Pierre: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay.

MM. Henri Legault, comptable, 217 rue Victoria, Valleyfield: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauharnois; Gilbert Tremblay, surintendant, de Rivière-du-Loup: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska; Joseph-N. Desroches, représentant de Metropolitan Life Ins. Co., de Joliette: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette; Paul Forest, 206 rue Perreault est, Rouyn: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rouyn-Noranda; Zaccaria Di Muro, 1806 rue St-Zotique est, et Raoul Brisson, 5814 rue de la Roche, tous deux de Montréal, juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

both of St-Rémi, county of Napierville: to be Justices of the Peace over the judicial district of Iberville, and Georges H. Henly, investigator, Old Age Pensions Commission, of Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé North: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Gaspé: The Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, R.S.Q. 1941, chapter 15).

Québec, March 10, 1949.

Mr. Norman McLeod, of Milan, county of Frontenac: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of St. Francis.

Mr. J. A. L. Michaud, station master, of St-Malachie Station, county of Dorchester: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Beauce.

Mr. Edouard Majeau, of the village of L'Épiphanie, county of L'Assomption: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette.

Messrs. Lauréat Montpas, 10 de l'Espinay ouest, Quebec, and Georges Édouard Giroux, accountant, at "L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la vie: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; John Leslie Cook, of Bedford: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Bedford; Wilfrid Lamer, 391 Labelle Blvd. Ste-Thérèse-de-Blainville: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Jean-Baptiste Delisle, civil servant, 6901 Fabre Street, Roland Thibodeau, organizer of the "Syndicats Nationaux de Montréal, 1621 Beaudry Street, Apt. 2, both of Montreal, and Ivan Legault, regional organizer of the "Syndicats Natiaux de Montréal", 58 Ste. Agathe Street, Ste-Agathe-des-Monts: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the whole Province of Quebec. — The justices of the peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Québec, March 17, 1949.

Messrs. Hormidas Thériault and Héliodore Boudreault, of Hâvre St-Pierre: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay.

Messrs. Henri Legault, accountant, 217 Victoria Street, Valleyfield: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauharnois; Gilbert Tremblay, superintendent, of Rivière-du-Loup: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska; Joseph N. Desroches, representative of the Metropolitan Life Ins. Co., of Joliette: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette; Paul Forest, 206 Perreault street East, Rouyn: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rouyn-Noranda; Zaccaria Di Muro, 1806 St-Zotique Street East, and Raoul Brisson, 5814 de la Roche Street, both of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Québec, 24 mars 1949.

M. Hubert Huard, député-protonotaire de la Cour supérieure, député-greffier de la Cour de circuit, de la Cour de magistrat, de la Couronne et de la Paix, et officier spécial, district de Hull: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de Hull, telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des serments, à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoenas et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

M. Émile Robillard, du village de Lavaltrie: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette.

MM. Hormidas Grondin, industriel, et Arthur Fortin, cultivateur, tous deux de St-Martin: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce.

MM. Jean-R. Brillant, gérant de district, Alliance Nationale, Compagnie mutuelle d'assurance-vie, de Rimouski: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Léo Robitaille, comptable, 89 rue Maisonneuve, Hull: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull, et Roland Beaudry, C.A. vérificateur au service de la taxe de vente à Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal:— Les trois juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 31 mars 1949.

M. Paul Lyonnais, de St-Paul-de-Chester: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska.

MM. Robert James Clarke, agent manufacturier, 1101 rue Valiquette, Omer Cournoyer, gérant de magasin, 3931 rue Lanouette, tous deux de Verdun, Lucien Diotte, 6525 rue de Normandie, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; F. R. Asprey, gérant de Cascapedia Manufacturing and Trading Co., de New Richmond, (B. P. Chaleurs): juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bonaventure; Léo Ledoux, agent d'assurance, 1082 rue Amherst, Trois-Rivières: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières; Alphonse Talbot, enquêteur, Commission des pensions de vieillesse, de St-Paul, comté de Montmagny: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny:— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 21 avril 1949.

MM. H. Malcolm Bouchard, gérant, 180 rue Champlain, Hull: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; Philippe Beauvais, cultivateur, de Clarenceville (Venise), comté de Missisquoi, Paul-Émile St-Jacques, enquêteur, Commission des pensions de vieillesse,

Quebec, March 24, 1949.

Mr. Hubert Huard, deputy prothonotary of the Superior Court, deputy clerk of the Circuit Court, of the Magistrate's Court, of the Crown and of the Peace, and special officer, district of Hull: to be a Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Hull, such jurisdiction, however, to be restricted to the administering of oaths, the receiving of complaints, the issue of arrest and search warrants writs of summons, subpoenas and warrants of custody, also the receiving of sureties and adjournment of cases, either alone, when the Law permits it, or with another Justice of the Peace when the Law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

Mr. Émile Robillard, of the village of Lavaltrie: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette.

Messrs. Hormidas Grondin, industrialist, and Arthur Fortin, farmer, both of St-Martin: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauce.

Messrs. Jean R. Brillant, district manager, Alliance Nationale, a mutual life insurance company, of Rimouski; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Léo Robitaille, accountant, 89 Maisonneuve Street, Hull: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull, and Roland Beaudry, C.A., auditor in the Sales Tax Service at Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal: The three Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, March 31, 1949.

Mr. Paul Lyonnais, of St-Paul-de-Chester: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska.

Messrs. Robert James Clarke, manufacturer's agent, 1101 Valiquette street, Omer Cournoyer, store manager, 3931 Lanouette street, both of Verdun, Lucien Diotte, 6525 de Normandie street, Montreal; to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; F.R. Asprey, manager of the Cascapedia Manufacturing and Trading Co., of New Richmond (P. O. Chaleurs): to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bonaventure; Léo Ledoux, insurance agent, 1082 Amherst street, Trois-Rivières; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the Judicial district of Trois-Rivières; Alphonse Talbot, investigator, Old Age Pensions Commission, of St-Paul, county of Montmagny: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montmagny:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, April 21, 1949.

Messrs. H. Malcolm Bouchard, manager, 180 Champlain street, Hull: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull; Philippe Beauvais, farmer, of Clarenceville (Venise), county of Missisquoi, Paul Émile St-Jacques, investigator, Old Age Pensions Com.

de Ste-Cécile-de-Milton, comté de Shefford, Alexis Loranger, inspecteur-électricien, R. R. 4, Granby: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford; Henri Savignac, secrétaire-inspecteur, Comité paritaire des épiceries et bouchers de Joliette, 2 Nord Place Bourget, Joliette, Jean-Lionel Longpré, secrétaire de la municipalité, de St-Paul l'Ermitte, comté de L'Assomption: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette; Henri Bilodeau, inspecteur-électricien, 81 rue Murray, Sherbrooke, et Louis-Émile Boutin, agronome, de Disraéli: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François; Paul-Émile Roy, propriétaire et franc-tenancier de la paroisse de St-Ferdinand, (Bernierville), comté de Mégantic: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska; Jos. Turcotte, Raymond Drouin, J.-P. Drouin, employés tous trois au service des corporations, bureau du Revenu, Michel Towner, inspecteur en plomberie, 71 rue Bigaouette, Québec, Jean-Louis Frenette, secrétaire-trésorier de la municipalité, de St-Marc-des-Carières, comté de Portneuf: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, et Edouard Paquin, enquêteur, Commission des pensions de vieillesse, de Louiseville, comté de Maskinongé: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Docteur Gustave Ferland, médecin, de Beauport: coroner conjoint du district judiciaire de Québec, avec juridiction seulement sur le district électoral de Québec-Comté.

Québec, 28 avril 1949.

M. Omer Giguère, de Sherbrooke: député-greffier de la Cour de magistrat, député-greffier de la paix et député-greffier de la couronne aux greffes de la Cour de magistrat, de la paix et de la couronne, district de St-François, à compter du 16 avril 1949, et nommé, en outre, juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des serments, à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoenas et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

MM. Paul-Émile Gauvin, inspecteur de sécurité dans le Parc national des Laurentides pour le compte de la Donnacona Paper Company, 11 rue Claire-Fontaine, Québec: juge de paix pour les districts judiciaires de Québec, de Chicoutimi, de Roberval et de Saguenay; Paul-Émile Bessette, propriétaire de garage, 4271 rue St-Antoine, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: — Les deux juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S. R. Q. 1941, chapitre 15).

24933-0

mission, of Ste-Cécile-de-Milton, county of Shefford, Alexis Loranger, electrical inspector, R.R. 4, Granby: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford; Henri Savignac, secretary and inspector, Joint Committee of Grocers and Butchers of Joliette, 2 Nord Place Bourget, Joliette, Jean Lionel Longpré, secretary of the municipality, of St-Paul l'Ermitte, county of L'Assomption: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette; Henri Bilodeau, electrical inspector, 81 Murray street, Sherbrooke, and Louis Emile Boutin, agronomist, of Disraeli: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis; Paul Emile Roy, proprietor and freeholder of the parish of St-Ferdinand (Bernierville), county of Mégantic: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska; Jos. Turcotte, Raymond Drouin, J. P. Drouin, all three employed in the Corporations service, Revenue Office, Michel Towner, plumbing inspector, 71 Bigaouette street, Quebec, Jean Louis Frenette, secretary treasurer of the Municipality of St-Marc-des-Carières, county of Portneuf: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec, and Edouard Paquin, investigator, Old Age Pensions Commission, of Louiseville, county of Maskinongé: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Doctor Gustave Ferland, physician, of Beauport: to be joint coroner for the judicial district of Quebec, with jurisdiction over the electoral district of Quebec-County only.

Québec, April 28, 1949.

Mr. Omer Giguère, of Sherbrooke; to be deputy clerk of the Magistrate's Court, deputy clerk of the Peace and deputy clerk of the Crown in the offices of the Magistrate's Court, the Peace and the Crown, district of St. Francis, as from the 16th of April, 1949, and appointed, moreover Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S. Q., 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, such jurisdiction, however, to be restricted to the administering of oaths, the receiving of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas and warrants of custody, and also the receiving of sureties and adjournment of cases, either alone when the Law permits it, or with another Justice of the Peace, when the Law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

Messrs. Paul Emile Gauvin, Safety inspector in the National Laurentides Park for the Donnacona Paper Company, 11 Claire-Fontaine street, Quebec: to be a Justice of the Peace for the judicial districts of Quebec, Chicoutimi, Roberval and Saguenay; Paul Emile Bessette, garage owner, 4271 St-Antoine street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal: — The two Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

24933

Sièges sociaux

Head Offices

Canada, province de Québec, district de Québec

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

COTÉ & MARMEN INC.

COTÉ & MARMEN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la Compagnie "Côté & Marmen Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-troisième jour du mois de mars mil neuf cent quarante-neuf, et ayant son bureau principal dans la cité de Lévis, a établi son bureau au N° 12 rue Commerciale.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Lévis, ce cinquième jour de mai 1949.

24898-o

Le Secrétaire,
RAYMOND COTÉ.

Notice is hereby given that the company "Côté & Marmen Inc.", incorporated by letters patent dated the twenty-third day of the month of March, one thousand nine hundred and forty-nine, and having its head office in the city of Lévis, has established its office at No. 12 rue Commerciale.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Lévis, this fifth day of May, 1949.

24898

RAYMOND COTÉ,
Secretary.

ARCAND & DION CIE LTÉE

ARCAND & DION CIE LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Arcand & Dion Cie Ltée", constituée en corporation par lettres patentes accordées par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 7 avril 1949, enregistrées le 11 avril 1949, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi ledit siège social à 6343, 2e avenue, Rosemont.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 30 avril 1949.

24901-o

Le Secrétaire,
(Signé) O. ARCAND.

Notice is hereby given that the company "Arcand & Dion Cie Ltée", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 7th of April, 1949, registered the 11th of April, 1949, and having its head office in the city of Montreal, has established the said head office at 6343 2nd Avenue, Rosemount.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 30th of April, 1949.

24901

(Signed) O. ARCAND,
Secretary.

Avis est donné que la compagnie Cowansville Potteries Inc., constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 août 1948, a établi son bureau et principale place d'affaires en la ville de Cowansville, district de Bedford.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 5 mai 1949.

24902

Le Secrétaire,
JOS. GOLDSTEIN.

Notice is hereby given that the Cowansville Potteries Inc., incorporated by Letters Patent on the 23rd of August, 1948, has established its office and principal place of business in the Town of Cowansville, in the District of Bedford.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 5th day of May 1949.

24902-o

JOS. GOLDSTEIN,
Secretary.

AVIS DE SIEGE SOCIAL

HEAD OFFICE NOTICE

LA CIE A. LAGACÉ LTÉE

LA CIE A. LAGACÉ LTÉE

Avis public est donné que La Cie A. Lagacé Ltée a maintenant son siège social au 64 de la rue St-Joseph, Québec, P.Q.

24927-o

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ B. ROBERT.

Public notice is given that the head office of La Cie A. Lagacé Ltée is now at 64 St. Joseph St. Quebec, P.Q.

24927-o

RENÉ B. ROBERT,
Secretary-Treasurer.

JOHN MILLEN HULL LIMITED

JOHN MILLEN HULL LIMITED

Avis est par les présentes donné que "John Millen Hull Limited" constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 5 avril 1949 et ayant son siège social en la cité de Hull, en la province de Québec, a établi son bureau à 87 rue Montcalm, Hull, P.Q.

A compter de la date du présent avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Hull, P.Q., le vingt-et-un avril 1949.

(Sceau)
24920

JOHN MILLEN HULL LIMITED,
Le Président,
JAMES N. MILLEN,

Notice is hereby given that "John Millen Hull Limited" incorporated pursuant to the Quebec Companies Act by Letters Patent, dated 5th April 1949, and having its Head Office at the City of Hull, in the Province of Quebec, has established its office at 87 Montcalm Street, Hull, P.Q.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Hull, P.Q., this 21st day of April 1949.

(Seal)
24920-o

JOHN MILLEN HULL LIMITED,
JAMES N. MILLEN,
President.

JOHN MILLEN VAL D'OR LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que John Millen Val d'Or Limitée, constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 5 avril 1949, et ayant son siège social en la cité de Val d'Or, en la province de Québec, a établi son bureau à 836 3e Avenue, Val d'Or, P.Q.

A compter de la date du présent avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Val d'Or, P.Q. le 21 avril 1949.

JOHN MILLEN VAL D'OR LIMITÉE,
(Seau) Le Président,
24921 JAMES N. MILLEN.

JOHN MILLEN VAL D'OR LIMITÉE

Notice is hereby given that "John Millen Val d'Or Limitée" incorporated pursuant to the Quebec Companies Act by Letters Patent, dated 5th April 1949, and having its Head Office at the City of Val d'Or, in the Province of Quebec, has established its office at 836 3rd Avenue, Val d'Or, P.Q.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Val d'Or, P.Q., this 21st day of April 1949.

JOHN MILLEN VAL D'OR LIMITÉE,
(Seal) JAMES N. MILLEN,
24921-o President.

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE COWANSVILLE
(Comté de Missisquoi)

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la Ville de Cowansville recevra, à compter de la date de la publication du présent avis jusqu'au 30e jour de mai 1949, à huit heures de l'après-midi, à l'Hôtel de Ville, 153 rue Principale, Cowansville, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations de la ville de Cowansville" pour l'achat de \$125,000. d'obligations datées du 1er mars 1949 émises sous l'autorité de son règlement N° 257 et remboursables en séries suivant le tableau suivant:

Tableau d'amortissement—\$125,000.00—20 ans

Année	Capital
1er mars 1950	\$ 2,000.00
1er mars 1951	2,000.00
1er mars 1952	2,000.00
1er mars 1953	3,000.00
1er mars 1954	3,000.00
1er mars 1955	3,000.00
1er mars 1956	4,000.00
1er mars 1957	4,000.00
1er mars 1958	4,000.00
1er mars 1959	5,000.00
1er mars 1960	5,000.00
1er mars 1961	5,000.00
1er mars 1962	9,000.00
1er mars 1963	9,000.00
1er mars 1964	9,000.00
1er mars 1965	10,000.00
1er mars 1966	10,000.00
1er mars 1967	10,000.00
1er mars 1968	12,000.00
1er mars 1969	14,000.00

Les soumissions peuvent être faites pour des obligations portant intérêt à un taux n'excédant pas 3½% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. L'intérêt sera payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le capital et les intérêts seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Cowansville, à Montréal ou à Québec. Les obligations pourront être émises en coupures de \$500 et/ou de \$1,000 et elles pourront être enregistrées quant au capital seulement.

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF COWANSVILLE
(County of Missisquoi)

Public notice is hereby given that the Council of the Town of Cowansville will receive from the date of the publication of this notice to the 30th day of May 1949, at eight o'clock in the afternoon, at the Town Hall, 153 Main Street, Cowansville, written tenders, sealed and endorsed "Tenders for Bonds of the Town of Cowansville", for the purchase of \$125,000.00 of bonds of the Town of Cowansville dated march 1st, 1949, issued under the authority of its by-law No. 257 and redeemable serially as set forth in the following table:

Table of redemption—\$125,000.00—20 years

Year	Capital
March 1st, 1950	\$ 2,000.00
March 1st, 1951	2,000.00
March 1st, 1952	2,000.00
March 1st, 1953	3,000.00
March 1st, 1954	3,000.00
March 1st, 1955	3,000.00
March 1st, 1956	4,000.00
March 1st, 1957	4,000.00
March 1st, 1958	4,000.00
March 1st, 1959	5,000.00
March 1st, 1960	5,000.00
March 1st, 1961	5,000.00
March 1st, 1962	9,000.00
March 1st, 1963	9,000.00
March 1st, 1964	9,000.00
March 1st, 1965	10,000.00
March 1st, 1966	10,000.00
March 1st, 1967	10,000.00
March 1st, 1968	12,000.00
March 1st, 1969	14,000.00

Tenders may be made for bonds bearing interest at a rate not to exceed 3½% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. Interest will be paid semi-annually on March 1st and September 1st of each year. Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Cowansville, Montreal or at Quebec City. The bonds will be issued in denominations of \$500, and/or \$1,000 and will be registerable as to principal only.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair; à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus du Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront prises en considération à une séance spéciale (ou régulière) du conseil qui sera tenue à l'Hôtel de Ville 153 rue Principale Cowansville, le 30e jour de mai 1949, à 8 heures de l'après-midi ou après cette date aussitôt que le conseil pourra se réunir.

Cette émission a pour objet de financer la construction de nouvelles rues et trottoirs, et l'installation de services d'eau et d'égoûts sur des développements en cours.

La Ville de Cowansville se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Tout autre détail peut être obtenu en s'adressant au soussigné.

Donné à Cowansville, ce 10ième jour de mai 1949.

24930-o

Le Secrétaire-trésorier,
J. R. OUELLETTE.

AVIS

BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINS DE LA CITÉ DE SHERBROOKE

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées et endossées: "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à trois heures de l'après-midi, le 30 mai 1949, pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de \$300,000.00 du Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Sherbrooke, et remboursables en séries du 1er juin 1950 au 1er juin 1969 inclusivement.

Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêt à un taux n'excédant pas 3½% et le taux offert pourra être le même pour toute l'émission où il pourra varier selon les échéances. L'intérêt sera payable semi-annuellement le premier juin et premier décembre de chaque année. Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom apparaît dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Sherbrooke.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Ces obligations seront datées du premier juin 1949 et remboursables en série comme suit:

Année	Capital
1950	\$10,500.00
1951	11,000.00
1952	11,500.00
1953	12,000.00
1954	12,000.00
1955	12,500.00
1956	13,000.00
1957	13,500.00
1958	14,000.00

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest at the time of delivery.

The tenders will be taken into consideration at a special (or the regular) session of the Municipal Council to be held in the Town Hall, 153 Main Street, Town of Cowansville, on the 30th day of May 1949, at 8.00 o'clock in the afternoon or as soon thereafter as the Council may be convened.

The object of the issue is to finance the opening of new streets, the construction of roads and sidewalks, the installation of sewers and water mains on several new developments.

The Town of Cowansville does not bind itself to accept neither the highest nor any of the tenders.

Any other details may be obtained from the undersigned.

Given at Cowansville, this 10th day of May 1949.

24930-o

J. R. OUELLETTE,
Secretary-treasurer.

NOTICE

BOARD OF THE ROMAN CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS OF THE CITY OF SHERBROOKE

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed: "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to three o'clock in the afternoon of the 30th day of May 1949, for the purchase of an issue of bonds to the amount of \$300,000.00 of the Board of the Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke, and redeemable serially from June 1st 1950 to June 1st 1969 inclusively.

Tenders may be made for bonds bearing interest at a rate not exceeding 3½% and the rate offered may be the same for the total amount of the issue or may vary according to maturities. Interest will be payable semi-annually the first June and the first December of each year. Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Sherbrooke.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, under authority of Chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec 1941, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

The said bonds will be dated June 1st, 1949, and be redeemable serially as follows:

Year	Capital
1950	\$10,500.00
1951	11,000.00
1952	11,500.00
1953	12,000.00
1954	12,000.00
1955	12,500.00
1956	13,000.00
1957	13,500.00
1958	14,000.00

1959	14,500.00
1960	15,000.00
1961	15,500.00
1962	16,000.00
1963	16,500.00
1964	17,000.00
1965	18,000.00
1966	18,500.00
1967	19,000.00
1968	19,500.00
1969	20,500.00

1959	14,500.00
1960	15,000.00
1961	15,500.00
1962	16,000.00
1963	16,500.00
1964	17,000.00
1965	18,000.00
1966	18,500.00
1967	19,000.00
1968	19,500.00
1969	20,500.00

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, fait à l'ordre du Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Sherbrooke et égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus, sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à une session spéciale dudit bureau, session qui sera tenue à trois heures de l'après-midi, lundi le 30 mai 1949.

Le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Sherbrooke, ce 7ième jour de mai 1949.

24929-o Le Secrétaire-trésorier,
MAJELLA VIGNEAULT.

Each tender must be accompanied by a certified cheque to the order of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke, equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or not accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and taken into consideration at a special meeting of the said Board, to be held at three o'clock in the afternoon, Monday, the 30th of May, 1949.

The Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Sherbrooke, this 7th day of May, 1949.

24929-o MAJELLA VIGNEAULT,
Secretary-Treasurer.

Ventes — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Rimouski, N° 10,328, Cour supérieure (Siégeant en matière de faillite)

FRANÇOIS PARENT de la Ville de Rimouski, district de Rimouski, Failli, & HENRI-A. MARTIN, syndic;

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous mentionnés seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas.

Partie 1. Partie du numéro cent quatre-vingt-huit au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, étant un terrain situé au premier rang, dans la municipalité de Rimouski-Est, mesurant cent pieds de front est-ouest sur cent pieds de profondeur nord-sud, mesure anglaise, borné au nord au vendeur Léo Gagnon (A un chemin privé lui appartenant), à quarante pieds anglais au sud de la ligne de Louis-de-Gonzague Proulx, à l'est au vendeur, à un autre chemin privé lui appartenant, à une distance de vingt pieds anglais de la ligne actuelle à Léo Lachance, au sud et à l'ouest au vendeur, avec droit de passage, à pieds et en voiture, dans les dits chemins privés dont l'un conduisant (nord-sud) à un autre chemin privé du vendeur (est-ouest) situé plus au nord le long et au sud de la propriété du chemin de fer Canadien National, sujet à une rente foncière annuelle de \$45.00 payable le 1er avril.

Partie 2. Partie du numéro cent quatre-vingt-huit au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, étant un terrain situé au premier rang, dans la municipalité de Rimouski-Est, mesurant soixante pieds de front est-ouest sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord au vendeur Léo Gagnon, à un chemin privé lui appartenant, à l'est à l'acquéreur,

Sales — Bankruptcy Act

Canada, province of Quebec, district of Rimouski, No. 10,328 Superior Court, (sitting in bankruptcy).

FRANÇOIS PARENT, of the town of Rimouski, district of Rimouski, insolvent; & HENRI A. MARTIN, trustee.

Public notice is hereby given that the lands and hereditaments hereinunder mentioned will be sold at the respective time and place hereinbelow mentioned.

Part 1. Part of number one hundred and eighty-eight, on the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski, being a lot of land situate in the first range, in the municipality of Rimouski-East, measuring one hundred feet in front east-west by one hundred feet in depth north-south, English measure, bounded on the north by the vendor Leo Gagnon (by a private road belonging to him) forty feet English measure, south of the line of Louis-de-Gonzague Proulx on the east, by the vendor, by another private road belonging to him, at a distance of twenty feet, English measure, from the actual line of Léo Lachance, on the south and west by the vendor, with right of way on foot and in vehicle in the said private roads, one of which leading (north-south) to another private road of the vendor (east-west) situate farther north along and on the south of the property of the Canadian National Railway, subject to an annual ground rent of \$45 payable on the first of April.

Part 2. Part of number one hundred and eighty-eight on the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski, being a lot of land situate in the first range, in the municipality of Rimouski-East, measuring sixty feet in front east-west by one hundred feet in depth English measure, bounded on the north by the vendor Léo Gagnon, by a private road belonging to him,

au sud et à l'ouest au vendeur, sujet à une rente foncière annuelle de \$25.00 payable le 1er août.

Pour être vendu au bureau du syndic soussigné à Rimouski, le 9ème jour de JUIN 1949 à 10 heures de l'avant-midi (heures avancées).

Cette vente aura le même effet qu'une vente faite par le shérif.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.
Bureau:
152A, de l'Évêché,
Rimouski, Qué.

on the east by the purchaser, on the south and west by the vendor, subject to an annual ground rent of \$25 payable on the first of August.

To be sold at the office of the undersigned trustee, at Rimouski, on the 9th day of JUNE, 1949, at 10 o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time)

This sale shall have the effect of a Sheriff's Sale.

HENRI A. MARTIN,
Licensed Trustee.
24834-18-2
Office:
152A de l'Évêché,
Rimouski, Que.

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Émile Doddridge, ent.-Menuisier, Ste Catherine Station, Qué. débiteur.

Avis est par le présent donné que MARDI, le 31 MAI 1949 à 11 heures de l'avant midi, (heure avancée) sera vendu par encan public, aux bureaux des syndics soussignés, 111, côté de la Montagne, Québec, l'immeuble de cette faillite ci-après décrit:

Item A.— Un emplacement étant partie de la subdivision sept du lot originaire quatre cent soixante-sept (Ptie 467-7) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste Catherine, comté de Portneuf, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sujet à toutes servitudes de passage et autres, et le tout plus amplement décrit dans Acte de Vente par Fernand Morissette au susnommé débiteur, en date du 7 novembre 1947, devant Me Pierre-Paul Turgeon, notaire.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés,

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au Shérif.

Conditions de paiement: Comptant.

Québec, Qué. le 27 avril 1949.

Les Syndics,
LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux:
111, côte de la Montagne,
Québec, Qué.

24804-17-2-0

Canada, province de Québec, district de Montréal, N° 226. cour supérieure. "En faillite".

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de: JOSEPH JOLY, contracteur-peintre, 7573 rue Bordeaux, Montréal, cédant autorisé, & CLAUDE PERRAS, syndic.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

DÉSIGNATION

"Un emplacement ayant front sur la rue Bordeaux dans le quartier Montcalm, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent cinq (305) de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent soixante et dix huit (478-305) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets.

Avec toutes les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 7573 de la rue

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Émile Doddridge, contractor-joiner, Ste. Catherine Station, Que., Debtor.

Notice is hereby given that on TUESDAY the THIRTY-FIRST day of MAY, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), there will be sold by public auction, in the offices of the undersigned trustees, 111 Mountain Hill, Quebec, the immovable of this estate hereinafter described:

Item A. An emplacement being a part of subdivision seven of original lot four hundred and sixty-seven (Pt. 467-7) of the official cadastre for the parish of Ste-Catherine, county of Portneuf — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to all the servitudes of passage and others, and more amply described in the Deed of Sale by Fernand Morissette to the aforesaid debtor, dated the 7th of November, 1947, before Me Pierre Paul Turgeon, notary.

Titles and certificate may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

The said sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the Code of Civil Procedure and also section 45 of the Bankruptcy Act; the said sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Québec, Que. April 27, 1949.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Trustees.

Offices:
111 Mountain Hill,
Quebec, Que.

24804-17-2

Canada, province of Quebec, district of Montreal, No. 226, Superior Court (Sitting in Bankruptcy)

NOTICE OF SALE

In the matter of: JOSEPH JOLY, painting contractor, 7573 Bordeaux street, Montreal, authorized assignor, & CLAUDE PERRAS, trustee.

Public notice is hereby given that the following immovables, to wit:

DESCRIPTION

"An emplacement fronting on Bordeaux street in Montcalm Ward, of the city of Montreal, known and designated as being lot number three hundred and five (305) of the official subdivision of original lot number four hundred and seventy-eight (478-305) on the official plan and in the book of reference for the parish of Sault-aux-Récollets.

With all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 7573 Bordeaux street, of which

Bordeaux dont le mur sud-est de la dite bâtisse est mitoyen.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes passives et actives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble”

Seront vendus, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 10 mai 1949, à l'enchère publique conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite et manière à donner à cette vente l'effet du décret, au bureau du shérif du district de Montréal, Palais de Justice, Montréal, VENDREDI le 17ième jour de JUN 1949 à 11 heures de l'avant-midi (heure avancée de l'est).

Conditions: **COMPTANT.** En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements, cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 10ième jour de mai 1949.

Le Syndic,

Bureau de: **CLAUDE PERRAS.**

Perras & Perras, Syndics, -Licenciés,

4 est, rue Notre-Dame, Montréal.

Tél.: LA. 2196

24918-19-2-0

the southeast wall of the said building is mitoyen.

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable”.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal (Sitting in Bankruptcy), rendered on the 10th of May, 1949, by public auction pursuant to the provisions of section 45 of the Bankruptcy Act so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's Office for the district of Montreal, Court House, Montreal, on FRIDAY the SEVENTEENTH day of JUNE, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Conditions: **CASH.** Over and above the purchase price, the purchaser must pay the Government dues of 2½% pursuant to Law.

For other information, list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1949.

CLAUDE PERRAS,

Office of:

Perras & Perras, Licenced Trustees,

4, Notre-Dame St. East, Montreal.

Tel.: LA. 2196.

Trustee.

24918-19-2

Ventes par licitations

AVIS DE LICITATION

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 270,314.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge André Demers siégeant en Cour Supérieure, à Montréal, le 25 avril 1949, dans une cause où Gérard Turcotte, commis, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Albert Desmarais, employé civique, Demoiselle Clara Amanda Desmarais, fille majeure, personnellement et en sa qualité de curatrice dûment nommée à Joseph Auguste Desmarais, interdit, Dame Maria Exilda Desmarais, épouse séparée de biens de Pierre Simoneau, courtier en assurance, et ce dernier pour assister et autoriser sa dite épouse, Henri Jutras, commis, Victor Jutras, opérateur, Paul Jutras, expéditeur, Dame Alice Jutras, épouse séparée de biens de J.-L. Albert Charbonneau, courtier en immeubles, et ce dernier pour assister et autoriser sa dite épouse, Antonio Turcotte, commis, et Marie-Anne Turcotte, fille majeure, (en religion Sœur Marie Camille de la Croix, de la Communauté des Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie), tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, et Société d'Administration et de Fiducie, de Montréal, J.-L. Albert Charbonneau et Pierre Simoneau, susnommés et désignés, tous trois en leur qualité d'exécuteurs-testamentaires, administrateurs et fiduciaires de la succession de Louis Aubin dit St-Louis, en son vivant, marchand, de la cité de Montréal, sont mis-en-cause, la licitation a été ordonnée de l'immeuble suivant, savoir:

“Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame Est et s'étendant jusqu'à la rue du Champ de Mars, connu et désigné comme lot numéro cent vingt sept (127) sur le plan et au livre de renvoi officiels du Quartier Est, de la cité de Montréal, avec la bâtisse érigée sur la rue Notre-Dame est, portant les numéros civiques

Sales by Licitations

NOTICE OF LICITATION

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 270,314.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice André Demers, sitting in the Superior Court, at Montreal, on the 25th day of April 1949, in a case where Gérard Turcotte, clerk, of the City and District of Montreal, is Plaintiff, and Albert Desmarais, civic employee, Miss Clara Armanda Desmarais, spinster of the full age of majority, personally and in her quality of curatrix duly named to Joseph Auguste Desmarais, interdict, Dame Maria Exilda Desmarais, wife separate as to property of Pierre Simoneau, insurance broker, and the latter to assist and authorize his said wife, Henri Jutras, clerk, Victor Jutras, operator, Paul Jutras, shipper, Dame Alice Jutras, wife separate as to property of J. L. Albert Charbonneau, real estate broker, and the latter to assist and authorize his said wife, Antonio Turcotte, clerk, and Marie-Anne Turcotte, of the full age of majority (Sister Marie Camille de la Croix of the community of Les Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie), all of the city and district of Montreal, are Defendants, and Société d'administration et de fiducie, of Montreal, J. L. Albert Charbonneau and Pierre Simoneau above named and designated, all three in their quality of testamentary executors, administrators, and trustees of the estate of Louis Aubin dit St-Louis, in his lifetime, merchant, of the City of Montreal, are Mis-en-Cause, a licitation has been ordered of the following immovable, to wit:

“A certain emplacement situate on Notre-Dame Street East, and extending up to Champ de Mars Street, known and designated as lot Number One Hundred and Twenty-seven (127) on the Official Plan and Book of Reference of the West Ward in the City of Montreal, with the building thereon erected on Notre-Dame Street

309, 311 et 315 de ladite rue Notre-Dame est, et la bâtisse érigée sur la rue du Champ de Mars, portant le numéro civique 306 de ladite rue."

L'immeuble susdésigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 16 JUNE 1949, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi (heure avancée), à la salle d'audience N° 31 du Palais de Justice, à Montréal, ou à toute autre salle d'audience où les intéressés pourront être référés, le tout sujet aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges qui sera déposé au greffe du Protonotaire de la dite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, à la dite licitation devra être déposée au même greffe du Protonotaire au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; à défaut par les intéressés de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, ils seront forclos du droit de le faire.

Un dépôt de trois milles dollars (\$3,000.00) devra être fait entre les mains de l'officier chargé de la vente, par tout offrant et enchérisseur lors de son enchère.

Montréal, 14 mai 1949.

Les Avocats du demandeur,
DUSSAULT, DUSSAULT & VADEBONCOEUR.
24911-19-2-o

Province de Québec, district de Montréal,
No 269,712, Cour supérieure.

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, le 25ième jour d'avril 1949, rendu par l'honorable juge Hector Perrier, dans une cause dans laquelle REGINA FRANCOEUR, de St-Georges de Champlain, district de Trois-Rivières, épouse séparée de biens de GEORGES FOURNIER, rentier, des mêmes lieux, et ce dernier partie au présentes, pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes et l'y autorisant, est demanderesse, et OVILA FRANCOEUR, de Toronto, province d'Ontario, une des provinces du Canada; VICTOR FRANCOEUR, des cité et district de Montréal et autres, sont défendeurs, la licitation des immeubles suivants, désignés comme suit, a été ordonnée, savoir:

a) "Un lot ayant front sur la rue Centre, en la cité de Montréal, mesurant quarante neuf pieds de front sur cent vingt pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison et autres dépendances dessus construites, portant les Nos. 2412 et 2422 de ladite rue Centre; ledit emplacement connu et désigné comme lot numéro deux mille sept cent quarante-six (2746) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga.

b) Un lot ayant front sur la rue Cabot, en la cité de Montréal, avec les bâtisses dessus construites, portant le no. 1529 de la dite rue Cabot; connu et désigné sous le numéro trois mille quatre cent sept-subdivision cent cinquante et un (3407-151) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal, avec droit de passage dans un passage à pied et en voiture et animaux, en tout temps, dans un passage de dix pieds pris sur le coin sud-est du lot numéro trois mille quatre cent sept-

East bearing civic numbers 309, 311 and 315 of said Notre-Dame Street East, and the building erected on Champ de Mars Street bearing civic number 306 of said Street".

The above described immovable will be put up for auction and will be adjudged to the highest and last bidder on the 16th day of JUNE 1949, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, (daylight saving time) in room No. 31 of the court House, In Montreal, or in such other room that the interested parties may be referred to, the whole subject to the charges, clauses and conditions indicated in the book or list of charges which shall be deposited at the Prothonotary's Office of the said Court; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to the said licitation shall be deposited at the said Prothonotary's Office, at least twelve days before the day fixed as above mentioned for the said sale and adjudication, and all opposition to payment shall be deposited within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays herein stated they will be foreclosed from so doing.

A deposit of Three Thousand Dollars (\$3,000.-00) in the hands of the officer in charge of the sale must be made by each bidder.

Montreal, May 14, 1949.

DUSSAULT, DUSSAULT & VADEBONCOEUR,
Attorneys for Plaintiff.
24911-19-2-o

Province of Quebec, district of Montreal
No. 269,712, Superior Court.

NOTICE OF SALE BY LICITATION

Public notice is hereby given that, by virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, on the 25th day of April-1949, rendered by Honourable Justice Hector Perrier, in a case wherein REGINA FRANCOEUR, of St. Georges de Champlain, district of Three-Rivers, wife separate as to property of GEORGES FOURNIER, retired gentleman of the same place, and the latter party hereto for the purpose of authorizing and assisting his said wife to these presents and authorizing her hereto, is plaintiff and OVILA FRANCOEUR, of Toronto, in the Province of Ontario, one of the provinces of Canada; VICTOR FRANCOEUR, of the city and district of Montreal, and others are defendants, the licitation of the immoveable properties hereinafter described has been ordered as follows:

a) "A lot of land fronting on Centre Street, in the city of Montreal, measuring forty-nine feet in front by one hundred and twenty-feet in depth, the whole English measure and more or less, with a house and other appurtenances therein erected, bearing civic numbers 2412 and 2422 of said Centre Street; the said emplacement known and designated as lot number two thousand seven hundred and forty-six (2746) on the official plan and book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal, in the county of Hochelaga.

b) A lot of land fronting on Cabot Street, in the city of Montreal, with the buildings thereon erected, bearing No. 1529 of the said Cabot Street; Known and designated under number three thousand four hundred and seven — subdivision one hundred and fifty-one (3407-151) on the official plan and book of reference of the Municipality of Montreal, with right of way in a passage for people, vehicles and animals, any time, said passage measuring ten feet wide, situate on the South-East corner of lot number three thousand four

subdivision cent cinquante-deux (3407-152) sur le même plan.

c) Un lot vague ayant front sur la rue Cabot, en la cité de Montréal; connu et désigné sous le numéro trois mille quatre cent sept subdivision cent cinquante-deux (3407-152) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal.

Lesdits immeubles ci-dessus désignés seront vendus séparément à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, Samedi, le 22ième jour de juin 1949, à 10.30 heures, du matin, par cette Cour, au Palais de Justice, district de Montréal, à la chambre No 31, à la Cour Supérieure de Montréal, ou dans toute autre chambre de ladite Cour Supérieure désignée par le Juge pour les fins de ladite vente, sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour.

Toutes oppositions afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devront être déposées au Greffe du Protonotaire au moins douze jours avant la date fixée pour ladite vente, et toutes oppositions afin de conserver devront être déposées dans les six jours suivant l'adjudication, à défaut de quoi le droit de déposer sera éteint par forclusion conformément à la loi.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre d'une consignation de \$1,000 dans le cas de l'immeuble désigné à l'article a) ci-dessus; de \$1,000 dans le cas de l'immeuble désigné à l'article b) ci-dessus; de \$400 dans le cas de l'immeuble désigné à l'article c) ci-dessus.

Montréal, 10 mai 1949.

Le Procureur de la demanderesse.

24928-19-2-o

YVES PELLETIER.

hundred and seven — subdivision one hundred and fifty-two (3407-152) on the plan heretofore mentioned.

c) A vacant lot fronting on Cabot Street, in the city of Montreal; known and designated under number three thousand four hundred and seven — subdivision one hundred and fifty-two (3407-152) on the official plan and book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal.

The immoveable property heretofore described will be sold at auction separately and adjudged and awarded to the highest and last bidder on Saturday, the 22nd day of June, 1949, at half past ten in the forenoon, by this Court, in the Court House, district of Montreal, at room 31 of the Superior Court of Montreal, or any other room of said Superior Court designated by the Judge for the purpose of this sale, subject to clauses, charges and conditions indicated in the Book of Charge deposited or filed at the Office of the Prothonotary of the said Court.

All the oppositions "afin de charge" or "afin de distraire" to the said licitation will have to be filed at the Prothonotary's office at least twelve days before the date of said sale, and all oppositions "afin de conserver" will have to be filed within six days following the adjudication, failing which, the right to file will be cancelled by way of foreclosure according to law.

Every bidder will have to accompany his offer with a consignment of \$1000.00, in the case of the property designated under article a) above; of \$1000.00 in the case of the property designated above under article b); of \$400.00 in the case of the property designated under article c) above.

Montreal, May 10, 1949.

YVES PELLETIER,

Attorney for plaintiff.

24928-19-2-o

VENTES PAR SHERIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 2800.

CHARLES BELVAL, restaurateur de la Cité de Granby, district de Bedford, demandeur, vs WILLIAM WHITNEY, Jr., artisan, de la paroisse de Ste-Prudentienne, district de Bedford, défendeur, & PATRICK EDOUARD DELANEY, résidant et domicilié à Granby et Bernard Légaré, avocat, résidant et domicilié à Granby, tous deux avocats au barreau de Bedford, et exerçant leur profession en la cité de Granby, district de Bedford associés sous la raison de Delaney & Légaré, avocats, distraquant.

Comme appartenant au Défendeur.

"Un certain morceau de terrain pris à même le lot numéro Un-A (Ptie N° 1-A), dans le premier rang du Canton de Milton, aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Ste-Prudentienne, mesurant, le dit morceau de terrain, cent soixante pieds de largeur en front sur le chemin public contournant le lac de Roxton, sur la profondeur qu'il y a dudit chemin public jusqu'au lac de Roxton, et borné, le dit morceau de terrain, comme suit: — Au nord, tenant au terrain de William

BEDFORD

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Superior Court, No. 2800.

CHARLES BELVAL, restaurant keeper, of the city of Granby, district of Bedford, plaintiff; vs WILLIAM WHITNEY, Jr., artisan, of the parish of Ste-Prudentienne, district of Bedford, defendant, & PATRICK EDOUARD DELANEY, residing and domiciled at Granby and BERNARD LÉGARÉ, advocate, residing and domiciled at Granby, both advocates at the Bar of Bedford, and carrying on their profession in the city of Granby, district of Bedford in partnership, under the firm name of "Delaney & Légaré", advocates distracting for costs.

As belonging to the defendant:

A certain parcel of land taken out of lot number one-A (Part No. 1-A), in the first range of the Township of Milton, on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Prudentienne, measuring, the said parcel of land, one hundred and sixty feet in width in front on the public road skirting Lake Roxton, by whatever depth there may be from said public road to Lake Roxton, and bounded, the said parcel of land, as follows: on the north, by the

Whitney, père, terrain que ce dernier a acquis de Alfred Lapalme, le 23 janvier 1943, devant Me Victor Monty, notaire soussigné par acte enregistré sous N° 108,303, au sud, tenant au terrain appartenant à Gérard et Elisa Desrochers, terrain que ceux-ci ont acquis dudit Alfred Lapalme, le 7 août 1942, devant le notaire soussigné, par acte enregistré sous N° 107,473, à l'ouest par le dit chemin public, et à l'est par "The Roxton Tools & Mills Co., et le lac de Roxton, avec toutes les bâtisses dessus,

Sauf à distraire.

"Un certain morceau de terrain pris à même le lot numéro Un-A (Ptie. I-A) dans le premier rang du canton de Milton, au plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Ste-Prudentienne, mesurant le dit morceau de terrain quarante cinq pieds de largeur par la profondeur qu'il y a à partir du Lac à se rendre au chemin public et borné au Nord par le résidu du terrain appartenant à William Whitney-fils, au sud, par le terrain appartenant à Gérard et Elisa Desrochers, à l'ouest par le chemin public et à l'Est par le Lac Roxton, le tout avec bâtisses dessus."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Ste-Prudentienne à Roxton Pond dit district, MERCREDI, le 15 juin 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN.
Sweetsburg, Qué. 8 mai, 1949. 24903-19-2-o
[Première insertion, 14 mai 1949]

land of William Whitney, Sr., land which the latter acquired from Alfred Lapalme, on the 23 January, 1943, before Me Victor Monty, undersigned notary, by deed registered under No. 108303, on the south by the land belonging to Gérard and Elisa Desrochers land which these same acquired from said Alfred Lapalme, on the 7th August, 1942, before the undersigned notary, by deed registered under No. 107473, on the west by the said public road, and on the east by "The Roxton Tools & Mills Co.", and Lake Roxton — with all the buildings thereon erected.

Save to be deducted:

A certain parcel of land taken from the same lot number one-A (Part 1-A) in the first range of the township of Milton, on the official plan and in the book of reference for the Parish of Ste-Prudentienne, measuring, the said parcel of land, forty-five feet in width by the depth that exists between the lake and the public road, and bounded on the north by the residue of the land belonging to William Whitney, Jr., on the south, by the land belonging to Gérard and Elisa Desrochers, on the west by the public road and on the east by Lake Roxton, the whole with buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic church door of the Parish of Ste-Prudentienne at Roxton Pond, said district, on WEDNESDAY, the FIFTEENTH of JUNE, 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

A. ST-MARTIN, Sheriff's Office, Sweetsburg, Que., May 8, 1949. 24903-19-2
[First insertion, May 14, 1949]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cour de Circuit
(Havre-Aubert)

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, (Iles de la Madeleine) N° 232. **WATERLESS KITCHEN EQUIPMENT LIMITED**, corps politique et incorporé ayant son siège social en la cité de Québec, district de Québec, demanderesse, vs **JOHNNY J. BOUDREAU**, agent de Cap-aux-Meules, Iles de la Madeleine, district de Gaspé, défendeur.

Avis public est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

"Les lots de terre connus et désignés au cadastre officiel de la province de l'Étang du Nord, Ile Grindstone, dits comté et district, comme étant:

- a) Le lot No. 333 contenant 3 a. — 0 p. — 0 v.;
b) Le lot No. 334 contenant 8 a. — 3 p. — 0 v.;
c) La subdivision 153 du lot No. 332 contenant 7 a. — 3 p. — 0 v., avec toutes bâtisses dessus construites et toutes circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Pierre de l'Étang du Nord, le QUINZIÈME (15ième) jour de juin 1949, à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Député-shérif,
Havre-Aubert, NAPOLEON BRIAND.
Iles de la Madeleine. 24937-19-2-o
[Première insertion, le 14 mai 1949]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Circuit Court
(Havre-Aubert)

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, (Magdalen Islands) No. 232. **WATERLESS KITCHEN EQUIPMENT LIMITED**, a body politic and corporate having its head office in the city of Québec, district of Québec, Plaintiff, vs **JOHNNY J. BOUDREAU**, agent of Grindstone, Magdalen Islands, district of Gaspé, defendant.

Public notice, is hereby given that the under-mentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

"Those lots of land known and designated to the official cadastral plan for said parish of St-Pierre de l'Étang du Nord, Grindstone Island, said county and district, as being:

- a) Lot No. 333 containing 3 a. — 0 p. — 0 y.;
b) Lot No. 334 containing 8 a. — 3 p. — 0 y.;
c) Subdivision 153 being part of lot No. 332 containing 7 a. — 3 p. — 0 y., with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the said parish of St-Pierre de l'Étang du Nord, on the FIFTEENTH (15th) day of JUNE, 1949, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Deputy-sheriff,
Havre-Aubert, NAPOLEON BRIAND.
Magdalen Islands. 24937-19-2-o
[First insertion, May 14, 1949]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District d'Abitibi

Montréal, { **A**BITIBI LUMBER LIMITED
à savoir; { demanderesse, vs GILBERT
N° 7208 { **R**OY, défendeur.

1er "Le lot N° 79 de la subdivision du lot originaire N° 152, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil"

2e. "Partie du lot No 78 de la subdivision du lot originaire numéro 152, desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil; mesurant, la dite partie de lot, 27 pieds de largeur, par 96 pieds de profondeur bornée en front par la rue St-Pierre; en arrière par des subdivisions du lot originaire N° 150; d'un côté par le lot 152-79 et de l'autre par le résidu de 152-78; avec bâtisses construites sur les lots ci-dessus, notamment la maison en brique portant le N° 200 de la rue St-Pierre."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le 27 MAI prochain à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montréal, 20 avril 1949. L.P. CAISSE.
[Première insertion, 23 avril 1949] 24753-16-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, { **L**EOPOLD GRÉ-
Province de Québec, { **G**OIRE, gara-
District des Trois-Rivières, { giste, du Cap-de-la-
N° 10217 { Madeleine, district
de Trois-Rivières, demandeur, vs **É**LIZABETH
HUSES, fille majeure, autrefois du Cap-de-la-
Madeleine, district de Trois-Rivières, et mainte-
nant de lieux inconnus, défenderesse.

"Un lopin de terre situé du côté est de la route Nationale de Trois-Rivières — Grand-Mère, (rue Thibeault) en la cité du Cap de la Madeleine, au-dessus et près de la côte à Rocheleau, de figure irrégulière, connu et désigné comme étant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-huit (P. 388) du cadastre officiel de la paroisse du Cap de la Madeleine, comté de Champlain, borné en front, vers l'ouest, par la rue Thibeault, sur une longueur de deux cent cinquante pieds, vers le nord-est par le lot numéro trois cent quatre-vingt-sept (387) du dit cadastre, sur une longueur de deux cent soixante-dix-sept pieds et trois dixièmes, (trois cent soixante-dix-sept pieds) vers l'est, sur une longueur de cinquante pieds (50) par le résidu du dit lot numéro trois cent quatre-vingt-huit, et vers le sud, sur une longueur de cent quatre-vingt-douze pieds (192) par le résidu du dit lot numéro trois cent quatre-vingt-huit; le tout à la mesure anglaise et sans bâtisses."

Pour être vendu à la porte de l'église Sainte-Marie-Madeleine, en la cité du Cap de la Madeleine, MARDI le QUATORZIÈME jour de JUIN mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures du matin (heure avancée).

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Trois-Rivières, le 10 mai 1949. L.-P. MERCIER.
24919-19-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Abitibi.

Montréal, { **A**BITIBI LUMBER LIMITED
to wit: { plaintiff; vs GILBERT ROY,
No. 7208 { defendant.

1. Lot No. 79 of the subdivision of original lot No. 152, on the official plan and in the book of reference for the Parish of Saint-Antoine de Longueuil.

2. Part of lot No. 78 of the subdivision of original lot No. 152, of said official plan and book of reference for the Parish of Saint-Antoine de Longueuil; measuring, the said part of lot, 27 feet in width, by 96 feet in depth, bounded in front by St-Pierre street; in rear by subdivisions of original lot No. 150; on one side by lot 152-79 and on the other side by the residue of 152-78 — with buildings erected on aforesaid lots, in particular the brick house bearing No. 200 St-Pierre street.

To be sold, at the registry office for the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY-SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, April 20, 1949. Sheriff.
[First insertion, April 23, 1949] 24753-16-2

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, { **L**EOPOLD GRÉ-
Province of Quebec, { **G**OIRE, garage
District of Trois-Rivières, { keeper, of Cap-de-
No. 10217 { la-Madeleine, dis-
trict of Trois-Rivières, plaintiff; vs **É**LIZABETH
HUSES, spinster, heretofore of Cap-de-la-Made-
leine, district of Trois-Rivières, and now of parts
unknown, defendant.

A parcel of land situate on the east side of the Trois-Rivières-Grand-Mère National Highway, (Thibeault street) in the city of Cap-de-la-Madeleine, above and near Rocheleau Hill, of irregular figure, known and designated as being a part of lot number three hundred and eighty-eight (Pt. 388) on the official cadastre for the parish of Cap de la Madeleine, county of Champlain, bounded in front, on the west, by Thibeault street, for a length of two hundred and fifty feet; on the north-east by lot number three hundred and eighty-seven (387) of said cadastre, for a length of two hundred and seventy-seven feet and three tenths (three hundred and seventy-seven feet); on the east, for a length of fifty feet (50), by the residue of said lot number three hundred and eighty-eight, and on the south, for a length of one hundred and ninety-two feet (192) by the residue of said lot number three hundred and eighty-eight; the whole English measure and without buildings.

To be sold, at the church door of Sainte-Marie-Madeleine, in the city of Cap de la Madeleine, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of JUNE, one thousand nine hundred and forty-nine, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
Trois-Rivières, May 10, 1949. Sheriff.
24919-19-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 19

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

480, section "A" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse, région de St-Hyacinthe	1200
480, section "B" — Métiers d'horloger et bijoutier dans certains comtés de l'est de la province.	1199
480, section "C" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges, et une partie du comté de Châteauguay	1206
481 — Employés de laiterie dans les cités de Québec et Lévis et un rayon de 5 milles de leurs limites.	1201
515 — Industrie du bois ouvré dans la région de Québec	1207

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1181

AVIS DIVERS:

Amcan Furs Limited (Directeurs)	1197
Association Catholique des Institutrices Laïques d'Arvida (Formation)	1196
Association des Propriétaires de Taxi du comté de Drummond (Formation)	1198
Dingman Realities Ltd. (Distribution de l'actif)	1197
Gagné, Elias (Président d'élection)	1196
Holt, Renfrew & Co., Limited (Directeurs)	1197
Institut du Cancer de Montréal (règlement — Montreal Cancer Institute (By-Laws)	1198
La Caisse Populaire du Séminaire, St-Victor, Beauce (Fondation)	1196
L'Association des Employés de Normetal (Formation)	1198
Miss Edgar's and Miss Cramp's School, Inc. (Règlements)	1199
Steinberg's Warehouse & Transport Employees' Association (Formation)	1196
Syndicat de l'U.C.C. de St-Martin (Formation)	1198
Syndicat des Travailleurs du Plastique du District de Hull (Nom changé)	1197
The British American Pipe Line Company (Bill privé)	1195

CHARTES — ABANDON DE:

Dingman Realities Ltd.	1212
La Cie d'Energie Électrique St-Siméon	1213
Montreal Finance Corporation Limited	1212
Wilshire Investment Company	1212
Saint Bruno Quarry and Paving Co. Ltd.	1213

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

St-Gilbert, paroisse de	1213
St-Simon de Drummond, munic.	1213

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Ile Bouchard, munic. scolaire de	1215
Munic. scol. Chambly, paroisse	1215
Munic. scol. St-Antoine-de-Pontbriand	1215
Munic. scol. St-Gabriel-de-Brandon, village	1214

Index of the Quebec Official Gazette, No. 19

ORDERS IN COUNCIL:

480, part "A" — Barber and hairdressing trades, district of St. Hyacinthe	1200
480, part "B" — Clockmaking and jewellery trades in some counties of eastern part of the Province	1199
480, part "C" — Barber and hairdressing trades in the Counties of Beauharnois, Vaudreuil-Soulanges, and part of the county of Châteauguay	1206
481 — Dairy employees in the cities of Quebec and Levis and a radius of 5 miles from their limits	1201
515 — Wrought wood industry in the district of Quebec	1207

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1181

MISCELLANEOUS NOTICES:

Amcan Furs Limited (Directors)	1197
Association Catholique des Institutrices Laïques d'Arvida (Formation)	1196
Association des Propriétaires de Taxi du comté de Drummond (Formation)	1198
Dingman Realities Ltd. (Distribution of the assets)	1197
Gagné, Elias (Returning-officer)	1196
Holt, Renfrew & Co. Limited (Directors)	1197
Institut du Cancer de Montréal (Règlements) — Montreal Cancer Institute (By-Laws)	1198
La Caisse Populaire du Séminaire, St-Victor, Beauce (Foundation)	1196
L'Association des Employés de Normetal (Formation)	1198
Miss Edgar's and Miss Cramp's School, Inc. (By-Laws)	1199
Steinberg's Warehouse & Transport Employees' Association (Formation)	1196
Syndicat de l'U.C.C. de St-Martin (Formation)	1198
Syndicat des Travailleurs du Plastique du District de Hull (Name changed)	1197
The British American Pipe Line Company (Private Bill)	1195

CHARTERS — SURRENDER OF:

Dingman Realities Ltd.	1212
La Cie d'Energie Electricque St-Siméon	1213
Montreal Finance Corporation Limited	1212
Wilshire Investment Company	1212
Saint Bruno Quarry and Paving Co. Ltd.	1213

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Gilbert, parish of	1213
St-Simon de Drummond, munic.	1213

EDUCATION:

Ile Bouchard, school munic. of	1215
School Munic. Chambly, parish	1215
School Munic. St-Antoine-de-Pontbriand	1215
School Munic. St-Gabriel-de-Brandon, village	1214

Orford, munic. scolaire de	1213	Orford, school munic. of	1213
Shipton, munic. scolaire de	1214	Shipton, school munic. of	1214
St-Sixte et Lochaber, munic. scolaires de	1214	St-Sixte and Lochaber, school munic. of	1214

TERRES ET FORÊTS:

Cap-de-la-Madeleine, cité de	1215
Pointe-aux-Trembles, paroisse de	1215

LANDS AND FORESTS:

Cap-de-la-Madeleine, city of	1215
Pointe-aux-Trembles, parish of	1215

TRAVAIL:

Industrie et métiers de la construction dans l'Île de Montréal	1216
International Longshoremen's Association, Local 375 (Avis)	1219
International Longshoremen's Association, Local 1657 (Avis)	1225
International Longshoremen's Association, Local 1552 (Avis)	1227

LABOUR:

Construction industry and trades in the Island of Montreal	1216
International Longshoremen's Association, Local 375 (Notice)	1219
International Longshoremen's Association, Local 1657 (Notice)	1225
International Longshoremen's Association, Local 1552 (Notice)	1227

LETTRES PATENTES:

Albe Diamond & Fils Ltée — Albe Diamond & Sons Ltd.	1182
Calder Company Ltd.	1183
Centre Social La Guadeloupe Inc.	1183
Cerebral Palsy Association of Quebec, Inc.—L'Association de Paralysie Cérébrale de Québec, Inc.	1183
Duval Motors (Sorel) Limited—Limitée D. & D. Agencies & Traders Company Limited.	1184
Embossing Limited	1185
Fantino & Mondello Ltd.	1185
Garage Desbiens Limitée	1185
Garage Gagnon Ltée	1186
International Electric Rouyn Limited	1186
Katherine's Limited.	1186
La Société Historique du Témiscamingue	1187
Laurentian Seven Up Ltée — Laurentian Seven Up Ltd.	1187
Laurentide Aviation Limited	1187
Lemieux Beauty Products Limited.	1188
Les Anciens du Collège de Montréal.	1188
L. G. Chabot, Incorporée	1189
L'Institut Arts-Sciences de Montréal Incorporée	1189
Lou Korman Inc.	1189
Maison Laurette Ltée	1190
Metal Works Ltd.	1190
Mont Elephant Lodge Inc.	1191
Normandie Flower Shop, Inc.	1191
Ny-Way Food Products Incorporated	1191
Platers Inc.	1192
P. P. Landry Autos Limitée.	1192
Quebec Distillers Ltd.	1192
Randolph Millinery Supply Co.	1193
Salle Robert, Ltée	1193
St. Lawrence Wood Heel Limited.	1193
Syndicat du Stade St-Michel, Inc.	1194
The Bethlehem Co.	1194
The Laurel Lodge Company Ltd.	1194
Wilshire Management Company.	1195

LETTERS PATENT:

Albe Diamond & Fils Ltée — Albe Diamond & Sons Ltd.	1182
Calder Company Ltd.	1183
Centre Social La Guadeloupe Inc.	1183
Cerebral Palsy Association of Quebec, Inc. — L'Association de Paralysie Cérébrale de Québec, Inc.	1183
Duval Motors (Sorel) Limited—Limitée D. & D. Agencies & Traders Company Limited.	1184
Embossing Limited	1185
Fantino & Mondello Ltd.	1185
Garage Desbiens Limitée	1185
Garage Gagnon Ltée	1186
International Electric Rouyn Limited.	1186
Katherine's Limited.	1186
La Société Historique du Témiscamingue	1187
Laurentian Seven Up Ltée — Laurentian Seven Up Ltd.	1187
Laurentide Aviation Limited	1187
Lemieux Beauty Products Limited.	1188
Les Anciens du Collège de Montréal.	1188
L. G. Chabot, Incorporée	1189
L'Institut Arts-Sciences de Montréal Incorporée	1189
Lou Korman Inc.	1189
Maison Laurette Ltée	1190
Metal Works Ltd.	1190
Mont Elephant Lodge Inc.	1191
Normandie Flower Shop, Inc.	1191
Ny-Way Food Products Incorporated	1191
Platers Inc.	1192
P. P. Landry Autos Limitée.	1192
Quebec Distillers Ltd.	1192
Randolph Millinery Supply Co.	1193
Salle Robert, Ltée	1193
St. Lawrence Wood Heel Limited.	1193
Syndicat du Stade St-Michel, Inc.	1194
The Bethlehem Co.	1194
The Laurel Lodge Company Ltd.	1194
Wilshire Management Company.	1195

LIQUIDATION, AVIS DE:

Limoilou Land Company Limited.	1230
--	------

WINDING UP NOTICE:

Limoilou Land Company Limited.	1230
--	------

NOMINATIONS:

* Diverses.	1230
---------------------	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	1230
-------------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Arcand & Dion Cie ltée	1234
Côté & Marmen Inc.	1234

HEAD OFFICES:

Arcand & Dion Cie ltée	1234
Côté & Marmen Inc.	1234

Cowansville Potteries Inc.	1234	Cowansville Potteries Inc.	1234
John Millen Hull Limited.	1234	John Millen Hull Limited.	1234
John Millen Val d'Or limitée	1235	John Millen Val d'Or limitée	1235
La Cie A. Lagacé Ltée.	1234	La Cie A. Lagacé Ltée.	1234
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la Cité de Sherbrooke.	1236	Board of the Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke.	1236
Cowansville, ville de.	1235	Cowansville, town of.	1235
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALES, BANKRUPTCY ACT:	
Doddridge, Emile.	1238	Doddridge, Emile.	1238
Joly, Joseph.	1238	Joly, Joseph.	1238
Parent, François.	1237	Parent, François.	1237
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Francœur <i>et vir</i> vs Francœur <i>et al.</i>	1240	Francœur <i>et vir</i> vs Francœur <i>et al.</i>	1240
Turcotte vs Desmarais <i>et al.</i>	1239	Turcotte vs Desmarais <i>et al.</i>	1239
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEDFORD:		BEDFORD:	
Belval vs Whitney.	1241	Belval vs Whitney.	1241
GASPÉ:		GASPÉ:	
Waterless Kitchen Equipment Limited vs Boudreau.	1242	Waterless Kitchen Equipment Limited vs Boudreau.	1242
MONTREAL:		MONTREAL:	
Abitibi Lumber Limited vs Roy.	1243	Abitibi Lumber Limited vs Roy.	1243
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
Grégoire vs Huses.	1243	Grégoire vs Huses.	1243
24938-o		24938-o	